

NATIONS



UNIES

**RAPPORT DU COMITE
DU SUD - OUEST AFRICAINE
A
L'ASSEMBLEE GENERALE**

ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : DIXIEME SESSION

SUPPLEMENT No 12 (A/2913)

NEW-YORK, 1955

NATIONS UNIES

**RAPPORT DU COMITE
DU SUD - OUEST AFRICAIN
A
L'ASSEMBLEE GENERALE**



ASSEMBLEE GENERALE

**DOCUMENTS OFFICIELS : DIXIEME SESSION
SUPPLEMENT No 12 (A/2913)**

New-York, 1955

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

<i>Chapitres</i>	<i>Pages</i>
I. — Généralités	1
II. — Négociations avec l'Union Sud-Africaine.....	1
III. — Analyse et résumé des débats de la Quatrième Commission sur la question du Sud-Ouest Africain à la neuvième session de l'Assemblée générale..	2
IV. — Règlement intérieur du Comité du Sud-Ouest Africain.....	2
V. — Rapport annuel de l'Union Sud-Africaine.....	3
VI. — Examen des renseignements et de la documentation concernant le Sud- Ouest Africain	3
VII. — Portée et forme de la contribution que les institutions spécialisées pour- raient apporter au progrès du Territoire du Sud-Ouest Africain.....	3
VIII. — Pétitions relatives au Territoire du Sud-Ouest Africain.....	4
A. — Communications émanant de sources extérieures au Territoire du Sud-Ouest Africain	4
B. — Communications et pétitions émanant du Territoire du Sud-Ouest Africain	4

ANNEXES

<i>Annexes</i>	
I. — Correspondance échangée avec le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine.	6
II. — Rapport et observations du Comité du Sud-Ouest Africain sur la situation dans le Territoire du Sud-Ouest Africain.....	7
Appendice. — Loi sur l'administration des affaires indigènes au Sud-Ouest Africain de 1954	32
III. — Lettres reçues des institutions spécialisées et des organes extra-budgétaires des Nations Unies	34
IV. — Communication, en date du 16 décembre 1954, du révérend Michael Scott.	39
V. — Communication, en date du 15 décembre 1954, du révérend Michael Scott avec l'extrait d'une lettre de Jariretundu Kozonguizi.....	43
VI. — Pétition et communications concernant la communauté des Rehoboths....	44
Projet de résolution concernant la pétition et les communications.....	46
VII. — Pétition et communications y relatives émanant de Hosea Kutako, David Roos et Erastus Amgabeb.....	48
Projet de résolution concernant la pétition et les communications.....	49
VIII. — Pétition et communication y relative émanant du révérend T. H. Hamtumbangela	50
Projet de résolution concernant la pétition et la communication.....	52

I. — GENERALITES

1. L'Assemblée générale, par la résolution 749 A (VIII) du 28 novembre 1953, a créé le Comité du Sud-Ouest Africain, qui restera en fonctions "en attendant qu'un accord intervienne entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union Sud-Africaine". Par cette résolution, l'Assemblée a chargé le Comité :

"a) D'examiner, dans le cadre du questionnaire adopté par la Commission permanente des mandats de la Société des Nations en 1926, les renseignements et la documentation disponibles au sujet du Territoire du Sud-Ouest Africain ;

"b) D'examiner, en se conformant, dans toute la mesure du possible, à la procédure de l'ancien régime des mandats, les rapports et les pétitions qui viendraient à être soumis au Comité ou au Secrétaire général ;

"c) De communiquer à l'Assemblée générale un rapport sur la situation du Territoire en tenant compte, dans toute la mesure du possible, de la portée des rapports de la Commission permanente des mandats de la Société des Nations ;

"d) D'élaborer et de soumettre à l'Assemblée générale une procédure d'examen de ces rapports et de ces pétitions qui se rapprochera, autant que possible, de la procédure suivie en la matière par l'Assemblée, le Conseil et la Commission permanente des mandats de la Société des Nations."

En outre, par la même résolution, l'Assemblée a habilité le Comité à poursuivre les négociations avec l'Union Sud-Africaine en vue de donner pleinement effet à l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice au sujet du Sud-Ouest Africain, et elle l'a invité à présenter des rapports sur ses travaux à l'Assemblée générale, lors de ses sessions ordinaires¹.

2. Le 23 novembre 1954, l'Assemblée générale a adopté la résolution 851 (IX), au paragraphe 5 de laquelle elle invitait "le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine à coopérer avec le Comité du Sud-Ouest Africain et, en particulier, à présenter au Comité des rapports sur son administration du Territoire du Sud-Ouest Africain et à aider le Comité du Sud-Ouest Africain à examiner les rapports ainsi que les renseignements et la documentation dont le Comité pourrait disposer". Au paragraphe 6 de cette même résolution, l'Assemblée priait le Comité du Sud-Ouest Africain

¹ Pour le rapport du Comité du Sud-Ouest Africain sur les travaux de sa première session, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, neuvième session, Supplément No 14*, document A/2666.

"de faire une analyse et un résumé de la discussion de fond que la Quatrième Commission de l'Assemblée générale a consacrée à la question du Sud-Ouest Africain, et de les communiquer, pour information, au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine"; au paragraphe 7, l'Assemblée générale priait en outre le Comité "d'étudier dans quelle mesure et de quelle manière les institutions spécialisées et les organes extra-budgétaires des Nations Unies pourraient contribuer au progrès des habitants du Territoire dans les domaines social, économique et de l'enseignement".

3. Le Comité du Sud-Ouest Africain comprend sept membres, le Brésil, les Etats-Unis d'Amérique, le Mexique, le Pakistan, la Syrie, la Thaïlande et l'Uruguay², qui ont désigné les représentants suivants :
Brésil: M. Sérgio Armando Frazão, M. Donatello Grieco ;

Etats-Unis d'Amérique: M. Benjamin Gerig ;

Mexique: M. Luciano Joubanc Rivas ;

Pakistan: M. Viqar Ahmed Hamdani ;

Syrie: M. Najmuddine Rifai ;

Thaïlande: M. Thanat Khoman ;

Uruguay: M. Enrique Rodríguez Fabregat.

4. A sa 41ème séance, le 24 janvier 1955, le Comité a élu Président M. Thanat Khoman (Thaïlande) et Vice-Président, en même temps que Rapporteur, M. Luciano Joubanc Rivas.

5. Le Comité a tenu quatorze séances, du 24 janvier au 8 juin 1955. Avant l'ouverture de sa session de 1955, il avait adressé à l'Assemblée générale le supplément à son rapport sur les travaux de sa première session (A/2666/Add.1³) et tenu, le 12 octobre 1954, une séance privée. Le Comité avait décidé que, pour l'examen de certaines questions, notamment tout ce qui concernait ses négociations avec l'Union Sud-Africaine, sa tâche serait facilitée s'il se réunissait en séance privée. Il a donc tenu quatre séances privées, la 41ème (deuxième partie), la 42ème, la 52ème (deuxième partie) et la 54ème (première partie), tenues respectivement les 24 et 26 janvier, 2 et 8 juin 1955.

6. A sa 54ème séance, le 8 juin 1955, le Comité a adopté son rapport à l'Assemblée générale.

² Le 14 décembre 1954, l'Assemblée générale, sur la recommandation adressée au Président par la Quatrième Commission, a approuvé la nomination des Etats-Unis d'Amérique et de la Thaïlande aux sièges devenus vacants au Comité.

³ *Documents officiels de l'Assemblée générale, neuvième session, Annexes*, point 34 de l'ordre du jour.

II. — NEGOCIATIONS AVEC L'UNION SUD-AFICAINE

7. Aux termes du paragraphe 5 de la résolution 851 (IX), l'Assemblée générale invitait de nouveau le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine à coopérer avec le Comité du Sud-Ouest Africain et, en particulier, à présenter au Comité un rapport sur son administration

du Territoire du Sud-Ouest Africain pour l'année 1954 et à aider le Comité à examiner ce rapport, ainsi que les renseignements et la documentation dont le Comité pourrait disposer. En application de ce paragraphe, le Comité, lors de la séance privée qu'il a tenue pendant la

deuxième partie de sa 41ème séance, le 24 janvier 1955, a demandé au Président de renouveler l'invitation adressée l'année précédente au Gouvernement de l'Union⁴. Le Comité non seulement s'est déclaré prêt à poursuivre les négociations avec l'Union en vue de donner pleinement effet à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice au sujet du Sud-Ouest Africain, mais a souligné qu'il conservait l'espoir que ces négociations finiraient par donner des résultats satisfaisants et positifs et il a donc prié le Gouvernement de l'Union de désigner un représentant chargé de conférer avec lui. En conséquence, le 24 janvier 1955, le Président a envoyé au Ministère des affaires étrangères de l'Union une lettre dont le texte est reproduit à l'annexe I, a, au présent rapport.

8. Par lettre en date du 11 mai 1955, le représentant permanent par intérim de l'Union Sud-Africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies a accusé réception de la lettre envoyée par le Président le 24 janvier. Il a déclaré qu'il avait dûment transmis cette lettre au Gouvernement de l'Union, qui l'examinerait et donnerait ses instructions, et qu'aussitôt que le Gouvernement de l'Union aurait pris une décision, il en aviserait le Président. Le texte de la lettre est reproduit à l'annexe I, b.

9. Par lettre en date du 21 mai 1955, le représentant permanent par intérim, sur ordre du Ministère des affaires étrangères du Gouvernement de l'Union et en réponse à la lettre du 24 janvier, a déclaré, tout d'abord, que le Gouvernement de l'Union, dans la communication qu'il avait adressée au Président le 25 mars 1954⁵, avait indiqué sa position concernant la présentation de rapports au Comité et que sa position demeurerait la même. Quant aux négociations que le Comité était prêt à poursuivre avec l'Union en vue de donner pleinement effet à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, le représentant permanent par intérim soulignait que, selon la thèse que le Gouvernement de l'Union n'avait cessé de défendre, le mandat relatif au Sud-Ouest

⁴ Voir A/2666, annexe I, a.

⁵ Voir A/2666, annexe I, c.

Africain était caduc et que, du fait de la liquidation de la Société des Nations, il n'avait pas d'autres responsabilités internationales. Il rappelait en outre que, pour trouver une solution qui permette à l'Organisation des Nations Unies de ne plus se préoccuper de la question, le Gouvernement de l'Union avait offert de négocier un accord avec les trois puissances alliées et associées qui subsistaient, mais que l'Organisation des Nations Unies avait, à plusieurs reprises, rejeté son offre. "Dans ces conditions, poursuivait le représentant de l'Union Sud-Africaine, cette offre n'est plus valable. Etant donné que la position que j'ai exposée dans ma communication du 25 mars 1954 n'a pas sensiblement changé, le Gouvernement de l'Union en est arrivé à la même conclusion que l'année dernière, à savoir qu'il ne croit pas que de nouvelles négociations permettent d'aboutir à des résultats positifs." Le texte de la lettre est reproduit à l'annexe I, c.

10. Le Comité a examiné cette lettre à ses 52ème et 54ème séances (privées), les 2 et 8 juin 1955. Le Comité a répondu au représentant permanent par intérim de l'Union Sud-Africaine par une lettre du 10 juin 1955, où il déclarait qu'il avait pris acte de la déclaration selon laquelle le Gouvernement de l'Union ne croyait pas que de nouvelles négociations permettent d'aboutir à des résultats positifs. La seule conclusion que le Comité pouvait tirer de cette déclaration, c'était que l'Union Sud-Africaine n'était pas disposée à l'aider à s'acquitter du mandat que l'Assemblée générale lui avait confié et, en particulier, que le Gouvernement de l'Union ne consentait même pas à négocier avec le Comité en vue de donner pleinement effet à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice. Le Comité ajoutait qu'il déplorait sincèrement cette attitude et qu'il ne pouvait l'accepter; cependant, il informait le Gouvernement de l'Union qu'il demeurerait prêt, comme son mandat l'exigeait, à négocier avec lui au sujet du Sud-Ouest Africain si le gouvernement décidait de revenir sur sa décision. Le texte de la lettre est reproduit à l'annexe I, d.

III. — ANALYSE ET RESUME DES DEBATS DE LA QUATRIEME COMMISSION SUR LA QUESTION DU SUD-OUEST AFRICAIN A LA NEUVIEME SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

11. A sa 42ème séance, tenue le 26 janvier 1955, le Comité du Sud-Ouest Africain, conformément au paragraphe 6 de la résolution 851 (IX) de l'Assemblée générale, a décidé d'envoyer au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine tous les comptes rendus analytiques des séances au cours desquelles, en 1954, la Quatrième

Commission avait examiné la question du Sud-Ouest Africain, ainsi qu'un index analytique de la discussion de fond qui s'y trouve résumée. Le 31 janvier, le Président a transmis au Ministère des affaires étrangères de l'Union les comptes rendus et l'index analytique en question.

IV. — REGLEMENT INTERIEUR DU COMITE DU SUD-OUEST AFRICAIN

12. A sa 13ème séance, le 11 février 1954, le Comité avait adopté un règlement provisoire pour l'examen des rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest Africain⁶. Par lettre en date du 11 février 1954⁷, le Président a communiqué au Gouvernement de l'Union

Sud-Africaine le texte de ce règlement provisoire et l'a informé que le Comité était prêt à examiner les observations que le Gouvernement de l'Union pourrait avoir à formuler au sujet de ce règlement. Le Comité n'a pas reçu de réponse du Gouvernement de l'Union à cette lettre. A sa 51ème séance, le 1er juin 1955, le Comité a décidé que le règlement provisoire qu'il avait adopté l'année précédente deviendrait son règlement intérieur.

⁶ A/2666, annexe II.

⁷ Voir A/2666, annexe I, b.

13. Conformément au paragraphe 12 de la résolution 749 A (VIII) et au paragraphe 5 de la résolution 851 (IX) de l'Assemblée générale, le Président du Comité du Sud-Ouest Africain, par lettre en date du 24 janvier 1955, a invité le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine à aider le Comité dans ses travaux et, en particulier, à présenter un rapport sur le Territoire du Sud-Ouest Africain pour l'année 1954. Dans sa lettre du 21 mai 1955 (voir annexe I, c), le Gouvernement de

l'Union a déclaré qu'il avait déjà exposé au Comité ses vues sur la présentation de rapports annuels dans la lettre du 25 mars 1954 et que sa position à cet égard demeurerait la même⁸. Etant donné que le Gouvernement de l'Union ne revenait pas sur sa décision, le Comité a décidé d'appliquer la seconde procédure arrêtée dans son règlement pour l'examen des rapports.

⁸ A/2666, annexe I, c.

VI. — EXAMEN DES RENSEIGNEMENTS ET DE LA DOCUMENTATION CONCERNANT LE SUD-OUEST AFRICAINE

14. Ayant décidé d'appliquer la seconde procédure prévue pour les rapports, le Comité, à la deuxième partie (séance privée) de sa 41^{ème} séance, tenue le 24 janvier 1955, a décidé de demander au Secrétaire général de lui transmettre tous les renseignements récents dont il disposait sur le Sud-Ouest Africain. Au cours de dix séances tenues entre le 23 mai et le 8 juin (44^{ème} à 50^{ème} et 52^{ème} à 54^{ème} séances), le Comité a examiné les renseignements et la documentation disponibles au sujet du Sud-Ouest Africain en vue de rédiger son rapport à l'Assemblée générale sur la situation dans le Territoire, conformément aux alinéas a et c du paragraphe 12 de la résolution 749 A (VIII). Le Comité disposait de documents concernant la situation dans le Territoire en 1954, que le Secrétaire général avait préparés conformément à l'article XXII du règlement inté-

rieur (A/AC.73/L.7 et Add.1). Tandis que la documentation rassemblée en 1954 renfermait des renseignements sur les années 1947 à 1953, celle que le Secrétariat a réunie en 1955 porte principalement sur la situation dans le Territoire pendant une seule année, à savoir 1954, et contient en outre les renseignements complémentaires sur la situation au cours des années précédentes qui sont parvenus depuis la première étude. D'autre part, comme le Comité l'avait décidé en 1954 (A/2666, annexe V, par. 84), les questions concernant la propriété foncière et le régime agraire sont traitées plus en détail. A sa 54^{ème} séance, tenue le 8 juin 1955, le Comité a adopté un rapport destiné à l'Assemblée générale, sur la situation dans le Sud-Ouest Africain (voir annexe II).

VII. — PORTEE ET FORME DE LA CONTRIBUTION QUE LES INSTITUTIONS SPECIALISEES POURRAIENT APPORTER AU PROGRES DU TERRITOIRE DU SUD-OUEST AFRICAINE

15. Au paragraphe 7 de la résolution 851 (IX), l'Assemblée générale a prié le Comité du Sud-Ouest Africain d'étudier dans quelle mesure et de quelle manière les institutions spécialisées et les organes extra-budgétaires des Nations Unies pourraient contribuer au progrès des habitants du Territoire dans les domaines social, économique et de l'enseignement.

16. A sa 43^{ème} séance, tenue le 3 février 1955, le Comité a invité le Secrétaire général à demander par lettre aux institutions spécialisées d'étudier les besoins du Territoire, d'indiquer l'aide qu'elles pourraient fournir et, en même temps, de donner au Comité les renseignements qui, à leur avis, pourraient l'aider à donner suite au paragraphe 7 de la résolution précitée. Par la suite, les institutions spécialisées pourraient être invitées à envoyer des représentants pour discuter la question avec lui.

17. Le Secrétaire général a donc écrit le 8 février aux dix institutions spécialisées suivantes: Bureau international du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation de l'aviation civile internationale, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle, Union internationale des télécommunications et Organisation météorologique mondiale. Il a aussi adressé des lettres dans

le même sens au Directeur général du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) et au Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique; les institutions spécialisées précitées, ainsi que le FISE et le BAT, lui ont adressé des réponses qui sont brièvement résumées dans les paragraphes suivants.

18. Par lettre en date du 16 mars, le Bureau international du Travail a déclaré que, du point de vue de l'OIT, le Sud-Ouest Africain était un territoire non métropolitain et qu'à ce titre il entraînait dans le cadre du programme général d'action sociale pour les territoires non métropolitains que le Conseil d'administration était appelé à approuver. Dans les limites des ressources financières dont elle disposait, au titre du Programme élargi d'assistance technique ou à un autre titre, l'OIT était prête à donner, sur demande et dans des conditions normales, des conseils et une aide pour résoudre toutes les questions de politique sociale ou de politique de la main-d'œuvre relevant de sa compétence qui lui seraient renvoyées et qui concerneraient un territoire non métropolitain déterminé.

19. Par lettre en date du 23 mars, la FAO a déclaré qu'elle n'avait pas, pour le moment, assez de renseignements récents à donner au Comité sur le Sud-Ouest Africain.

20. Par lettre en date du 3 mars, l'UNESCO a fait savoir qu'elle était disposée à prêter ses services, dans le domaine de sa compétence, aux habitants de tous les

territoires africains, mais seulement sur la demande des autorités chargées des territoires africains sous-développés. Dans une nouvelle lettre du 20 avril, l'UNESCO a déclaré que son Conseil exécutif avait autorisé le Directeur général à communiquer au Secrétaire général, à l'intention du Comité, une liste descriptive des services que l'UNESCO serait en mesure de fournir à la demande des autorités responsables pour contribuer au progrès, dans le domaine social, économique et de l'enseignement, des populations des territoires qui présentaient des caractéristiques analogues à celles du Sud-Ouest Africain.

21. Par lettre en date du 14 mars, l'OACI a déclaré qu'elle n'était pas en mesure de donner des renseignements utiles au Comité.

22. Par lettre en date du 29 mars, la Banque internationale a fait savoir que, n'ayant pas de renseignements de première main sur le Sud-Ouest Africain, elle n'était pas à même de compléter les renseignements que le Comité possédait déjà d'autres sources.

23. Par lettre en date du 4 mars, le Fonds a déclaré qu'il ne recevait pas de publications statistiques distinctes pour le Sud-Ouest Africain et qu'il n'avait donc pas de nouveaux renseignements à fournir sur le Territoire dans les domaines qui l'intéressaient particulièrement (à savoir : balance des paiements, système monétaire et bancaire, contrôle des changes).

24. Par lettre en date du 18 mars, l'OMS a déclaré que la mesure et la nature de l'aide qu'elle pouvait apporter au progrès des habitants des territoires dépendaient des demandes que lui adressaient les gouvernements intéressés et des décisions de l'Assemblée mondiale de la santé concernant à la fois le programme à long terme et le programme et le budget annuels de l'organisation. En exécution de l'accord conclu entre l'ONU et l'OMS, relatif à l'assistance au Conseil de tutelle et à la coopération avec les Nations Unies dans les questions qui intéressent le bien-être et le progrès des peuples des territoires non autonomes, l'OMS donnait des avis d'ordre technique sur les questions concernant la santé publique qui figuraient dans les rapports présentés au Conseil et le mettait au courant de son activité dans les territoires en question.

25. Par lettre en date du 10 mars, l'UPU a déclaré qu'elle n'avait ni suggestion ni remarque à formuler.

26. Par lettre en date du 26 février, l'UIT a expliqué que la Convention internationale des télécommunications, conclue à Buenos-Aires en 1952, avait été signée pour l'Union Sud-Africaine et pour le Territoire du Sud-Ouest Africain et que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine l'avait ratifiée au nom de l'Union Sud-Africaine et du Territoire du Sud-Ouest Africain. Dans la pratique, toutes les communications concernant le Territoire, telles que les notifications relatives aux installations de télécommunications, venaient du Gouvernement de l'Union. A la différence de certaines autres institutions spécialisées, l'UIT n'avait pas de programme d'ordre économique et social ; il entraînait dans ses fonctions régulières de participer au Programme élargi d'assistance technique, mais toute demande d'assistance technique en matière de télécommunications devrait venir du gouvernement qui avait besoin d'aide.

27. Par lettre en date du 23 mars, l'Organisation météorologique mondiale a déclaré qu'elle ne voyait pas comment elle pourrait aider le Comité à donner effet au paragraphe 7 de la résolution 851 (IX) de l'Assemblée générale.

28. Par lettre en date du 20 avril, le FISE a indiqué qu'il ne donnait son aide que sur la demande expresse d'un gouvernement ; il était prêt à recevoir une demande d'assistance pour le Sud-Ouest Africain.

29. Par lettre en date du 31 mai, le BAT a déclaré que, suivant les renseignements que les organisations participantes avaient communiqués à son Président, aucune demande d'assistance technique pour le Sud-Ouest Africain n'avait encore été présentée par le gouvernement intéressé. Au cas où il recevrait une demande de cette nature, le BAT examinerait s'il y a lieu d'accorder l'assistance, comme il le fait pour les autres pays et pour des territoires non autonomes.

30. A ses 50ème et 51ème séances, tenues le 31 mai et le 1er juin 1955, le Comité a pris connaissance des réponses envoyées par les institutions spécialisées, le FISE et le BAT ; le texte de ces réponses est reproduit à l'annexe III.

VIII. — PETITIONS RELATIVES AU TERRITOIRE DU SUD-OUEST AFRICAIN

31. Conformément au paragraphe 12, b, de la résolution 749 A (VIII), adoptée par l'Assemblée générale le 28 novembre 1953, le Comité, à ses 43ème, 51ème et 52ème séances, tenues le 3 février, le 1er et le 2 juin 1955, a examiné les communications et pétitions adressées au Comité et au Secrétaire général, concernant le Territoire du Sud-Ouest Africain (pour le compte rendu de ces séances, voir les documents A/AC.73/SR.43, 51 et 52).

A. — COMMUNICATIONS ÉMANANT DE SOURCES EXTÉRIEURES AU TERRITOIRE DU SUD-OUEST AFRICAIN

32. Depuis qu'il a présenté à l'Assemblée générale, à sa neuvième session, son rapport et le supplément à son rapport⁹, le Comité a reçu et examiné les communications suivantes, qui émanent de sources extérieures au Territoire du Sud-Ouest Africain :

i) Communication, en date du 16 décembre 1954, adressée au Président par le révérend Michael Scott (annexe IV) ;

ii) Communication, en date du 15 décembre 1954, adressée au Président par le révérend Michael Scott, avec le passage d'une lettre de Jariretundu Kozongiuzi (annexe V).

33. A sa 43ème séance, tenue le 3 février 1955, le Comité a décidé qu'il étudierait ces communications lorsqu'il examinerait la situation dans le Territoire du Sud-Ouest Africain.

B. — COMMUNICATIONS ET PÉTITIONS ÉMANANT DU TERRITOIRE DU SUD-OUEST AFRICAIN

34. Depuis que le Comité a présenté à l'Assemblée, à sa neuvième session, son rapport et le supplément à ce rapport, il a reçu et examiné les communications et pétitions suivantes qui émanent du Territoire du Sud-Ouest Africain :

⁹ A/2666 et Add.1.

i) Communication, en date du 12 octobre 1954, adressée au Secrétaire général par Hosea Kutako, David Roos et Arastus Amgabeb (annexe VII, a);

ii) Communications de la communauté des Rehoboths:

a) Télégramme reçu le 22 novembre 1954, adressé aux Nations Unies par la communauté des Rehoboths (annexe VI, b);

b) Communication, en date du 27 novembre 1954, adressée aux Nations Unies par Jacobus Beukes (annexe VI, c);

iii) Pétition, en date du 5 octobre 1954, émanant du révérend T. H. Hamtumbangela, de la mission de Sainte-Marie (Ovamboland) et transmise au Secrétaire du Comité par le révérend Michael Scott (annexe VIII, a);

iv) Communication, en date du 14 janvier 1955, adressée au Secrétaire général par Hosea Kutako (annexe VII, c);

v) Communication, en date du 19 février 1955, adressée au Secrétaire général par le révérend T. H. Hamtumbangela et transmise par Jane Sprouds, secrétaire adjointe de l'Office africain (annexe VIII, d).

35. En outre, le Comité a achevé l'examen des pétitions suivantes:

i) Pétition sans date (reçue en 1952), adressée au Président du Comité spécial du Sud-Ouest Africain par MM. A. J. Beukes, P. Diegaard et A. van Wyk (annexe VI, a);

ii) Pétition, en date du 2 septembre 1954, adressée au Secrétaire général par Hosea Kutako, David Roos et Erastus Amgabeb (annexe VII, b).

36. Comme il l'a déclaré dans le rapport et dans le supplément qu'il a adressés à l'Assemblée générale à sa neuvième session¹⁰, le Comité, en 1954, a appliqué à ces pétitions les dispositions énoncées aux alinéas a et b de l'article XXVI de la seconde procédure. Le texte de cet article est le suivant:

"Si le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine refuse sa coopération en ce qui concerne la transmission de pétitions présentées par les habitants du Territoire du Sud-Ouest Africain et si le Comité n'est pas en mesure de recevoir des pétitions conformément aux dispositions de l'article VIII, l'examen des pétitions sera régi par la procédure suivante:

"a) Lorsque le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies recevra une pétition, il invitera les signataires à la présenter au Comité par l'intermédiaire du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine. Il enverra en même temps aux signataires de la pétition une copie du présent article.

"b) Une copie de la pétition et de la communication envoyée à ses signataires sera adressée au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine.

"c) Si, à l'expiration d'un délai de deux mois, le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine n'a pas transmis la pétition, le Comité considérera la pétition comme ayant été régulièrement reçue.

"d) Le Comité fera connaître au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine les conclusions auxquelles il sera parvenu sur la pétition."

37. En ce qui concerne les pétitions et communications précitées relatives au Territoire du Sud-Ouest Africain, le Comité a pris les décisions suivantes:

1) *Communication, en date du 12 octobre 1954, émanant de Hosea Kutako, David Roos et Erastus Amgabeb*

38. A sa 43ème séance, tenue le 3 février 1955, le Comité a décidé qu'il tiendrait compte de cette communication (annexe VII, a) lorsqu'il examinerait la situation dans le Territoire du Sud-Ouest Africain.

2) *Pétition et communications concernant la communauté des Rehoboths*

a) Pétition de MM. A. J. Beukes, P. Diegaard et A. van Wyk, sans date (reçue en 1952), adressée au Président du Comité spécial du Sud-Ouest Africain (annexe VI, a)

b) Communications de la communauté des Rehoboths: i) télégramme reçu le 22 novembre 1954 et signé de la communauté des Rehoboths (annexe VI, b); ii) lettre de Jacobus Beukes, datée du 27 novembre 1954 (annexe VI, d).

39. A sa 37ème séance, tenue le 9 septembre 1954, le Comité a décidé de considérer la pétition précitée comme ayant été régulièrement reçue, aux termes de l'alinéa c de l'article XXVI du règlement intérieur; à sa 38ème séance, le 10 septembre 1954, il a décidé de demander au Gouvernement de l'Union de lui communiquer les observations et commentaires qu'il jugerait de nature à aider le Comité à examiner la pétition¹¹. En conséquence, il a continué l'examen de la pétition à ses 51ème et 52ème séances, tenues les 1er et 2 juin 1955.

40. Entre-temps, le Comité avait reçu les communications de la communauté des Rehoboths mentionnées ci-dessus, le télégramme daté du 22 novembre 1944 envoyé par la même communauté, et la lettre de Jacobus Beukes en date du 27 novembre 1954. A sa 43ème séance, tenue le 3 février 1955, il a décidé de considérer le télégramme et la lettre comme des communications complétant la première pétition. Il a donc examiné la pétition, le télégramme et la lettre, à ses 51ème et 52ème séances, les 1er et 2 juin 1955.

41. A la 52ème séance, le Rapporteur a présenté le préambule d'un projet de résolution relatif à la pétition et aux communications, et le représentant du Pakistan a soumis des projets de dispositif destinés à compléter le préambule proposé par le Rapporteur. Le Comité a alors décidé de diviser la résolution en trois parties. Au cours de la même séance, le Comité a adopté à l'unanimité le projet de résolution après l'avoir légèrement modifié.

42. Le Comité recommande à l'Assemblée générale d'adopter ce projet de résolution dont le texte est reproduit à l'annexe VI, d, du présent rapport.

43. Par lettre en date du 13 juin 1955, le Comité, conformément à l'alinéa d de l'article XXVI du règlement intérieur, a adressé au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine une copie du projet de résolution (annexe VI, e).

3) *Pétition, en date du 2 septembre 1954, émanant de Hosea Kutako, David Roos et Erastus Amgabeb, et communication d'Hosea Kutako en date du 14 janvier 1955*

44. Le Comité, qui avait décidé, à sa 38ème séance, tenue le 10 septembre 1954, d'appliquer les dispositions des alinéas a et b de l'article XXVI à la pétition du 2 septembre 1954 émanant d'Hosea Kutako, David Roos et Erastus Amgabeb (annexe VII, b), a décidé, à sa 43ème séance, le 3 février 1955, de considérer la pétition

¹⁰ Voir A/2666, par. 55-57; A/2666/Add.1, par. 12-14.

¹¹ A/2666/Add.1, par. 12-13.

comme ayant été régulièrement reçue, aux termes de l'alinéa c de l'article XXVI de son règlement intérieur. Il a poursuivi l'examen de la pétition à ses 51ème et 52ème séances, tenues les 1er et 2 juin 1955.

45. Entre-temps, le Comité avait reçu une nouvelle communication d'Hosea Kutako, en date du 14 janvier 1955 (annexe VII, c). A sa 51ème séance, le Comité a décidé que cette pétition n'appelait pas de mesures particulières et qu'il devait l'examiner avec la pétition précitée. A la même séance, le Comité a demandé au Rapporteur de rédiger un projet de résolution en se fondant sur les observations et les suggestions que les membres du Comité avaient faites au cours de la séance.

46. A sa 52ème séance, le Comité a approuvé à l'unanimité le projet de résolution présenté par le Rapporteur.

47. Le Comité recommande à l'Assemblée générale d'adopter ce projet de résolution, dont le texte est reproduit à l'annexe VII, d, du présent rapport.

48. Par lettre en date du 13 juin 1955, le Comité, conformément à l'alinéa d de l'article XXVI du règlement intérieur, a adressé une copie du projet de résolution au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine (annexe VII, e).

4) *Pétition en date du 5 octobre 1954 et communication en date du 19 février 1955 émanant du révérend T. H. Hamtumbangela*

49. Le Comité a décidé, à sa 43ème séance, d'accepter la communication du révérend T. H. Hamtumbangela en date du 5 octobre 1954 (annexe VIII, a) comme

une pétition émanant du Territoire du Sud-Ouest Africain et de lui appliquer les dispositions des alinéas a et b de l'article XXVI du règlement intérieur. En conséquence, il a invité le Secrétaire général à adresser au pétitionnaire une copie de l'article XXVI, à envoyer au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine une copie de la pétition et, au pétitionnaire, une copie de la lettre du Secrétaire général (voir annexe VIII, b et c).

50. A sa 51ème séance, le Comité a décidé de considérer la pétition comme ayant été régulièrement reçue aux termes de l'alinéa c de l'article XXVI du règlement intérieur. A la même séance, constatant que le texte de la communication ultérieure, du révérend T. H. Hamtumbangela, en date du 19 février 1955 (annexe VIII, d), était sensiblement le même que celui de la pétition susmentionnée, le Comité a décidé que cette communication n'appelait pas de mesures particulières. Le Comité a demandé au Rapporteur de rédiger un projet de résolution en se fondant sur les observations et les suggestions faites au cours de la séance par les membres du Comité.

51. A sa 52ème séance, le Comité a approuvé à l'unanimité le projet de résolution présenté par le Rapporteur.

52. Le Comité recommande à l'Assemblée générale d'adopter ce projet de résolution, dont le texte est reproduit à l'annexe VIII, e, du présent rapport.

53. Par lettre en date du 13 juin 1955, le Comité, conformément à l'alinéa d de l'article XXVI du règlement intérieur, a adressé au Gouvernement de l'Union une copie du projet de résolution (annexe VIII, f).

ANNEXE I

Correspondance échangée avec le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine

a) *Lettre, en date du 24 janvier 1955, adressée au Ministre des affaires extérieures de l'Union Sud-Africaine par le Président du Comité du Sud-Ouest Africain*

1. J'ai l'honneur de vous informer qu'à sa 41ème séance, tenue le 24 janvier 1955, le Comité du Sud-Ouest Africain, créé par la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée générale des Nations Unies, m'a chargé d'appeler votre attention sur le paragraphe 5 de la résolution 851 (IX) par lequel l'Assemblée générale invite le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine "à coopérer avec le Comité du Sud-Ouest Africain et, en particulier, à présenter au Comité des rapports sur son administration du Territoire du Sud-Ouest Africain et à aider le Comité du Sud-Ouest Africain à examiner les rapports ainsi que les renseignements et la documentation dont le Comité pourrait disposer".

2. A ce sujet, le Comité m'a également chargé de renouveler l'invitation que j'ai adressée à votre gouvernement dans ma lettre du 21 janvier 1954. Le Comité m'a demandé de vous rappeler que, conformément au paragraphe 13 de la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée générale, il est prêt "à poursuivre les négociations avec l'Union Sud-Africaine en vue de donner pleinement effet à l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice au sujet du Sud-Ouest Africain".

3. Le Comité désire souligner qu'il continue à espérer sincèrement que de nouvelles négociations permettront

d'obtenir des résultats satisfaisants et positifs et il invite donc votre gouvernement à désigner un représentant chargé de conférer avec lui.

4. En outre, conformément au paragraphe 12 de la résolution 749 A (VIII) et au paragraphe 5 de la résolution 851 (IX) de l'Assemblée générale, le Comité prie votre gouvernement de l'aider dans sa tâche et, notamment, de présenter un rapport sur le Territoire du Sud-Ouest Africain pour l'année 1954.

(Signé) Thanat KHOMAN

b) *Lettre, en date du 11 mai 1955, adressée au Président du Comité du Sud-Ouest Africain par le représentant permanent par intérim de l'Union Sud-Africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies*

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre TRI 132/1/06, en date du 24 janvier 1955, par laquelle vous invitiez le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine à coopérer avec le Comité du Sud-Ouest Africain, et de vous informer que cette lettre a été transmise au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine pour qu'il l'examine et donne ses instructions en temps opportun.

Je ne manquerai pas de vous aviser aussitôt que le Gouvernement de l'Union aura pris une décision.

(Signé) JORDAAN

- c) *Lettre, en date du 21 mai 1955, adressée au Président du Comité du Sud-Ouest Africain par le représentant permanent par intérim de l'Union Sud-Africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies*

J'ai l'honneur, d'ordre du Ministre des affaires extérieures de l'Union Sud-Africaine, d'accuser réception de votre lettre TRI 132/1/06, en date du 24 janvier 1955, qui se réfère au paragraphe 5 de la résolution 851 (IX) par lequel l'Assemblée générale a invité le Gouvernement de l'Union à coopérer avec votre Comité et, en particulier, à présenter au Comité des rapports sur son administration du Sud-Ouest Africain et à aider le Comité à examiner les rapports ainsi que les renseignements et la documentation dont le Comité pourrait disposer.

Je vous ai exposé, dans ma lettre du 25 mars 1954, les vues de mon gouvernement quant à la présentation de rapports et je dois vous informer que l'attitude du Gouvernement de l'Union n'a pas changé à ce sujet.

D'autre part, vous indiquez dans votre lettre que le Comité du Sud-Ouest Africain est prêt à poursuivre les négociations avec le Gouvernement de l'Union en vue de donner pleinement effet à l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice au sujet du Sud-Ouest Africain et que le Comité invite le Gouvernement de l'Union à désigner un représentant chargé de conférer avec lui.

Le Gouvernement de l'Union a toujours soutenu que le mandat relatif au Sud-Ouest Africain était caduc et que, du fait de la liquidation de la Société des Nations, il n'avait pas d'autres responsabilités internationales. Toutefois, pour trouver une solution qui permette à l'Organisation des Nations Unies de ne plus se préoccuper de cette question, le gouvernement a proposé de négocier un accord avec les trois principales puissances alliées et associées qui subsistent. L'Organisation des Nations Unies a rejeté cette offre à plusieurs reprises, en déclarant qu'elle ne permettait pas de mettre en œuvre l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice. Etant donné les circonstances, cette offre n'est plus valable. Comme aucun fait nouveau n'est venu changer la situation telle que je l'ai décrite dans ma lettre du 25 mars 1954, le Gouvernement de l'Union est parvenu à

la même conclusion que l'an dernier, à savoir qu'il ne voit pas comment de nouvelles négociations pourraient aboutir à des résultats positifs.

Pour le représentant permanent par intérim

(Signé) D. S. FRANKLIN

- d) *Lettre, en date du 10 juin 1955, adressée au représentant permanent par intérim de l'Union Sud-Africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies par le Président du Comité du Sud-Ouest Africain*

1. Au nom du Comité du Sud-Ouest Africain, j'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 21 mai 1955 par laquelle vous m'avez transmis la réponse du Ministre des affaires extérieures de l'Union Sud-Africaine à ma lettre du 24 janvier 1955.

2. Après avoir examiné cette lettre à ses 52ème et 54ème séances, tenues les 2 et 8 juin 1955, le Comité m'a chargé de vous informer qu'il a pris note de votre lettre et, notamment, de la phrase finale où il est indiqué que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine "ne voit pas comment de nouvelles négociations pourraient aboutir à des résultats positifs". De cette déclaration le Comité est obligé de conclure que l'Union Sud-Africaine n'est pas prête à aider le Comité à s'acquitter du mandat qui lui a été confié par l'Assemblée générale et, en particulier, que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine n'est pas même disposé à entamer des négociations en vue de donner pleinement effet à l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice au sujet de la question du Sud-Ouest Africain. Le Comité me demande de vous exprimer ses regrets sincères et de vous informer qu'il ne peut accepter cette attitude de la part du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine.

3. Je désire cependant ajouter, au nom du Comité du Sud-Ouest Africain, que, conformément à son mandat, le Comité demeure prêt à entamer des négociations avec le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine sur la question du Sud-Ouest Africain, au cas où ce gouvernement déciderait de revenir sur son attitude présente.

(Signé) Thanat KHOMAN

ANNEXE II

Rapport et observations du Comité du Sud-Ouest Africain sur la situation dans le Territoire du Sud-Ouest Africain

1. Aux termes du paragraphe 12, a, de la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée générale, le Comité du Sud-Ouest Africain était chargé d'examiner, dans le cadre du Questionnaire adopté par la Commission permanente des mandats de la Société des Nations en 1926, les renseignements et la documentation concernant le Territoire du Sud-Ouest Africain; il était en outre invité, aux termes du paragraphe 12, c, de la même résolution, à communiquer à l'Assemblée générale un rapport sur la situation du Territoire en tenant compte, dans toute la mesure possible, de la portée des rapports de la Commission permanente des mandats de la Société des Nations. De sa 44ème à sa 50ème séance (23-31 mai 1955), et de sa 52ème à sa 54ème séance (2, 3 et 8 juin 1955), le Comité a donc étudié un document intitulé *Information and Documentation in respect of the Territory of South West Africa*¹², que le Secrétaire général

avait préparé conformément aux dispositions de l'article XXII du règlement du Comité. Le Comité attire l'attention de l'Assemblée générale sur ce document, qui contient des renseignements aussi complets que possible pour l'année 1954, ainsi que les renseignements supplémentaires sur la situation dans le Territoire au cours des années précédentes, que le Comité a pu se procurer depuis son premier rapport à ce sujet¹³.

2. Se fondant sur ces renseignements, puisés dans des documents officiels publiés par le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine ou par le Territoire du Sud-Ouest Africain sous la responsabilité du Gouvernement de l'Union, et sur d'autres données pertinentes, notamment des articles de presse, le Comité a rédigé le présent rapport sur la situation dans le Territoire du Sud-Ouest Africain.

¹² A/AC.73/L.7 et Add.1.

¹³ Voir A/2666, annexe V.

7 Le Comité estime nécessaire d'expliquer qu'en employant des termes tels que "Européen", "non-Européen", "personne de couleur" et "indigène", il n'a fait que suivre la terminologie la plus souvent employée dans les documents et publications qu'il a pu se procurer au sujet du Territoire du Sud-Ouest Africain. Il tient cependant à déclarer qu'il désapprouve l'usage de cette terminologie. Dans le Territoire même, le terme "Européen" désigne généralement un "blanc", quel que soit son pays d'origine ou de résidence. Les mots "non-Européen" s'emploient pour désigner toute personne qui n'est pas "européenne" au sens où ce dernier terme s'entend dans le Territoire. Une "personne de couleur" se définit en général comme étant une personne d'origine mixte européenne et indigène; on comprend également sous ce terme les personnes appartenant à un groupe d'habitants que l'on appelle les "Malais du Cap". Le mot "indigène" désigne en général une personne qui appartient à l'une des races ou à l'un des groupes aborigènes d'Afrique, mais il peut, aux termes d'une loi spéciale, désigner toute personne qui n'est pas "européenne".

4. Les textes législatifs ne définissent pas d'une façon uniforme le mot "indigène". Les termes "indigène", "personne de couleur" et "non-Européen", tels qu'ils sont définis dans la législation, sont synonymes dans certains cas, mais ne le sont pas dans d'autres. Par exemple, aux termes des principales lois relatives à l'administration des affaires indigènes, toute "personne de couleur" qui habite dans une zone réservée aux "indigènes", que ce soit dans une réserve indigène, dans une zone urbaine ou ailleurs, est un "indigène". D'autre part, bien que les dispositions des ordonnances de l'Assemblée législative qui établissent un impôt sur les personnes, les biens fonciers, les habitations ou le revenu en général ne soient pas applicables aux indigènes, la Haute Cour du Sud-Ouest Africain a décidé en 1953 qu'une personne de couleur, même si elle habitait une réserve indigène, ne devait pas être considérée comme un indigène aux fins de l'ordonnance de 1942 sur l'impôt sur le revenu et qu'elle était passible de l'impôt sur le revenu¹⁴.

5. Aux termes de la proclamation sur l'administration des affaires indigènes, de 1922, les employés indigènes qui désirent se déplacer dans le Territoire sont tenus d'avoir des laissez-passer que leurs employeurs européens sont autorisés à leur délivrer; or, les membres de la collectivité des Rehoboths, qui sont en général considérés comme des "personnes de couleur", sont traités comme des "Européens" aux termes de ladite proclamation, lorsqu'il s'agit pour eux de délivrer des laissez-passer à leurs employés indigènes pour leur permettre de se déplacer dans la zone de la communauté des Rehoboths.

I. — GÉNÉRALITÉS

A. — *Le statut du Territoire en droit international*

6. En 1919, les principales puissances alliées et associées ont décidé de confier à Sa Majesté britannique un mandat sur le Territoire du Sud-Ouest Africain, qui serait exercé, en son nom, par le Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud, et elles ont proposé un texte pour ce mandat. Sa Majesté britannique, agissant pour le Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud et en son nom, a décidé d'accepter ce mandat et a entre-

pris de l'exercer pour le compte de la Société des Nations, conformément aux dispositions proposées. Le 17 décembre 1920, le Conseil de la Société des Nations a confirmé le mandat et en a arrêté les termes.

7. Dans l'avis consultatif qu'elle a donné le 11 juillet 1950, la Cour internationale de Justice a déclaré notamment:

"Le Sud-Ouest Africain doit toujours être considéré comme un Territoire tenu en vertu du mandat du 17 décembre 1920. Le degré de surveillance à exercer par l'Assemblée générale [des Nations Unies] ne saurait donc dépasser celui qui a été appliqué sous le régime des mandats et devrait être conforme, autant que possible, à la procédure suivie en la matière par le Conseil de la Société des Nations."

8. Le Comité appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que, dans la liste officielle des membres de l'Union postale universelle, le nom du Territoire, qui était "Territoire sous mandat", a été changé en 1954, sur l'initiative de l'Union Sud-Africaine, en "Territoire administré par le Gouvernement de l'Union"¹⁵. Le Comité estime que cette modification du nom du Territoire dans ladite liste ne constitue nullement une modification du statut du Territoire, lequel demeure, comme il est indiqué dans l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice cité plus haut, "un Territoire tenu en vertu du mandat du 17 décembre 1920".

9. Rappelant que le Gouvernement de l'Union a soutenu en plusieurs occasions devant des organes des Nations Unies que le mandat était caduc, le Comité appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que les ministres du Gouvernement de l'Union, dans des déclarations faites en 1953 et 1954 devant le Parlement de l'Union, ont affirmé que le statut du Sud-Ouest Africain était celui d'un mandat de la catégorie C¹⁶.

B. — *Description du Territoire*

10. Le Territoire du Sud-Ouest Africain s'étend sur une superficie de 82.347.841 hectares (317.940 milles carrés). La région de Walvis-Bay, qui a une superficie de 96.867 hectares (374 milles carrés), est administrée par l'Administration du Sud-Ouest Africain, mais fait néanmoins partie intégrante de la province du Cap de Bonne-Espérance.

11. On peut dire que le Territoire se compose d'une bande côtière sablonneuse qui s'élève en pente douce, d'un plateau intérieur situé à une distance de 60 à 100 milles de la côte, et d'une bande de terre sablonneuse qui s'abaisse progressivement vers les plaines du Kalahari avec lesquelles elle se confond. L'ensemble du Territoire peut être considéré comme un pays aride. En dehors des fleuves qui en constituent les frontières, il n'a aucun cours d'eau permanent. Toutefois, de nombreux lits desséchés creusés dans le sable se transforment en rivière, après de grosses pluies, mais il est rare que ces rivières couvrent de grandes étendues, sauf en période de fortes précipitations. On distingue deux saisons, un été pluvieux, qui dure d'octobre à avril; et un hiver sec et sans nuages, de mai à septembre. Les chutes de pluie, très incertaines dans tout le Territoire, ne constituent pas une source d'approvisionnement en eau sur laquelle on puisse compter. L'eau est surtout obtenue au moyen de trous de sonde, de puits, de résér-

¹⁵ A/AC.73/L.7, question 1, par. 4.

¹⁶ A/AC.73/L.3, question 1, par. 10; A/AC.73/L.7, question 2, par. 24-25.

¹⁴ R. v. Neumann, *The South African Law Reports*, 1953 (3), p. 65.

voirs et de barrages de retenue, ainsi que de barrages souterrains au travers des lits de rivières desséchés.

C. — Population

12. A la fin du premier semestre de 1954, l'Administration estimait la population à 393.700 non-Européens et 53.600 Européens, contre 366.013 non-Européens et 48.588 Européens lors du dernier recensement de 1951. Le Comité constate qu'au cours de cette période la population européenne s'est accrue d'environ 5.000 habitants, soit d'environ 10 pour 100, et la population non européenne d'environ 27.700 habitants, soit de 7 pour 100. Selon les données provisoires fournies par le recensement de 1951, le chiffre de la population du Territoire serait d'environ 414.600, ce qui représente un taux d'accroissement annuel moyen de 3 pour 100 depuis 1946. Cette population est composée comme suit: 349.110 autochtones (soit 81,78 pour 100 de la population totale), 48.588 Européens, 16.881 personnes de couleur, 19 Malais du Cap et 3 Asiatiques. En 1951, 200.000 habitants (dont près de 150.000 non-Européens) résidaient dans une zone connue sous le nom de "zone de police"; les autres, presque tous des autochtones, vivaient en dehors de cette zone et leur nombre exact n'était pas connu. La zone de police comprenait, en 1951, dix-sept districts administratifs qui avaient des chiffres de population très divers. Le plus peuplé, Windhoek, comptait 29.717 habitants. Les sept districts les plus importants avaient au total 135.303 habitants, et chacun d'eux en comptait plus de 10.000. Les chiffres de la population des trois principales régions situées en dehors de la zone de police étaient en 1951, selon des évaluations très approximatives, pour l'Ovamboland, 190.000; pour l'Okavango, 20.000; et pour le Kaokoveld, 9.000.

II. — SITUATION POLITIQUE

A. — Statut du Territoire

13. Le statut du Territoire ainsi que ses rapports financiers et administratifs avec le Gouvernement de l'Union, Puissance mandataire, sont régis par l'article 2 du mandat pour le Sud-Ouest Africain, dont voici le texte:

"Le mandataire aura pleins pouvoirs d'administration et de législation sur le Territoire faisant l'objet du mandat. Ce Territoire sera administré selon la législation du mandataire comme partie intégrante de son territoire. Le mandataire est en conséquence autorisé à appliquer aux régions soumises au mandat la législation de l'Union Sud-Africaine, sous réserve des modifications nécessitées par les conditions locales.

"Le mandataire accroîtra, par tous les moyens en son pouvoir, le bien-être matériel et moral ainsi que le progrès social des habitants du Territoire soumis au présent mandat."

14. Tenant compte du fait que le paragraphe 1 de l'Article 22 du Pacte de la Société des Nations déclare, notamment, que les principes qu'il énonce s'appliquent aux territoires "qui sont habités par des peuples non encore capables de se diriger eux-mêmes dans les conditions particulièrement difficiles du monde moderne", le Comité estime que la deuxième partie de l'article 2 du mandat vise, avant tout, les habitants autochtones du Territoire du Sud-Ouest Africain.

15. Le statut du Territoire sous mandat est défini par le *Treaty of Peace and South West Africa Mandate*

Act de 1919 (loi No 49 de 1919) et par le South West Africa Constitution Act de 1925 (loi No 42 de 1925), amendé. Aux termes de ces lois, le pouvoir d'administrer le Territoire et celui de légiférer pour le Territoire appartiennent au Parlement de l'Union et au Gouverneur général de l'Union, d'une part, à l'Administrateur, au Comité exécutif et à l'Assemblée législative du Territoire, d'autre part.

B. — Statut des habitants autochtones du territoire

16. Le Comité n'a connaissance d'aucune loi ni d'aucun règlement qui définisse le statut des habitants non européens. Il constate cependant qu'aux termes d'un mémorandum soumis le 19 décembre 1928 à la Société des Nations, les autochtones "sont considérés comme sujets apatrides placés sous la protection de la Puissance mandataire et seraient désignés dans un passeport comme habitants indigènes du Sud-Ouest Africain placés sous la protection de l'Union Sud-Africaine...". On peut lire encore dans le même mémorandum: "Toutefois, rien n'empêche les habitants indigènes de présenter une demande de naturalisation... et, à cet égard, leur situation est exactement la même que celle des Européens de nationalité étrangère¹⁸."

17. A ce sujet, le Comité appelle de nouveau l'attention de l'Assemblée générale sur les principes ci-après, que le Conseil de la Société des Nations a proclamés dans une résolution en date du 23 avril 1923:

"1. Le statut des habitants indigènes d'un Territoire sous mandat est distinct de celui des nationaux de la Puissance mandataire et ne saurait être assimilé à ce statut par aucune mesure de portée générale.

"2. Les habitants indigènes d'un Territoire sous mandat n'acquièrent pas la nationalité de la Puissance mandataire par suite de la protection dont ils bénéficient.

"3. Il n'est pas contraire aux principes posés ci-dessus sous 1 et 2 que les habitants d'un Territoire sous mandat puissent, par un acte individuel de leur volonté, obtenir par naturalisation la nationalité de la Puissance mandataire, conformément aux mesures qu'il serait loisible aux Puissances mandataires d'édicter à ce sujet dans leur législation.

"4. Il est à désirer que les habitants indigènes qui bénéficient de la protection d'une Puissance mandataire soient désignés, en ce qui concerne chaque mandat, par telle dénomination qui précisera clairement leur statut sous le régime du mandat¹⁹."

18. Le Comité est d'avis qu'un texte législatif définissant le statut des habitants non européens du Territoire sous mandat devrait être promulgué dans le plus bref délai et que le statut des habitants, tel qu'il serait défini dans ce texte législatif, devrait être au moins égal au statut des habitants qui ont immigré dans le Territoire. En outre, le Comité estime que tout acte qui donnerait aux Européens, y compris ceux qui sont entrés récemment dans le Territoire, des droits qui ne seraient pas accordés à la population non européenne ne serait pas conforme aux principes du mandat ni aux dispositions de l'Article 22 du Pacte de la Société des Nations.

C. — Administration

19. L'administration du Territoire est assurée par le Gouvernement de l'Union et par l'Administrateur du

¹⁸ Société des Nations, *Journal officiel*, 10ème année, p. 827.

¹⁹ Société des Nations, *Journal officiel*, 4ème année, p. 604.

Sud-Ouest Africain, qui est nommé par le Gouverneur général de l'Union.

20. Le Gouvernement de l'Union se réserve les pleins pouvoirs que lui confère l'article 2 du mandat pour administrer le Territoire comme partie intégrante de l'Union.

21. Sous cette réserve générale, le Gouvernement de l'Union délègue au Gouverneur général de l'Union les pouvoirs d'administration les plus étendus qui, dans la pratique, ont été généralement exercés par l'Administrateur du Sud-Ouest Africain. Cependant, par suite du *South West Africa Native Affairs Administration Act* de 1954, qui n'est entré en vigueur que le 1er avril 1955, le Comité n'est pas à même de dire si l'Administrateur continuera d'exercer les pouvoirs qu'il détenait auparavant en ce qui concerne les affaires indigènes (voir par. 24 et 45)²⁰.

Le Gouvernement de l'Union

22. Le Gouvernement de l'Union considère que les pouvoirs que lui confère l'article 2 du mandat l'autorisaient :

a) A fusionner avec les services de l'Union les secteurs ci-après de l'administration du Sud-Ouest Africain : affaires indigènes, douanes et régie, chemins de fer et ports, police, défense, fonction publique, affaires extérieures, transports aériens et immigration ;

b) A administrer en tant que partie intégrante de l'Union la partie orientale de la région du Caprivi-Zipfel, qui appartient géographiquement au Sud-Ouest Africain.

23. En ce qui concerne l'administration de la partie orientale de la région du Caprivi-Zipfel, le Comité se demande encore une fois si, en séparant, du point de vue administratif, une région quelconque du reste du Territoire, on peut atteindre les objectifs du régime des mandats. Le Comité estime, comme il l'a déjà déclaré, qu'une telle mesure risque d'aller à l'encontre de la condition *b* des "Conditions générales à prévoir avant qu'il puisse être mis fin au régime du mandat dans un pays placé sous ce régime" que le Conseil de la Société des Nations a approuvées le 4 septembre 1931, à savoir : "être capable de maintenir son intégrité territoriale et son indépendance politique"²¹. Le Comité est d'avis qu'en administrant séparément une partie quelconque du Territoire sous mandat, on empêche de se réaliser cette condition importante énoncée par la Société des Nations. A ce sujet, le Comité note que, le 1er juin 1951, le Premier Ministre de l'Union a déclaré au Parlement que la raison pour laquelle la partie orientale de la région du Caprivi-Zipfel était administrée directement par l'Union était que cette région était inaccessible pour le Sud-Ouest Africain. Le Comité, qui constate que l'on ne peut se rendre des centres administratifs de l'Union dans cette région qu'en traversant des territoires qui n'appartiennent pas à l'Union, n'est pas certain qu'en administrant directement la région, l'Union l'ait, en fait, rendue plus accessible.

24. Depuis que le *South West Africa Native Affairs Administration Act* de 1954 est entré en vigueur, le 1er avril 1955, le pouvoir qu'avait l'Administrateur de s'occuper, sous la direction et le contrôle du Gouverneur général, de toutes les questions ne relevant pas de la

compétence de l'Assemblée législative a été restreint par un amendement constitutionnel qui en exclut les affaires indigènes (voir par. 43). Etant donné que la loi de 1954 n'est entrée que tout récemment en vigueur, le Comité ne possède pas encore de renseignements suffisants pour mesurer la portée de cette nouvelle disposition ; il constate cependant que, bien que d'autres secteurs de l'administration du Sud-Ouest Africain aient fait dans le passé partie intégrante de l'administration de l'Union, c'est la première fois qu'un acte de fusion administrative ait donné lieu à un amendement constitutionnel.

Le Comité exécutif

25. Il existe dans le Territoire un Comité exécutif composé de cinq membres : l'Administrateur-Président et quatre ressortissants de l'Union, d'origine européenne, désignés par l'Assemblée législative. L'Administrateur, en comité exécutif, assure l'administration pour tout ce qui touche aux questions de la compétence de l'Assemblée législative.

Fonction publique

26. Le personnel des différents services de l'Administration — enseignement, santé publique et affaires indigènes, par exemple — se compose surtout de fonctionnaires européens appartenant au cadre de l'Union et les non-Européens n'y occupent que des postes subalternes. Les employés de l'Administration du Sud-Ouest Africain ne font pas tous partie des cadres permanents des fonctionnaires publics : les instituteurs, en particulier, en sont expressément exclus. L'effectif du personnel de l'Administration a augmenté dans une proportion notable : de 2.138, dont 975 non-Européens, en 1952-1953, il est passé à un total de 6.163, dont 3.663 non-Européens, en 1953-1954. Le Comité constate cependant que seuls les Européens peuvent être nommés à des postes permanents de l'administration publique à l'échelon municipal, et il estime qu'il conviendrait de se préoccuper d'urgence d'octroyer aux non-Européens qualifiés les mêmes droits et privilèges qu'aux Européens.

D. — Législation

27. Le pouvoir législatif est exercé dans l'Union Sud-Africaine par le Parlement de l'Union et par le Gouverneur général et, dans le Territoire du Sud-Ouest Africain, par l'Administrateur et par l'Assemblée législative.

28. A l'exception des questions financières, pour lesquelles il a autorisé l'Assemblée législative à légiférer, le Gouvernement de l'Union se réserve les pleins pouvoirs que lui confère l'article 2 du mandat pour légiférer pour le Territoire considéré comme partie intégrante de l'Union.

Le Parlement de l'Union

29. Le Parlement de l'Union légifère pour toutes les questions concernant le Territoire, sauf pour la plupart des questions financières. Les lois promulguées par le Gouverneur général, l'Administrateur et l'Assemblée législative ne doivent pas être en contradiction ou incompatibles avec une loi du Parlement applicable au Territoire.

30. Toutefois, dans la pratique, le Parlement de l'Union ne légifère que pour les secteurs de l'Administration du Territoire qui ont été fusionnés avec les services de l'Union.

²⁰ Voir préambule et sections 2 et 3 du *South West Africa Native Affairs Administration Act* de 1954, dont le texte est joint à la présente annexe.

²¹ Société des Nations, *Journal officiel*, 12ème année p. 2056-2058.

31. En vertu du *South West Africa Affairs Amendment Act* de 1949, le Sud-Ouest Africain est représenté depuis 1941 à l'Assemblée de l'Union par six ressortissants de l'Union d'origine européenne, élus en 1950 et réélus en 1953 par les électeurs européens du Sud-Ouest Africain; il est représenté au Sénat de l'Union par quatre ressortissants de l'Union d'origine européenne, dont deux sont élus au cours d'une réunion commune des six représentants à l'Assemblée de l'Union et des membres de l'Assemblée législative, et deux nommés par le Gouverneur général; l'un de ces deux derniers est choisi "essentiellement en raison de... la connaissance approfondie qu'il possède des besoins et des désirs raisonnables des races de couleur du Territoire". Le Comité note qu'en 1954 le Ministre de l'Union pour les affaires indigènes, interrogé, au Parlement de l'Union, sur le point de savoir s'il allait donner aux autochtones du Sud-Ouest Africain une représentation directe au Parlement, a répondu: "Nous avons déjà déclaré très clairement dans le passé que telle n'est pas notre politique ²²."

32. Le Comité rappelle que, dans son rapport à la neuvième session de l'Assemblée générale, il a fait l'observation suivante:

"Tout en réservant son opinion sur l'aspect strictement juridique de la question, [le Comité] estime que le système de représentation du Territoire du Sud-Ouest Africain au Parlement de l'Union par des ressortissants de l'Union d'origine européenne est de nature, s'il est maintenu, à nuire au développement du Territoire en tant qu'entité politique distincte."

33. A ce sujet, le Comité tient à déclarer que les aspects juridiques de la représentation du Territoire au Parlement de l'Union présentent une importance primordiale pour l'avenir du Sud-Ouest Africain, et il propose donc que l'Assemblée générale examine s'il est souhaitable d'élucider les aspects juridiques de cette question, en tenant compte du statut du Sud-Ouest Africain en tant que Territoire sous mandat international.

Le Gouverneur général et l'Administrateur

34. Le Gouverneur général et l'Administrateur peuvent légiférer pour le Territoire dans les limites indiquées ci-après.

35. Le Gouverneur général peut légiférer en toute matière pour la partie orientale de la région du Caprivi-Zipfel; pour le reste du Territoire, il ne peut légiférer que dans les matières pour lesquelles l'Assemblée législative n'est pas habilitée à édicter des ordonnances.

36. L'Administrateur peut légiférer pour les questions qui ne sont pas de la compétence de l'Assemblée législative; dans la pratique, il n'use de ses pouvoirs que pour les questions pour lesquelles ne légifèrent ni le Parlement de l'Union ni le Gouverneur général. L'Assemblée législative a également autorisé l'Administrateur à légiférer pour les questions qui sont de la compétence de l'Assemblée, lorsqu'il considère qu'il y a urgence.

L'Assemblée législative

37. L'Assemblée législative du Sud-Ouest Africain peut légiférer pour le Territoire dans des matières diverses, notamment en matière financière. D'une façon générale, elle ne peut pas légiférer sur les questions suivantes: affaires indigènes; aviation civile; chemins de fer et ports; fonction publique; constitution; compé-

tence et procédure des tribunaux; postes, télégraphes et téléphones; organisation militaire et forces de police; mouvements et opérations d'unités appartenant aux forces armées de l'Union; immigration; douanes et régie; monnaie et banques. Toutefois, elle peut légiférer sur ces questions et le fait de plus en plus ²³, sous réserve d'une autorisation expresse et préalable du Gouverneur général.

38. L'Assemblée législative se compose de dix-huit membres, tous ressortissants de l'Union, d'origine européenne et tous élus par les ressortissants de l'Union qui résident dans le Territoire. Aucun indigène ne peut siéger à l'Assemblée législative ni prendre part à l'élection de ses membres.

E. — Fusion administrative avec l'Union

39. Le Gouvernement de l'Union exerce un contrôle à la fois administratif et législatif sur les questions suivantes, pour lesquelles il y a eu fusion avec l'Union: affaires indigènes; douanes et régie; chemins de fer et ports; police; défense; fonction publique; affaires extérieures; transports aériens; immigration.

F. — Districts administratifs

40. Le Territoire est divisé en deux parties par la zone de police, dont le tracé a été établi par l'ancienne administration allemande, et qui constitue la circonscription relevant de la police ²⁴.

41. Les Européens du Territoire ne peuvent s'installer que dans la zone de police; une partie de la population non européenne réside également dans cette zone, dans des réserves qui lui sont exclusivement affectées, dans les régions rurales situées en dehors des réserves et dans des agglomérations urbaines. Sur les dix-neuf districts administratifs qui constituent le Territoire (non compris la partie orientale de la région du Caprivi-Zipfel), dix-sept se trouvent en totalité ou en partie à l'intérieur de la zone de police et sont administrés par des administrateurs de district. Sauf dans le district de Windhoek et dans les agglomérations urbaines administrées par des conseils municipaux ou des conseils de village où les autochtones ne sont pas représentés, les administrateurs s'occupent des affaires indigènes dans leurs districts respectifs. D'autres fonctionnaires européens administrent les affaires indigènes dans les réserves, les quartiers habités par les autochtones dans les agglomérations urbaines et les centres miniers des districts, ainsi que dans le district de Windhoek.

42. La plus grande partie de la population non européenne réside dans des réserves indigènes et dans d'autres régions qui ont été affectées exclusivement aux autochtones à l'extérieur de la zone de police. Des administrateurs des affaires indigènes d'origine européenne administrent les deux districts administratifs qui sont complètement en dehors de la zone de police — Kaokoveld et Ovamboland — ainsi que le territoire indigène de l'Okavango et les parties occidentale et orientale de la région du Caprivi-Zipfel. Ces régions sont placées sous un régime d'autorité indirecte.

²³ A/AC.73/L.3, question 2, par. 16-18; A/AC.73/L.7, question 2, par. 12-14.

²⁴ La zone située au sud de la ligne connue sous le nom de "ligne rouge", qui délimite la zone de police, est généralement désignée sous le nom de "zone de police"; la partie située au nord de cette ligne est désignée sous le nom de zone extérieure à la zone de police.

²² A/AC.73/L.7; question 2, par. 34.

43. Dans le passé, les affaires indigènes ne relevaient ni de l'Assemblée législative ni du Comité exécutif, mais de l'Administrateur, assisté du Commissaire principal aux affaires indigènes²⁵, qui est également le Secrétaire de l'Administration du Sud-Ouest Africain, ainsi que des fonctionnaires du Service des affaires indigènes.

44. Depuis la suppression du Conseil consultatif en 1950, l'Administrateur ne dispose plus, pour les affaires indigènes, des avis d'un organe consultatif et, en particulier, ne bénéficie plus de l'expérience dont jouissait le membre de l'ancien Conseil consultatif qui était appelé à ces fonctions "en raison de la connaissance approfondie qu'il possédait des besoins et désirs raisonnables des races non européennes du Territoire".

45. Par suite de l'entrée en vigueur du *South West Africa Native Affairs Administration Act* de 1954 les pouvoirs de l'Administrateur pour toutes les questions intéressant particulièrement les indigènes, notamment en matière d'impôts sur leurs personnes, leurs terres, leurs habitations ou leurs revenus, sont passés au Ministre des affaires indigènes de l'Union, sous réserve toutefois des textes législatifs promulgués ultérieurement par le Gouverneur général. Les pouvoirs et fonctions que l'Administrateur exerçait, en ce qui concerne les autochtones, en vertu de lois du Territoire devaient revenir au Gouverneur général le 1er avril 1955, à moins que ce dernier n'en décidât autrement dans le cas de certaines de ces lois ou d'une de leurs dispositions. La loi de 1954 autorisait le Gouverneur général à déléguer les pouvoirs et fonctions qui lui revenaient ainsi au Ministre des affaires indigènes, lequel pouvait à son tour les déléguer à un fonctionnaire du Département des affaires indigènes ou à l'Administrateur du Territoire. Le Comité ne sera en mesure de se prononcer en pleine connaissance de cause sur les changements effectués en vertu de la loi de 1954 que lorsqu'il aura de plus amples renseignements sur les textes d'application de ladite loi.

46. Le Comité constate cependant qu'au cours du débat dont le *South West Africa Native Affairs Administration Bill* a fait l'objet au Parlement de l'Union en 1954, le Ministre des affaires indigènes a annoncé son intention de déléguer à l'Administrateur les pouvoirs nécessaires pour qu'il puisse continuer à administrer les affaires indigènes. Le Comité constate également que le Ministre a déclaré qu'il donnerait pour instructions à l'Administrateur de se concerter avec le Comité exécutif en ce qui concerne l'administration des affaires indigènes. Enfin, le Ministre des affaires indigènes a déclaré qu'il désignerait un septième Commissaire principal au Département des affaires indigènes de l'Union, afin de décharger le Secrétaire pour le Sud-Ouest Africain de l'une des deux fonctions qu'il exerçait²⁶.

47. Le Ministre des affaires indigènes a déclaré que le retrait de l'administration des affaires indigènes à l'Administrateur était une mesure d'ordre purement administratif²⁷.

48. En vue du financement ultérieur de l'administration des affaires indigènes du Sud-Ouest Africain, le

²⁵ Le Commissaire principal aux affaires indigènes, qui est d'origine européenne, occupe, après l'Administrateur, le plus haut poste du Service des affaires indigènes.

²⁶ A/AC.72/L.7, question 2, par. 46-48.

²⁷ A/AC.73/L.7, question 2, par. 26.

Territoire est tenu, aux termes de la loi de 1954, de prélever sur son *territorial revenue fund* une somme égale au quarantième du total annuel des dépenses prélevées sur ledit fonds à des fins autres que celles du développement économique. Le Comité sait que ce total ne comprend pas les dépenses pour les services de santé publique ou d'enseignement destinés aux autochtones et il constate que les dépenses pour l'"administration des affaires indigènes" se composaient principalement, dans le passé, des traitements des fonctionnaires européens de l'Administration ainsi que des dépenses relatives au recrutement de main-d'œuvre.

Création de réserves indigènes

49. En ce qui concerne l'administration locale des affaires indigènes, l'Administrateur a créé, à l'intérieur comme à l'extérieur de la zone de police, des réserves que seuls les autochtones peuvent utiliser ou habiter, et qui ne peuvent être aliénées sans le consentement du Parlement de l'Union.

Administration des affaires indigènes dans la zone de police

50. A l'intérieur de la zone de police, les autochtones vivent dans des réserves ou des agglomérations urbaines; s'ils vivent ailleurs dans la zone, c'est en qualité d'ouvriers agricoles, de mineurs, de cheminots ou de travailleurs affectés à l'entretien des routes. Pour ce qui est des réserves, le surveillant européen, qui est en même temps chargé des services sociaux, exerce ses fonctions administratives et de surveillance avec l'aide de notables autochtones qui sont élus par les autochtones mâles et adultes de la réserve et désignés par l'Administrateur.

51. Les autochtones qui résident dans les agglomérations urbaines doivent, à moins de bénéficier d'une exemption spéciale, habiter dans des quartiers ou des villages indigènes ou dans des "foyers" indigènes. Il existe dans chaque quartier ou village indigène un conseil consultatif indigène, composé d'un président, que peut être d'origine européenne, et d'au moins trois membres élus ou nommés; ce conseil donne des avis aux autorités municipales sur toutes les questions intéressant les habitants du quartier indigène.

52. Le Comité fait observer de nouveau que c'est uniquement aux degrés inférieurs de l'administration des affaires indigènes, c'est-à-dire à l'échelon des conseils de réserve, de quartier et de village, que les non-Européens élisent les mandataires chargés de défendre leurs intérêts. S'il est vrai que ces conseils peuvent contribuer à l'évolution politique de la population non européenne en lui permettant de participer à la gestion de ses propres affaires, le Comité estime que l'on pourrait accélérer cette évolution en élargissant les attributions de ces organes au lieu de les réduire à un rôle purement consultatif.

Conseils de tribu

53. Des dispositions législatives prévoient la création de conseils de tribu chargés de donner des avis sur la gestion des caisses de crédit ou sur toute autre question intéressant les affaires de la tribu ou les affaires indigènes en général. Cependant, l'Administrateur n'a encore imposé aucune taxe destinée à alimenter ces caisses dont dépend la création des conseils de tribu. Il semble donc qu'aucun conseil de ce genre n'ait été créé. Tout en approuvant cette disposition qui permettra aux autochtones d'exprimer un avis sur la gestion de leurs propres affaires, le Comité doit faire

observer que les conseils envisagés ne compteront pas de membres élus et n'auront que des fonctions consultatives.

Administration des affaires indigènes à l'extérieur de la zone de police.

54. En dehors de la zone de police, les autochtones sont soumis à un régime d'autorité indirecte. L'autorité est exercée, dans certaines régions, par des conseils de notables et, dans d'autres, par des chefs que des conseils de notables assistent de leurs conseils. Le rôle des fonctionnaires aux affaires indigènes est de "guider comme il convient les dirigeants et de n'intervenir que si on leur fait appel et s'ils ont la conviction qu'une injustice a été commise"²⁸.

55. Le Comité fait de nouveau observer que, d'une façon générale, les autochtones qui vivent à l'extérieur de la zone de police dirigent encore leurs affaires suivant leurs coutumes traditionnelles. Il continue d'estimer que les fonctionnaires qui sont chargés de surveiller l'administration de cette région — trois commissaires aux affaires indigènes et un fonctionnaire chargé des affaires indigènes — ne sont pas assez nombreux pour encourager l'établissement d'institutions de gouvernement modernes et démocratiques qui seules peuvent préparer les populations "aux conditions particulièrement difficiles du monde moderne".

56. Le Comité fait observer que les populations non européennes du Territoire n'ont toujours pas de représentants directs à l'Assemblée législative et au Comité exécutif du Territoire et qu'elles n'y sont même pas représentées indirectement. L'opinion motivée du Comité est que, sous le régime de la Puissance mandataire, qui dure maintenant depuis plus de trente ans, l'évolution politique de la population non européenne du Sud-Ouest Africain n'a pas été à la mesure des progrès réalisés dans les autres territoires d'Afrique, et le Comité insiste pour que l'on se préoccupe davantage d'assurer rapidement l'évolution politique de la population non européenne du Territoire.

H. — Organisation judiciaire

57. L'organisation judiciaire du Territoire comprend, à l'échelon supérieur, la Haute Cour du Sud-Ouest Africain et deux *circuit courts*, et à l'échelon inférieur, les *magistrates' courts*, les *periodical courts*, les tribunaux des *special justices of the peace* et les tribunaux des commissaires aux affaires indigènes.

58. Depuis le 17 octobre 1951, les tribunaux de la partie orientale de la région du Caprivi-Zipfel relèvent de la Chambre provinciale du Transvaal de la Cour suprême de l'Afrique du Sud.

59. Sauf disposition contraire de la loi, un fonctionnaire de l'ordre judiciaire nommé par l'Administrateur constitue le tribunal, mais, pour juger les affaires pénales, les tribunaux des degrés supérieurs comprennent un juge de la Haute Cour et deux autres membres au moins.

60. En ce qui concerne la compétence des tribunaux du Territoire, les tribunaux supérieurs ont, dans leur ressort, la même compétence que celle que les juges de la Chambre provinciale du Cap de la Cour suprême de l'Afrique du Sud exercent dans la province du Cap de Bonne-Espérance. Il peut être appelé des décisions des tribunaux supérieurs devant la Chambre d'appel de la Cour suprême de l'Afrique du Sud. Cependant, les

tribunaux inférieurs n'ont qu'une compétence limitée; un appel de leurs décisions peut être porté devant la Haute Cour et, lorsqu'ils prononcent une condamnation à une peine d'emprisonnement de plus de trois mois, à une amende de plus de 50 livres ou à la peine du fouet (sauf s'il s'agit d'un mineur), leurs jugements sont automatiquement portés devant la Haute Cour ou un de ses membres. Les appels des décisions des tribunaux des *special justices of the peace* sont portés devant la *magistrates' court* du district.

61. Pour ce qui est du pouvoir des fonctionnaires des affaires indigènes de juger les ouvriers autochtones occupés dans les mines ou les travaux publics, voir ci-après par. 160.

Tribunaux de tribu

62. A l'extérieur de la zone de police, dans les régions indigènes de l'Ovamboland, dans le territoire indigène de l'Okavango et dans le Kaokoveld, tous les litiges civils et toutes les affaires pénales (sauf s'il s'agit de trahison, de meurtre ou de viol) sont jugés suivant la loi et la coutume de la tribu, par les chefs autochtones, les tribunaux de notables et les conseils des chefs de tribu. Le tribunal des commissaires aux affaires indigènes est seul compétent pour connaître des affaires de trahison, de meurtre et de viol. Cependant, à l'intérieur de la zone de police, l'organisation judiciaire ne comprend pas de tribunaux composés exclusivement d'autochtones.

Droit tribal

63. Dans tous les procès entre autochtones qui mettent en jeu des questions touchant aux coutumes indigènes, les tribunaux des commissaires aux affaires indigènes ont toute latitude pour statuer selon le droit coutumier indigène, à condition qu'il ne soit pas contraire à l'ordre public et au droit naturel.

Participation indigène

64. Le Comité fait observer que, mis à part les tribunaux de tribu qui fonctionnent en dehors de la zone de police, la grande majorité des juges appartiennent aux cadres de l'administration où les non-Européens ne peuvent occuper que des emplois subalternes. Le Comité est donc obligé de conclure, jusqu'à preuve du contraire, que, comme pour les autres branches de l'administration, les autochtones ne participent guère au pouvoir judiciaire dans la zone de police.

65. Le Comité constate cependant que les tribunaux des commissaires aux affaires indigènes peuvent faire appel au concours d'assesseurs autochtones qui les assistent à titre consultatif; il note également que, lorsqu'il s'agit d'un appel contre un jugement d'un tribunal des commissaires aux affaires indigènes, rendu en matière civile, le président de la Haute Cour a la faculté de faire appel au concours de deux assesseurs au maximum, qu'il choisit en raison de leur compétence en matière de coutume indigène.

Châtiments corporels

66. Les tribunaux supérieurs, les *magistrates' courts* et les *periodical courts* peuvent prononcer la peine du fouet (quinze coups au maximum) contre les délinquants du sexe masculin; s'il s'agit d'un adulte, délinquant primaire, les tribunaux inférieurs ne peuvent cependant infliger la peine du fouet que pour certains crimes: homicide volontaire, vol qualifié, voies de fait, attentat à la pudeur, par exemple. Les tribunaux des *special justices of the peace* ne peuvent prononcer la

²⁸ A/AC.73/L.3, question 13, par. 80.

peine du fouet que contre les garçons âgés de moins de 16 ans et le maximum est de huit coups. Les femmes ne peuvent être condamnées au fouet. La peine du fouet peut être infligée aux délinquants de toutes les races et non pas seulement aux non-Européens. Le Comité déclare de nouveau qu'il est formellement opposé aux châtiments corporels et il insiste pour que la législation du Territoire n'autorise plus ce châtiment.

Résidence forcée et déportation

67. Les tribunaux ne peuvent ordonner la déportation et assigner une résidence forcée à un individu à titre de peine que dans deux cas, lorsqu'il est condamné à la détention dans une colonie agricole ou un établissement pénitentiaire ou lorsqu'une résidence forcée lui est imposée comme condition de sa libération conditionnelle ou du bénéfice du sursis.

68. Le Comité note cependant que, si les tribunaux n'ont pas le pouvoir d'ordonner la déportation ou d'assigner une résidence forcée au sens strict de ces termes, les personnes reconnues coupables de contraventions comportant la désobéissance au sens des dispositions du *Criminal Law Amendment Act* de 1953, et les personnes considérées comme susceptibles de favoriser les objectifs du communisme, au sens des dispositions du *Suppression of Communism Act* de 1950, amendé par le *Riotous Assemblies and Suppression of Communism Amendment Act* de 1954, peuvent se voir interdire par les autorités l'accès de certaines régions déterminées. De plus, les lois susmentionnées habilitent l'Administrateur à faire expulser du Territoire toute personne reconnue coupable d'une contravention ou qui est communiste, à condition que cette personne ne soit pas de naissance ou de descendance citoyen sud-africain. En vertu de la *Deportation of Undesirable Persons from South West Africa Proclamation* de 1954, l'Administrateur peut même ordonner l'expulsion du Territoire d'un citoyen de l'Afrique du Sud qui est reconnu coupable d'une contravention mentionnée expressément dans la proclamation. Aux termes de cette dernière, toute personne contre laquelle un ordre de déportation est prononcé a le droit d'interjeter appel devant un *immigration board* du Territoire.

Prisons

69. Le Comité note que l'organisation pénitentiaire du Territoire n'est pas suffisamment développée et que l'on est parfois obligé d'envoyer dans des régions éloignées les condamnés à des peines de prison; une loi de 1951 autorise le transfert des détenus adultes dans des établissements situés en Union Sud-Africaine.

I. — Police

70. La police du Sud-Ouest Africain relève directement des services de police de l'Union Sud-Africaine; le Territoire verse chaque année à ce titre une somme de 114.000 livres sterling à l'Union Sud-Africaine. Le Territoire doit cependant assurer le logement de la police. L'effectif des forces de police du Territoire, qui était de 460 hommes en 1952, dont 204 non-Européens, est passé en 1953 à 485, dont 224 non-Européens. Seize non-Européens avaient le grade de brigadier-chef en 1953, contre 2 seulement en 1952.

J. — Défense du Territoire

71. Faute de renseignements sur la défense du Sud-Ouest Africain, le Comité rappelle le texte de l'article 4 du mandat pour le Sud-Ouest Africain:

"L'instruction militaire des indigènes sera interdite, sauf pour assurer la police locale et la défense locale du Territoire. En outre, aucune base militaire ou navale ne sera établie dans le Territoire, ni aucune fortification."

III. — SITUATION ÉCONOMIQUE

A. — Finances publiques

72. Le budget du Territoire, auquel sont inscrites non seulement les dépenses courantes mais aussi les dépenses de capital, a continué à augmenter pendant l'exercice 1953-1954: alors qu'en 1952-1953 les recettes totales étaient de 8.902.920 livres et les dépenses totales de 7.891.548 livres, en 1953-1954 elles atteignaient respectivement 9.062.265 livres et 9.110.413 livres et, pour la première fois depuis 1949-1950, il n'y a pas eu d'excédent budgétaire. Comme les années précédentes, le financement des dépenses publiques a été entièrement assuré par les recettes locales, sans que la Puissance mandataire ait eu à accorder des subventions ou des avances²⁹. Les principales ressources budgétaires restent les droits de douane et les impôts, directs et indirects, notamment l'impôt sur le revenu des Européens, et les taxes sur les diamants. Comme par le passé, le principal élément de dépenses est constitué par des virements effectués à divers fonds, dont les plus importants sont le Fonds des routes et le Fonds de développement et de réserve du Territoire, destiné principalement à la mise en œuvre de programmes d'expansion.

73. La dette du Territoire envers l'Union, qui s'élevait au 31 mars 1953 à 2.158.592 livres, a été partiellement amortie pendant la période considérée et n'était plus, au 31 mars 1954, que de 2.098.733 livres. Le montant de 900.550 livres, qui restait dû à l'Union au titre d'intérêts sur prêts pour la période du 1er avril 1937 au 31 mars 1945, et qui est inscrit dans un compte d'attente ne portant pas d'intérêt, n'a pas diminué.

74. Les données et les renseignements dont le Comité dispose ne lui ont pas permis de déterminer quelle part des dépenses est consacrée au progrès social et économique de la population non européenne.

B. — Impôts directs

75. En plus de l'impôt de capitation, dont le montant annuel est fixe, les autochtones doivent payer les impôts suivants: une taxe sur les chiens, due par tout propriétaire d'un chien; une taxe sur les véhicules, à laquelle sont assujettis tous ceux qui possèdent un véhicule; et des taxes sur le bétail, auxquelles est soumis tout propriétaire de bétail. Ces divers impôts frappent le propriétaire lui-même et sont recouvrés soit annuellement (taxe sur les chiens, taxe sur les véhicules), soit mensuellement (taxe sur le bétail); en cas de non-paiement, le débiteur n'est pas astreint à une prestation de travail. Les principaux impôts auxquels sont assujettis les non-autochtones sont les suivants: un impôt sur le revenu, qui comprend un impôt normal et une surtaxe lorsque le revenu dépasse un certain chiffre; une taxe sur le chiffre d'affaires pour les transactions sur les diamants; un impôt personnel, d'un montant

²⁹ Le Gouvernement de l'Union complète la contribution fixe (114.000 livres) que le Territoire verse chaque année pour l'entretien de forces de police dans le Territoire et il comble le déficit de l'exploitation des voies ferrées du Territoire. La partie des dépenses relatives à ces services communs qui incombe au Gouvernement de l'Union ne figure pas dans le budget du Territoire (A/AC.73/L.7, question 17).

fixe, qui est en fonction du montant du revenu et de la situation de famille du contribuable; un impôt foncier, qui frappe aussi bien la propriété urbaine que la propriété rurale, mais à des taux différents; divers droits de licence ou de brevet; un droit de mutation sur les cessions de biens immobiliers; des droits de succession d'un taux progressif allant de 1 à 15 pour 100; enfin, une taxe sur les spectacles. Les principaux changements survenus en 1954 en matière d'impôts directs sont le relèvement de l'impôt sur le revenu des sociétés anonymes et sur les dividendes des actionnaires non résidents, ainsi qu'une augmentation qui a doublé la taxe sur le bétail dans les réserves indigènes³⁰.

C. — *Impôts indirects*

76. A l'heure actuelle, les droits d'exportation frappent les produits suivants: diamants, fourrures de caracul, sphyrène fraîche et cabillaud; depuis 1950, la sphyrène, l'huile de baleine et les conserves de langouste ne sont soumises à aucun droit d'exportation. Il est perçu un droit d'importation sur 335 articles, répartis entre quatorze catégories; le tarif applicable prévoit, pour chaque article, un taux minimum, un taux intermédiaire et un taux maximum. Outre ces taxes, des impôts indirects sont perçus sur les articles suivants: acides acétique et pyroligneux et essences de vinaigre, bière, allumettes, carburant, cartes à jouer, bandages pneumatiques, spiritueux, tabac, levure et vin. Un impôt sur le chiffre d'affaires est également prélevé pour les cigarettes, le tabac à cigarettes et les boissons alcooliques. Tandis que les droits à l'importation et les impôts indirects sont fixés par le Gouvernement de l'Union et sont les mêmes que dans l'Union, les droits à l'exportation et les impôts sur le chiffre d'affaires dans le Sud-Ouest Africain sont généralement établis par décision de l'Administrateur ou de l'Assemblée législative du Sud-Ouest Africain. Il n'y a pas eu de changement important à signaler en matière d'impôt indirect pendant l'année 1954.

D. — *Egalité économique pour les Membres de la Société des Nations*

77. Comme le mandat sur le Sud-Ouest Africain est un mandat de la catégorie C, le principe de l'égalité de traitement, sur le plan économique, de tous les Membres de la Société des Nations n'est pas énoncé dans l'accord qui régit le mandat. Ainsi, le tarif douanier du Territoire prévoit des taux préférentiels et les pays énumérés ci-après bénéficient à divers égards d'un traitement particulier: Union Sud-Africaine, territoires relevant de la Haute Commission (Souaziland, Bassoutoland et protectorat du Betchouanaland), Rhodésie du Nord, Rhodésie du Sud, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Eire, Canada, Nouvelle-Zélande et tous les pays signataires d'un traité contenant la clause de la nation la plus favorisée. En 1954, les droits antidumping ont été imposés sur diverses marchandises provenant de certains pays, à savoir: boulons, écrous et moteurs, importés de France; vis à bois, importées d'Autriche et de la République fédérale d'Allemagne; moteurs électriques, importés de Belgique; commutateurs de réchauds électriques, importés de la République fédérale d'Allemagne; panneaux de fibre de bois, importés de Belgique, de Finlande, de Norvège et de Suède.

³⁰ La taxe sur les spectacles dont le coût est compris entre 3 et 4 shillings est passée de 1 shilling à 9 pence; c'est le seul impôt direct qui ait subi une réduction.

E. — *Union douanière*

78. Une union douanière a été constituée entre le Sud-Ouest Africain, l'Union Sud-Africaine et les territoires relevant de la Haute Commission (Bassoutoland, Souaziland et protectorat du Betchouanaland) et des accords douaniers spéciaux ont été conclus avec la Rhodésie du Nord et la Rhodésie du Sud. La totalité des recettes qui proviennent des droits de douane et des contributions indirectes est versée à la Trésorerie centrale de l'Union, qui vire annuellement, à la Trésorerie du Sud-Ouest Africain, une somme équivalant approximativement à la part du Territoire dans les recettes communes provenant des droits de douane et des contributions indirectes. Les tarifs douaniers et la législation des impôts indirects sont les mêmes dans l'Union et dans le Sud-Ouest Africain. Il n'y a rien eu à signaler en 1954.

F. — *Commerce extérieur*

79. Durant l'année envisagée, la balance commerciale du Territoire a continué son mouvement favorable et elle a permis au Territoire de se procurer des dollars en quantité suffisante. Comme dans tous les pays sous-développés qui sont en voie de développement, les importations consistent surtout en produits finis et les exportations en produits primaires. Les principales sources de revenu sont les diamants, le minerai de plomb et les fourrures de caracul, et les principaux chefs de dépenses sont les textiles et les produits métallurgiques, en particulier l'équipement mécanique et les véhicules. En 1954, les exportations du Territoire se sont orientées de plus en plus vers le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Etats-Unis d'Amérique, l'Union Sud-Africaine et la Belgique; ces quatre pays ont absorbé plus de 94 pour 100 des exportations. Cependant, l'équilibre des échanges avec l'Union Sud-Africaine s'est amélioré: en effet, pendant les neuf premiers mois de 1954, 47 pour 100 seulement des importations provenant de l'Union n'étaient pas couvertes par des exportations à destination de l'Union, alors que le pourcentage, pendant la période correspondante de 1953, était de 58 pour 100. Les importations de l'Union sont demeurées considérables et représentent 63 pour 100 des importations totales, mais le pourcentage des exportations à destination de l'Union s'est élevé, pendant les neuf premiers mois de 1954, à 19,6 pour 100 contre 16,6 pour 100 pendant la période correspondante de 1953. Les restrictions des importations, que l'Union avait imposées à l'économie du Territoire pendant la période d'après-guerre pour surmonter les difficultés de sa balance des paiements, se sont considérablement assouplies en 1954, car l'Union a beaucoup augmenté ses avoirs en dollars. Au cours de l'année, les mesures qui restreignaient les exportations ont été regroupées et les restrictions qui frappaient toute une gamme de marchandises, notamment des produits manufacturés, ont été levées.

G. — *Terres et régime foncier*

80. En 1949, l'Assemblée législative a reçu le pouvoir de légiférer en matière foncière. Selon les lois en vigueur dans le Territoire, l'Administrateur conserve le droit de céder les terres de la Couronne ou du gouvernement, c'est-à-dire de les donner, de les vendre, de les louer ou de les aliéner par d'autres moyens, de les échanger contre d'autres terres ou de les réserver à des fins d'utilité publique. Il a le droit de reprendre, pour cause d'utilité publique, les terres aliénées dans

ces conditions, et d'annuler ou de révoquer toute décision les constituant en réserve. Toute terre du Territoire peut être expropriée, soit par l'Administrateur pour cause d'utilité publique ou à des fins de conversation ou de remise en état des sols, soit par les conseils municipaux dans l'intérêt de la municipalité, soit par l'administration des chemins de fer dans l'intérêt des voies ferrées; mais chaque expropriation doit donner lieu à une indemnité. Les terres sont immatriculées au service de l'enregistrement du Territoire, qui assure le transfert des propriétés.

81. Jusqu'à l'adoption de la loi de 1954 sur l'administration des affaires indigènes dans le Sud-Ouest Africain (*Native Affairs Administration Act*), toutes les terres destinées à constituer des réserves indigènes demeuraient la propriété de l'Administration du Sud-Ouest Africain ou, dans le cas des réserves des Bersebas et des Bondels, la propriété de la tribu. Aux termes de la loi de 1954, toutes les terres destinées à n'être utilisées et occupées que par les indigènes sont confiées à l'Administration des biens indigènes (*Native Trust*) de l'Afrique du Sud et le Ministre des affaires indigènes de l'Union, qui joue le rôle de curateur, possède les mêmes pouvoirs et fonctions que si les terres faisaient partie de l'Union. En outre, la loi autorise le transfert des titres de propriété sur ces terres à l'Administration des biens indigènes de l'Afrique du Sud.

82. A ce sujet, le Comité rappelle l'avis que la Commission permanente des mandats a formulé à sa quatrième session le 7 juillet 1924, et que le Conseil de la Société des Nations a approuvé en 1926:

"Les Puissances mandataires ne possèdent, en vertu des articles 120 et 257 (alinéa 2) du Traité de Versailles, sur aucune partie des Territoires sous mandat, d'autre droit que celui découlant de la charge qui leur a été confiée d'administrer ces territoires.

"Si le texte d'une disposition législative sur le régime foncier pouvait autoriser des conclusions contraires à ce principe, il serait désirable que ce texte fût modifié de manière à dissiper toute équivoque ³¹."

83. Le Comité constate que, d'après la loi de 1954 sur l'administration des affaires indigènes dans le Sud-Ouest Africain, les terres et autres avoirs du Territoire sont confiés à l'Administration des biens indigènes de l'Afrique du Sud, organisme public extérieur au Territoire sous mandat. Conformément au principe énoncé par la Commission permanente des mandats, le Comité estime que les biens fonciers du Sud-Ouest Africain doivent rester intacts et que son intégrité territoriale doit être maintenue jusqu'au moment où le Territoire aura atteint le but que le système des mandats lui a assigné, et que ses avoirs ne peuvent être confiés qu'à l'autorité du Territoire sous mandat lui-même. Le Comité est persuadé que le mandat ne donne pas à la Puissance mandataire le pouvoir de déposséder le Territoire sous mandat d'une partie quelconque de ses avoirs et qu'il est impossible de l'interpréter en ce sens. Il estime donc qu'il faudrait prendre les mesures appropriées pour remédier à cette situation, qui doit préoccuper vivement les habitants du Sud-Ouest Africain ³².

³¹ Société des Nations, *Journal officiel*, 7ème année (1926), p. 867, 944-946.

³² Le représentant des Etats-Unis a fait des réserves touchant la position de sa délégation au sujet de la deuxième partie de ce paragraphe qui, selon lui, risque de soulever des doutes d'ordre juridique sur l'interprétation qu'il convient de donner à l'article 2 du mandat.

84. Dans les réserves indigènes et autres zones destinées exclusivement aux autochtones, ni les Européens ni les non-Européens n'ont le droit de devenir propriétaires. Cependant, dans le Rehoboth Gebiet, le régime de la propriété individuelle a été institué et tout membre de la communauté qui désire céder un terrain doit obtenir l'autorisation de l'Administrateur. A ce sujet, le Comité s'inquiète de la recommandation faite par la Commission pour une politique agricole à long terme (1948)³³ tendant à autoriser les Rehoboths à vendre aux Européens des exploitations agricoles situées dans le Rehoboth Gebiet en vue d'accroître la productivité dans cette région de cultures.

85. D'après les renseignements dont dispose le Comité, aucun terrain dans le Territoire n'appartient à titre individuel à des indigènes. Les terres qui appartiennent à des gens de couleur dans les zones dites zones rurales urbaines européennes comprennent quatre exploitations agricoles d'une superficie totale de 21.626 hectares, et des terrains urbains, sis uniquement à Windhoek, où environ six personnes de couleur possèdent des *crven*.

86. Le système d'occupation des terres aux fins d'habitation ou de culture et l'usage en commun des pacages et des eaux dans les réserves indigènes sont fixés par arrêt du gouvernement ou par le droit tribal. La Commission pour une politique agricole à long terme estime que, grâce à ce système, les occupants jouissent d'une sécurité raisonnable qui, s'ajoutant aux indemnités qu'ils reçoivent en cas de transfert s'ils ont amélioré les terres, ainsi qu'à la suppression du nantissement ou de la confiscation, leur permet de cultiver et d'aménager les terres convenablement et sans interruption; l'usager ne perd ces droits d'usufruit permanent que s'il se rend coupable d'inconduite grave, fait mauvais usage de la terre ou n'en retire aucun bénéfice. Le Comité constate que, d'après les renseignements dont il dispose, le régime foncier indigène ne semble pas avoir changé depuis 1929.

87. La superficie totale des terres occupées par les non-Européens, qui était de 15.202.324 hectares en 1946, est passée en 1952 à 21.825.997 hectares, ce qui représente 26 pour 100 de la superficie du Territoire. De la fin de 1952 à la fin de 1954, de nouvelles zones d'une superficie totale de 44.413 hectares ont été déclarées réserves indigènes ³⁴. De l'avis de la Commission pour une politique agricole à long terme, si l'on en juge par l'usage que les indigènes ont fait jusqu'ici de la terre à des fins productives, les dispositions actuelles sont amplement suffisantes pour couvrir les besoins de la population non européenne; quelle que soit la région, les terres choisies pour constituer les réserves sont bonnes; l'Administration a agi sagement en veillant à réserver assez de terres pour les non-Européens ayant de céder les terres de la Couronne encore disponibles.

A ce sujet, le Comité prend acte de la déclaration du sénateur Nel, membre du Sénat de l'Union pour le Sud-Ouest Africain, selon laquelle "aucun Européen n'a jamais pu habiter" les 32.000 hectares situés sur la frontière nord du territoire et déclarés "réserve indigène" en 1954 ³⁵.

88. Le Comité note également que le Ministre des affaires indigènes a déclaré, en 1954, devant le Parle-

³³ Commission d'enquête du Sud-Ouest Africain.

³⁴ Ce total comprend 32.000 hectares réservés par la loi de 1954 sur l'administration des affaires indigènes du Sud-Ouest Africain, qui entrée en vigueur le 1er avril 1955.

³⁵ A/AC.73/L.7, question 2, par. 62.

ment de l'Union, que l'Union n'avait pas l'intention de diminuer ni d'augmenter la superficie des zones occupées par les indigènes³⁶. Aux termes de la loi de 1954 sur l'administration des affaires indigènes dans le Sud-Ouest Africain, l'approbation des deux Chambres du Parlement par voie de résolution est indispensable pour supprimer une réserve indigène et pour constituer en réserve destinée aux indigènes d'autres terres d'une valeur au moins égale du point de vue de l'élevage ou de l'agriculture; jusqu'à l'entrée en vigueur de cette loi, les terres réservées aux autochtones ne pouvaient être aliénées qu'avec le consentement du Parlement³⁷. Notant que l'approbation du Parlement demeure indispensable pour les aliénations de terres indigènes, bien qu'elle doive maintenant prendre la forme d'une résolution et non plus de dispositions législatives, le Comité constate que le Ministère des affaires indigènes, en expliquant cette modification, a fait observer qu' auparavant, pour échanger des terres indigènes contre des terres européennes, il fallait une décision des deux Chambres du Parlement et que la loi de 1954 a instauré une "procédure très simple... selon laquelle un terrain indigène peut devenir propriété européenne, pourvu que des terres d'égale valeur soient fournies en compensation"³⁸. Le Comité exprime son inquiétude de voir que les terres indigènes peuvent être ainsi aliénées au bénéfice de la population européenne sans qu'il soit tenu compte des intérêts et des vœux des autochtones, ni de leur attachement à la terre.

Concessions de terres aux Européens

89. Les terres du gouvernement ou de la Couronne que l'on juge propres à la colonisation agricole sont concédées aux cultivateurs européens pour une période d'essai d'un an renouvelable, avant l'octroi d'un bail de cinq ans avec option d'achat. Le locataire est tenu d'occuper personnellement la terre, d'améliorer les exploitations, de rendre les améliorations permanentes et d'appliquer les mesures de conservation des sols. Les colons peuvent obtenir une aide financière de l'Etat sous forme de prêts accordés pour les aménagements ou pour l'achat de bétail. Durant la période d'essai, le loyer est de 1 livre par an. Pour la première année du bail, le locataire n'a pas à verser de loyer; ensuite, il doit payer un loyer annuel égal à 2 pour 100 du prix d'achat pendant la deuxième et la troisième année, à 3,5 pour 100 pendant la quatrième et la cinquième année, et à 4 pour 100 à partir de ce moment si le bail est prolongé pour une nouvelle période de cinq ans au maximum. Si le locataire exerce son droit d'option pour acheter la terre, le prix de vente, augmenté des intérêts, est payable en versements semi-annuels échelonnés sur une période de trente ans.

90. Le prix de vente moyen de 244 des 266 exploitations (22 non localisées) qui ont été offertes à la colonisation agricole européenne en 1952 et 1953 a été de 4 shillings 2 pences l'hectare; leur superficie, qui variait de 2.814 à 33.800 hectares, a été en moyenne de 8.935 hectares.

91. Même s'il a versé la totalité du prix d'achat, le locataire n'obtient le titre de propriété qu'à condition d'avoir occupé la terre pendant dix ans et d'être ressortissant britannique; dans certaines circonstances spéciales et avec l'autorisation de l'Administrateur, le titre

de propriété peut être délivré avant ce terme et une hypothèque constituée pour le solde de la dette³⁹.

92. Depuis 1920, date des premières lois sur la colonisation agricole, les concessions de terres pour l'exploitation agricole se sont succédé jusqu'en 1939 environ; à ce moment, la plupart des terres disponibles de la Couronne qui se trouvaient dans la zone de police avaient été cédées et le gouvernement a commencé à acheter de nouvelles terres, en s'adressant surtout aux compagnies qui possédaient de grands domaines, et à les diviser en exploitations agricoles destinées à la colonisation. Outre les terres achetées, il n'y avait dans la zone de police, en 1939, qu'environ 2 millions d'hectares de terres non aliénées qui fussent jugées propres à la colonisation.

93. Les concessions de terres aux agriculteurs, qui avaient été presque complètement interrompues pendant la deuxième guerre mondiale, ont repris depuis la guerre à un rythme très rapide; l'Administration a ouvert à cette fin de nouvelles terres en décrétant plusieurs extensions de la zone de police, dont les plus récentes ont eu lieu en 1953 et 1954. Au cours de cette période, la superficie des exploitations agricoles européennes est passée de 31.961.091 hectares (pour 4.280 exploitations) en 1946 à 34.403.902 hectares (4.663 exploitations) en 1950 et à 37.578.865 hectares (5.041 exploitations) à la fin de 1952; ces terres sont maintenant limitrophes des zones occupées par les indigènes dans le nord. Sans tenir compte des augmentations qui ont pu se produire par la suite dans la région des exploitations européennes, ces zones, à la fin de 1952, représentaient 45 pour 100 de la superficie du Territoire. Le total des sommes dues à l'Administration pour les terres, le creusage des trous de sonde, les honoraires d'arpenteur, les loyers, les avances consenties aux agriculteurs, etc., au titre du plan de colonisation agricole, s'est élevé progressivement de 428.365 livres à la fin de l'exercice 1946-1947 à 1.719.484 livres à la fin de l'exercice 1953-1954.

94. Le Comité constate que les commissions d'enquête du Sud-Ouest Africain (1948 et 1952) se sont inquiétées que les concessions soient accordées dans des régions désertiques de l'est et de l'ouest qui n'auraient jamais dû être ouvertes à la colonisation et ont exprimé la crainte que les fermiers ne soient pas en mesure d'y subsister. Presque toutes les zones considérées jusqu'ici comme réservées au pacage en cas de sécheresse ont été ou vont être concédées comme exploitations agricoles⁴⁰. Le Comité constate en outre que, si les concessions semblent avoir été surtout limitées aux cultivateurs sans terre qui se trouvaient déjà dans le Territoire, il n'y a cependant pas assez de terres pour les établir tous.

95. A ce sujet, le Comité désire attirer l'attention de l'Assemblée générale sur la déclaration que le représentant de l'Union Sud-Africaine a faite en juin 1938, au cours de la trente-quatrième session de la Commission permanente des mandats, quand on lui eut demandé si, de ce que la majeure partie des terres propres à l'établissement avaient été attribuées, il fallait conclure que les réserves indigènes pourraient être envahies:

"... [les] chiffres... indiquent qu'il y a encore 21.100.000 hectares de terres de la Couronne non aliénées. Ce n'est pas là un chiffre considérable, si on le compare avec la superficie totale du territoire, mais

³⁶ A/AC.73/L.7, question 2, par. 64.

³⁷ A/AC.73/L.7, question 2, par. 60.

³⁸ A/AC.73/L.7, question 2, par. 65.

³⁹ A/AC.73/L.7, chap. S, par. 89, 91-92.

⁴⁰ A/AC.73/L.7, chap. S, par. 111-112.

il suffit à préserver les réserves indigènes de tout danger d'invasion⁴¹."

96. Le Comité note qu'en 1948 le Gouvernement de l'Union a déclaré que les lois relatives à la colonisation agricole s'appliquent également aux Européens et aux non-Européens, mais que, "d'une façon générale, les indigènes ne sont pas encore parvenus à un degré de développement où il soit avantageux pour eux de posséder personnellement des terres et notamment des fermes"⁴². A ce sujet, le Comité constate que, si les lois du Territoire relatives à la colonisation agricole autorisent le concessionnaire à sous-louer ou à céder, transférer ou hypothéquer ses droits sur la terre qu'il loue, à condition d'obtenir le consentement écrit de l'Administrateur, il est prévu dans le bail que, "en aucun cas, l'Administrateur ne donnera son consentement à une hypothèque, à une cession, à un transfert, à un sous-bail ou à une sous-location dont les bénéficiaires seraient des autochtones, des Asiatiques ou des gens de couleur" et que, si un concessionnaire se marie ou cohabite avec une personne autochtone ou de couleur, son bail peut être résilié immédiatement. En outre, le Comité ne sait pas comment interpréter la déclaration du Gouvernement de l'Union, selon laquelle les droits des indigènes ne sont pas en cause puisque les terres concédées pour la colonisation agricole sont des terres vacantes de la Couronne, alors que, selon une autre clause du bail, le concessionnaire est autorisé à exproprier les indigènes ou les personnes de couleur qui résidaient sur la terre au moment de la concession s'ils refusent de travailler pour son compte. Le Comité fait observer que, si les non-Européens acceptent de travailler pour le concessionnaire, "il peut rémunérer leur travail ou reconnaître leurs services en mettant à leur disposition un terrain destiné à la culture ou à l'élevage ou à l'une et l'autre fin"⁴³.

97. Le Comité note qu'à la fin de 1952, sur une superficie totale de 82.347.841 hectares, les exploitations agricoles européennes couvraient 37.578.865 hectares, tandis que les terres non européennes occupaient seulement 21.825.997 hectares. Ainsi, 45 pour 100 environ de la superficie totale avaient été concédés à des Européens, dont le nombre s'élevait à 48.588, soit moins de 12 pour 100 de la population totale en 1951⁴⁴, et environ 26 pour 100 étaient occupés par des non-Européens, dont le nombre était d'environ 366.013, soit plus de 88 pour 100 de la population totale en 1951. Le Comité se préoccupe vivement de la disproportion qui existe entre la superficie des terres réservées à la population non européenne et celle des terres réservées aux Européens; il craint que la demande des terres par les colons européens n'ait pour effet de diminuer encore la superficie destinée aux non-Européens. Le Comité se voit obligé de conclure que la politique actuelle de l'Administration en matière foncière semble favoriser presque exclusivement les Européens et que les intérêts présents et futurs des habitants non européens ne sont pas suffisamment protégés.

⁴¹ Commission permanente des mandats de la Société des Nations, *Procès-verbaux de la trente-quatrième session*, dixième séance, tenue le 14 juin 1938, p. 95.

⁴² Réponse du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine au questionnaire du Conseil de tutelle relatif au rapport adressé à l'Organisation des Nations Unies sur l'administration du Sud-Ouest Africain pendant l'année 1946 (T/175, question 18).

⁴³ A/AC.73/L.7, chap. S, par. 157.

⁴⁴ On ne possède pas de statistiques démographiques pour 1952.

H. — Conservation des ressources naturelles

98. En 1948, la Commission pour une politique agricole à long terme a formulé la conclusion suivante: "En deux générations d'occupation civilisée, la situation en ce qui concerne la conservation des ressources naturelles du pays est telle que l'Etat et les particuliers doivent prendre des mesures énergiques s'ils veulent assurer l'avenir de l'agriculture et, par voie de conséquence, l'économie du Territoire"⁴⁵. Le sol est devenu plus aride, la végétation sur de vastes étendues est devenue plus xérophile et l'érosion du vent et des eaux a pris, dans beaucoup de régions, des proportions considérables. D'après la Commission, ces conditions, quand elles étaient extrêmes et prolongées, ont produit des effets semblables à ceux d'un changement de climat. La quantité d'humus que l'érosion des vents et des eaux a détruite dans la moitié sud du Territoire est incalculable; dans le nord, sauf le long de l'escarpement occidental, l'écoulement relativement faible des eaux et une végétation beaucoup plus riche ont jusqu'ici empêché une érosion excessive des surfaces. Ce qu'il faut craindre surtout, c'est la disparition du sol fertile et profond qui recouvre le lit des rivières asséchées. Quand un trop grand nombre de bêtes broutent, piétinent ou se concentrent au même endroit, l'équilibre est rompu entre la végétation, le climat et le sol, ce qui tend à détruire à des degrés divers la couche végétale et à dénuder la terre, à diminuer la fertilité, à réduire la résistance du sol à l'érosion, et à augmenter par conséquent l'érosion par les vents et les eaux. L'érosion résulte également de la concentration des eaux lors de la construction de routes, de voies ferrées et de barrages. Comparée à tous ces facteurs, la culture elle-même n'a été qu'un agent secondaire d'épuisement du sol.

99. Le Comité est persuadé que l'on reconnaît, dans le Territoire, la nécessité de remettre le sol en état et de le conserver, mais les avis semblent très partagés quand il s'agit de choisir le meilleur moyen de résoudre le problème.

100. En 1947, l'Administration a créé, dans le cadre du Fonds de développement et de réserve du Territoire, une caisse destinée à financer des plans de conservation et de remise en état des approvisionnements en eau et du veld. De 1947 à 1951, il a été versé à la caisse un total de 305.000 livres; mais aucune partie de ces fonds n'a été utilisée et la caisse a été supprimée en 1952. En 1953, l'Administration a créé une autre caisse pour financer les recherches sur les ressources hydrauliques du Territoire et pour octroyer aux municipalités une aide financière et des prêts à des conditions exceptionnellement favorables. Une somme de 100.000 livres a été versée à la Caisse en 1953-1954, mais, au 31 mars 1954, aucun prélèvement n'avait encore été fait. En 1954, il ne semblait pas y avoir de plan d'irrigation dans le Territoire, bien que l'on ait fait des enquêtes pour en exécuter deux, l'un sur le Swakop, l'autre sur le Fish, qui devaient coûter respectivement 300.000 et 800.000 livres. En mai 1954, l'Assemblée législative a demandé à l'Administration d'envisager de construire un barrage sur le Swakop pour assurer l'approvisionnement en eau des industries et de Windhoek, et aux fins d'irrigation.

101. En 1952, l'Assemblée législative a adopté une ordonnance sur la conservation des sols (No 28 de 1952) qui prévoit l'élaboration de plans généraux de conservation des sols et la délimitation de districts à cette fin; aux termes de cette ordonnance, les cultivateurs

⁴⁵ A/AC.73/L.7, chap. S, par. 177.

sont tenus de respecter les dispositions de ces plans et l'Administration doit prendre des mesures pour la conservation des sols. Il incombe à l'Administrateur de décider si les dépenses seront à la charge de l'Administration ou des propriétaires fonciers ou des deux à la fois. L'ordonnance est entrée en vigueur en 1953 et, en 1953-1954, un crédit de 30.000 livres au total a été ouvert sur le budget territorial; les dépenses se sont élevées à 10.390 livres, dont 3.728 livres pour des travaux de conservation dans les réserves indigènes.

102. En 1952, l'Administration a également créé un Fonds des intérêts agricoles (Farming Interests Fund) qui octroie aux fermiers des prêts à long terme pour construire des barrages, creuser des trous de sonde, poser des clôtures et prendre des mesures de conservation; le Fonds accorde aussi des subventions pour procéder à des recherches agronomiques et accroître la production agricole, pour assurer la conservation des eaux et des sols et leur remise en état, pour organiser des enquêtes sur les ressources et l'approvisionnement en eau, et pour familiariser le public avec les produits agricoles.

103. Les 305.000 livres de la Caisse pour la conservation des ressources en eau et du veld, qui a été supprimée en 1952, ont été versées au Fonds des intérêts agricoles. En outre, 75 pour 100 des droits sur les animaux de boucherie abattus et des droits d'exportation sur les fourrures de caracul vont au Fonds, qui peut aussi recevoir des crédits du gouvernement.

104. D'après la Commission d'enquête que le Gouvernement de l'Union a chargée d'étudier les relations financières entre l'Union et le Territoire, le Fonds créé pour la défense des intérêts agricoles constitue le "plan relatif à la conservation des eaux et du veld, ainsi qu'à l'érosion des sols" que l'Administration du Sud-Ouest Africain est en train d'appliquer⁴⁶. En ce qui concerne les dépenses, le Fonds, au 31 mars 1954, avait déjà accordé des prêts qui s'élevaient au total à 91.105 livres et des subventions d'un montant de 48.100 livres. Au titre des subventions, 45.000 livres avaient été accordées pour une campagne de publicité aux Etats-Unis et en Europe en faveur de la fourrure de caracul. Le Comité ignore à quelles fins le Fonds a consacré le reste des sommes qu'il a dépensées.

105. Le Comité est heureux de constater que les commissions publiques locales reconnaissent l'ampleur de la tâche à accomplir pour développer les ressources en eau du Territoire, et pour remettre le sol en état et le conserver; il est vivement préoccupé du montant modeste des dépenses qui ont été engagées jusqu'ici à cet effet. Il constate en outre que, de l'avis de la Commission pour une politique agricole à long terme, l'abondance excessive du bétail et la dégénérescence du veld en général sont dues au fait que les services publics et les cultivateurs ne possèdent pas une connaissance suffisante, ou même rudimentaire, de la végétation du veld. Etant donné l'importance que ces problèmes présentent pour le développement économique du Territoire, le Comité invite instamment le Gouvernement de l'Union, en tant que Puissance mandataire, à étudier la possibilité d'obtenir, pour les résoudre, une aide technique et financière de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

I. — Production agricole et vente des produits

106. La culture dans le Territoire s'effectue dans des conditions défavorables; la sécheresse et les inondations

y sont considérées comme des faits normaux et il est impossible de prédire avec quelque exactitude à quel moment elles se produiront. Pendant la sécheresse de 1946, les pertes en bétail ont atteint plus de la moitié de la valeur brute de la production agricole. La fertilité du sol varie d'une région à l'autre du Territoire, mais, d'une manière générale, la végétation est rare. Dans les régions d'élevage, la superficie nécessaire pour nourrir un mouton varie de 10 hectares, aux approches du désert, à $\frac{2}{3}$ d'hectare, dans les zones les plus riches. En 1948, la Commission pour une politique agricole à long terme a observé que les pâturages avaient atteint le maximum de ce qu'ils pouvaient produire avec les méthodes actuelles; on ne pouvait donc pas compter, pour le moment, sur une augmentation du cheptel et il fallait donc chercher à améliorer la qualité. La Commission a déclaré qu'en raison des conditions naturelles, il était impossible de développer l'agriculture mixte et la production agricole et que ces mêmes facteurs empêchaient d'octroyer de nouvelles concessions pour l'élevage.

107. Les trois principaux produits de l'agriculture qui fournissent des excédents pour l'exportation sont la viande, les fourrures de caracul (astrakan) et les produits laitiers. Dans le nord du Territoire, il est possible, pendant certaines années, quand les pluies sont suffisamment abondantes, de produire du maïs, des pommes de terre, des haricots, etc.; dans l'extrême nord (Ovamboland et territoire indigène de l'Okavango), les conditions sont légèrement plus favorables. Le Territoire produit des agrumes de bonne qualité, mais la Commission pour une politique agricole à long terme estime qu'il ne faut pas compter sur une culture de grande envergure pour l'exportation.

108. L'Administration entretient trois fermes expérimentales, Gellap-Ost au sud, Neudam au centre et Omatjenne au nord. La première se spécialise dans l'élevage d'un type de caracul à boucle plate et fait des recherches sur les problèmes du pâturage dans la région aride du sud. A Neudam, qui est la principale station expérimentale, on cherche à obtenir un mouton dont la fourrure soit de qualité supérieure; la station possède aussi des troupeaux de ruminants et, quand le climat le permet, on y fait de la culture. La station d'Omatjenne s'occupe surtout d'élevage; mais elle cultive également du fourrage et des légumes et élève quelques caraculs.

109. Les fermiers européens du Territoire sont organisés en associations locales et en une union centrale qui s'est associée à l'Union agricole de l'Afrique du Sud. A la fin de 1948, il y avait 47 associations de fermiers, qui comptaient au total 2.000 membres environ et représentaient à peu près 45 pour 100 des cultivateurs (en 1952, il y avait dans le Territoire 5.041 exploitations agricoles). Selon la Commission pour une politique agricole à long terme, l'union est déjà reconnue comme le porte-parole des cultivateurs et elle aide beaucoup l'Administration qui la consulte en matière d'agriculture.

Caracul (astrakan)

110. L'élevage du caracul constitue l'élément le plus important de l'agriculture du Territoire et, à l'exception de quelques animaux élevés dans la communauté des Rehoboths, il se fait presque exclusivement dans les exploitations agricoles européennes. La fourrure de caracul affronte la concurrence des marchés internationaux. En 1953, le Territoire a exporté 2.838.422

⁴⁶ A/AC.73/L.7, chap. S, par. 187.

peaux, évaluées à 5.038.199 livres. Pour protéger les éleveurs, les autorités du Territoire ont établi, sur l'exportation de moutons caraculs "susceptibles de reproduction", un contrôle, qui s'est transformé en une interdiction presque absolue d'exporter, même à destination de l'Union Sud-Africaine. En 1952, un Fonds pour le développement de l'élevage du caracul a été institué dans le Territoire pour défendre les intérêts de cette industrie; les contributions au Fonds comprennent 25 pour 100 des droits d'exportation sur les fourrures de caracul, les subventions accordées par l'Assemblée législative et par le Fonds des intérêts agricoles, ainsi que toutes autres subventions ou donations approuvées par l'Administrateur. Pendant les deux années 1952-1953 et 1953-1954, un total de 70.000 livres a été alloué au consul général de l'Union Sud-Africaine à New-York pour une campagne de publicité destinée à encourager la vente aux États-Unis de fourrure d'astrakan venant du Sud-Ouest Africain. Un montant de 10.000 livres a été également consacré à une campagne de publicité en Europe.

Gros et menu bétail

111. L'exportation de bétail ou de viande en provenance du Territoire ne peut se faire qu'avec l'autorisation du Conseil de contrôle du commerce des viandes (Meat Trade Control Board); cet organisme officiel, créé en 1935, est chargé de conseiller l'Administrateur pour tout ce qui touche au commerce de la viande et de recommander des mesures visant à favoriser le développement de l'industrie de la viande dans le Territoire. Le Conseil dispose d'une caisse constituée au moyen de contributions et destinée à venir en aide aux éleveurs en cas de besoin. Il établit comme il l'entend des contingents d'exportation pour tout éleveur authentique ou tout intermédiaire. Le Conseil du Territoire reste en liaison étroite avec le Conseil de contrôle des industries du bétail et de la viande de l'Union, dans lequel le Territoire est représenté. Le Conseil de l'Union fixe les contingents d'importation de bétail en provenance du Sud-Ouest Africain; ces contingents sont calculés de manière à limiter les importations à destination de l'Union Sud-Africaine au moment où l'offre est à son maximum dans l'Union et à alimenter le marché de l'Union lorsque l'offre est à son minimum. En 1952, le Conseil de la viande du Territoire a déclaré: "L'année en cours a clairement montré que l'Union n'est pas toujours en mesure, comme elle l'avait promis, d'acheter régulièrement tout le bétail du Sud-Ouest Africain⁴⁷." En 1953, le Sud-Ouest Africain a exporté, dans l'Union, 153.541 animaux sur pied et 20.633 animaux morts, d'une valeur totale de 3.891.247 livres; il a exporté vers d'autres destinations 40 animaux sur pied. Les exportations de menu bétail se sont élevées à 60.828 animaux de boucherie, tous à destination de l'Union. Le Comité ne dispose pas de statistiques sur la consommation de viande dans le Territoire.

112. Le Comité attire l'attention de l'Assemblée générale sur les observations suivantes, contenues dans le rapport de la Commission territoriale d'enquête (1952) qui a étudié un projet à long terme pour la création d'un marché de la viande à Walvis-Bay:

"Votre Commission ne perçoit pas clairement dans quelle mesure le Gouvernement de l'Union peut contrôler directement l'agriculture du Territoire, si ce n'est en temps de guerre. Cependant, le Territoire étant sous mandat, il semble qu'en exerçant le mandat

qui lui a été confié, l'Union devrait, avant tout, tenir compte du bien-être du Territoire⁴⁸."

La Commission d'enquête a donc conclu que "le Sud-Ouest Africain, à moins que des mesures proclamées en temps de guerre par le Parlement de l'Union ne l'en empêchent, a le droit de disposer de ses produits agricoles au mieux de ses intérêts"⁴⁸. A ce sujet, la Commission pour une politique agricole à long terme a formulé l'observation suivante: "Le cultivateur du Sud-Ouest Africain comprend que, à l'exception des peaux d'astrakan, l'Union est son débouché naturel et le seul qui soit sûr; il préfère donc entrer dans le cadre des plans de contrôle de l'Union, quel que doive être l'avenir de ces plans⁴⁸." L'Union des fermiers du Sud-Ouest Africain et le Conseil de contrôle du commerce des viandes ont partagé cet avis.

113. En ce qui concerne le projet à long terme pour la vente de la viande, visant à créer dans le Territoire un abattoir central et un centre d'exportation, la Commission territoriale d'enquête a présenté les recommandations suivantes: a) les capitaux nécessaires pour construire et faire fonctionner des installations capables de débiter au maximum 4.000 animaux par semaine devraient être fournis par l'Administration du Sud-Ouest Africain; b) c'est dans le Territoire qu'il faudrait construire ces abattoirs et installations frigorifiques, ainsi qu'une usine de conserves de viande qui serait située au même endroit et pourrait écouler 25.000 animaux par an; c) étant donné les avantages qu'il y aurait à abattre les animaux à l'intérieur du Territoire, il faudrait étudier la possibilité de choisir un endroit autre que Walvis-Bay, qui pourrait être notamment Okahandja; d) le chemin de fer à voie étroite qui va de Usakos au nord du pays devrait être remplacé par une voie à grand écartement ou, si cette solution est impossible et si les usines s'installent à Okahandja, il faudrait envisager sérieusement de poser une voie étroite dans la voie ferrée à grand écartement de Usakos à Okahandja.

114. D'après les renseignements dont il dispose, le Comité estime que l'application de ces recommandations serait de l'intérêt du Territoire. Le Comité espère notamment qu'étant donné l'importance d'un chemin de fer à voie normale pour l'avenir économique du Territoire, l'Administration des chemins de fer et des ports de l'Union envisagera favorablement et le plus tôt possible de remplacer le chemin de fer à voie étroite au nord de Usakos par une ligne à grand écartement.

Industrie laitière

115. Depuis 1931, un Conseil de contrôle de l'industrie laitière (Dairy Industry Control Board) est chargé de conseiller l'Administrateur pour toutes les questions qui concernent l'industrie laitière et de recommander les mesures destinées au développement général de l'industrie. Le Conseil exerce des fonctions d'ordre administratif qui lui permettent d'enregistrer tous les producteurs de produits laitiers, d'imposer des droits sur le beurre et le fromage, de contrôler les exportations de beurre et de fromage du Territoire, de fixer le prix du beurre, du fromage, de la crème, etc., d'utiliser le produit de ces droits pour encourager la consommation des produits laitiers et, d'une façon générale, contribuer au développement de l'industrie laitière. En 1950-1951, le droit de fixer le prix du beurre et du fromage dans le Territoire a été transféré du Contrôle des prix de l'Union au Conseil de l'industrie laitière du

⁴⁷ A/AC.73/L.7, chap. S, par. 277.

⁴⁸ A/AC.73/L.7, chap. S, par. 242.

Territoire. L'Administrateur désigne une personne du Territoire qui siège au Conseil de contrôle de l'industrie laitière de l'Union où elle jouit des mêmes droits que les autres membres du Conseil quand il s'agit de questions qui intéressent le Territoire.

116. D'après le plan du Gouvernement de l'Union pour la vente des produits laitiers, tout le beurre et le fromage qui ne sont pas consommés dans le Territoire sont écoulés par l'intermédiaire de centres dirigés par le Conseil de contrôle de l'industrie laitière de l'Union. En 1952-1953, le Territoire a produit 8.615.720 livres de beurre, dont 6.557.176 livres ont été exportées dans l'Union. La valeur totale des produits laitiers du Territoire au cours de l'année s'est élevée à 1.443.594 livres.

117. Le Comité constate que le Conseil de l'industrie laitière du Territoire impose sur les produits exportés à destination de l'Union plusieurs taxes dont une partie va au Conseil de contrôle de l'Union. En 1952-1953, le Conseil territorial a payé au Conseil de l'Union 0,04 penny par livre de beurre et a reçu de la Trésorerie de l'Union une subvention de 1,882 penny par livre sur tout le beurre du Sud-Ouest Africain vendu dans l'Union. Le Comité désire attirer l'attention de l'Assemblée générale sur la déclaration suivante, qui figure dans le rapport du Conseil de l'industrie laitière du Territoire pour l'année 1952-1953: "A l'heure actuelle, le Territoire est également dans une position défavorable par suite de l'augmentation de la production dans l'Union. La production massive permet à l'Union de réduire le prix de revient, ce qui entraîne une baisse du prix du beurre et la diminution des subventions ⁴⁹."

118. Le Comité constate avec satisfaction l'activité que consacre le Territoire au développement de l'industrie de la caséine, qui peut en effet trouver des débouchés sur le marché mondial.

J. — Situation matérielle des indigènes

119. D'après la Commission pour une politique agricole à long terme, les non-Européens qui résident dans les réserves, à l'intérieur et à l'extérieur de la zone de police, peuvent se classer comme paysans cultivateurs, puisque la plupart d'entre eux se livrent à l'agriculture de subsistance qui, exception faite de l'Ovamboland et du territoire indigène de l'Okavango, est avant tout pastorale. C'est seulement dans ces deux régions que les indigènes produisent en temps normal assez de céréales pour leurs besoins; encore ne produisent-ils assez que pour assurer leur subsistance et pour vendre un excédent minime aux hommes qui reviennent des mines.

120. Au cours de l'année 1953-1954, l'Administration a alloué 10.000 livres et dépensé 5.194 livres, dans les régions occupées par les indigènes, pour l'irrigation, les parcelles expérimentales et les essais de culture du riz.

Cheptel

121. Le Comité prend acte des mesures que l'Administration a adoptées pour encourager l'amélioration des races animales et créer des laiteries dans les réserves indigènes. D'après les renseignements dont il dispose sur les réserves de Hereros, le Comité constate qu'en 1953 les ventes de bétail et le nombre d'animaux ont été en baisse par rapport à l'année précédente et que le régime lacté des indigènes dans ces réserves est qualifié d'abondant; leurs récoltes de maïs seraient si bonnes que, dans de vastes zones de trois réserves situées au

nord du pays (Waterberg, Epukiro, Otjituo), la quantité de maïs qu'ils ont besoin d'acheter pour compléter leur alimentation serait insignifiante ou nulle; leurs revenus en espèces provenant de la vente de crème ont atteint un chiffre élevé en 1950 et un maximum en 1951. Dans trois des réserves hereros, 1.636 personnes, soit environ 28 pour 100 de la population totale, sont propriétaires de bétail. Sur ce nombre, 692, soit 42,3 pour 100, possédant 15 têtes au plus de gros bétail, étaient classés parmi les indigènes pauvres; ceux qui possédaient jusqu'à 35 et 40 têtes de gros bétail étaient classés parmi les indigènes riches et 20 éleveurs possédaient jusqu'à 75 têtes de gros bétail; 2 éleveurs, qui en possédaient plus de 100, avaient été invités à se débarrasser de l'excédent.

122. Dans la réserve orientale de Waterberg, le revenu provenant de la vente de la crème s'est élevé en 1951 à 9.036 livres pour 25.466 vaches (dans deux autres réserves, le revenu était très inférieur et, dans deux réserves, les chiffres du revenu pour 1951 sont inconnus). Le Comité constate que ce chiffre représente un revenu en espèces de 7 shillings par vache, contre un rendement annuel net de 300 livres pour 100 vaches appartenant aux Européens dans des exploitations européennes, après déduction du coût de la main-d'œuvre indigène, de la terre, etc.

123. Le Comité note que, de 1946 à 1950, le cheptel appartenant aux indigènes sur l'ensemble du Territoire a diminué de plus de 100.000 têtes, alors que le cheptel appartenant aux Européens augmentait d'autant. Il constate également qu'en 1954 l'Administration a de nouveau réduit la quantité de gros bétail que les autochtones pouvaient posséder. Il croit comprendre que ces mesures ont pour objet d'empêcher une utilisation excessive des pâturages et d'encourager les autochtones à améliorer la qualité du cheptel. Le Comité note qu'aucune restriction analogue n'est imposée dans les régions agricoles plus étendues occupées par les Européens, où les pâturages sont utilisés au maximum et souvent de façon excessive. Il semble même que le gouvernement encourage l'utilisation excessive des pâturages dans les zones occupées par les Européens en consentant des avances pour l'achat de bétail aux éleveurs et même à ceux qui ne possèdent pas de terres propres et qui doivent faire paître leurs animaux sur les terres de la Couronne avec une autorisation provisoire. A ce sujet, le Comité relève qu'en 1952-1953 et 1953-1954, sans compter l'aide financière accordée aux éleveurs européens sous d'autres formes, le gouvernement a dépensé 154.290 livres pour accorder 320 avances de fonds à ces fermiers sans terre et les aider ainsi à acheter du bétail. Ces avances ont été faites par l'intermédiaire de la Banque foncière et agricole du Sud-Ouest Africain; cette institution publique a accepté de gérer les fonds, mais a refusé d'assumer toute autre responsabilité et a signalé, en 1954, qu'elle ne pouvait prévoir si elle réussirait à recouvrer ses avances, car les éleveurs "confient parfois le bétail à d'autres personnes et vont s'embaucher ailleurs" ⁵⁰. A titre de comparaison, le Comité fait observer que les sommes totales que le gouvernement a consacrées à des travaux de développement de toutes sortes dans les régions occupées par les indigènes au cours de ces dernières années ont à peine dépassé 100.000 livres.

124. Alors que le cheptel appartenant aux indigènes a diminué de 1946 à 1950, le Comité constate que le

⁴⁹ A/AC.73/L.7, chap. S, par. 304.

⁵⁰ A/AC.73/L.7, chap. S, par. 137.

nombre de caprins qu'ils possèdent a augmenté de plus de 100.000 au cours de cette période. Le Comité prend également note de la conclusion formulée par la Commission pour une politique agricole à long terme en 1948, selon laquelle une politique à longue échéance exige que l'on réduise peu à peu le nombre des chèvres, l'animal le plus destructeur qui vive sur les pâturages du Territoire. La Commission a recommandé que les habitants des réserves, après avoir reçu des indications et des conseils sur les méthodes d'élevage et de vente des fourrures, passent progressivement de l'élevage de la chèvre à celui du caracul. La Commission a recommandé, s'il était impossible de procéder ainsi, de développer la production de peaux de chevreaux qui permettrait de réduire le nombre des caprins dans les réserves sans que les paysans y perdent. Le Comité approuve ces recommandations et exprime l'espoir que l'Administration prend déjà des mesures pour leur donner effet.

Approvisionnement en eau

125. Le Comité rappelle que, dans le rapport qu'il a adressé à l'Assemblée générale à sa neuvième session, il a noté avec satisfaction que l'Administration s'occupait de construire des barrages et de creuser des trous de sonde dans les réserves indigènes. Tout en constatant que l'Administration a poursuivi ses efforts pour améliorer l'approvisionnement en eau dans les régions habitées par les autochtones, le Comité note que les sommes consacrées par le gouvernement au développement des régions indigènes en 1953-1954 ont augmenté par rapport aux années précédentes, mais qu'elles sont en réalité inférieures aux pertes que le gouvernement a subies quand, au cours de cette même année, il a fait creuser des trous de sonde dans des exploitations agricoles destinées aux Européens.

Situation des autochtones dans l'économie du Territoire

126. Le Comité prend acte de l'observation faite par la Commission pour une politique agricole à long terme, selon laquelle le faible pouvoir d'achat du secteur non européen de la population et l'effectif relativement peu élevé de la population européenne limitent la consommation locale des produits agricoles.

127. Le Comité prend note des recommandations suivantes, formulées par la Commission pour une politique agricole à long terme: les résidents des réserves indigènes devraient avoir les mêmes possibilités et la même protection, pour la production et l'écoulement des produits, que les cultivateurs qui n'habitent pas les réserves; ils devraient produire toute la nourriture dont ils ont besoin pour se nourrir, dans des conditions compatibles avec la conservation du sol, de la végétation et de l'eau; enfin, puisque plusieurs des réserves offrent plus de possibilités que n'en demande l'agriculture de subsistance, il faudrait aider les habitants à mettre la terre en valeur de manière qu'elle produise un excédent qui serait consommé dans le Territoire ou exporté.

128. Le Comité approuve ces recommandations. Mais il ne peut négliger la conclusion qui s'en dégage, à savoir que les quelques efforts que l'Administration a faits, jusqu'ici pour développer les régions habitées par les autochtones s'inspirent d'une politique qui a pour objet de remédier à la pénurie permanente de main-d'œuvre en contraignant les indigènes à travailler dans les mines et dans les exploitations agricoles européennes. Le Comité est d'avis qu'en suivant une politique différente pour le développement, agricole et autre, des régions habitées par les indigènes et pour celui du reste du Sud-Ouest Africain, l'Administra-

tion a contribué à retarder sensiblement le développement économique du Territoire.

Caisses de crédit indigènes et autres comptes spéciaux pour indigènes

129. Il existe des caisses de crédit indigènes créées au profit des indigènes qui vivent dans les réserves de la zone de police et dans le Kaokoveld, l'Ovamboland, le territoire indigène de l'Okavango et le Caprivi-Zipfel, ainsi que des comptes spéciaux indigènes dans les zones urbaines. Au cours des dernières années, les recettes et les dépenses des caisses de crédit indigènes ont généralement augmenté. Les dépenses se sont élevées à 51.976 livres en 1952-1953 et à 63.153 en 1953-1954, contre 30.668 livres en 1951-1952.

130. Tous les indigènes adultes du sexe masculin, habitant le Kaokoveld, l'Ovamboland, le territoire indigène de l'Okavango et le Caprivi-Zipfel, doivent payer une taxe annuelle aux caisses de crédit indigènes. La taxe perçue dans le Kaokoveld, à partir du 1er janvier 1954, est le premier impôt que les autochtones domiciliés dans cette zone aient à payer; elle a été établie en vertu d'une proclamation aux termes de laquelle le paiement d'une taxe annuelle peut être imposé aux indigènes adultes du sexe masculin d'une réserve si la majorité des intéressés se prononce en faveur de cette imposition. Les renseignements dont dispose le Comité ne lui permettent pas de savoir si d'autres réserves doivent également payer ces taxes en vertu de cette proclamation. Une autre taxe annuelle, pour laquelle il n'est pas nécessaire d'obtenir l'assentiment de la majorité des autochtones intéressés, peut être perçue dans les réserves indigènes afin de couvrir les frais qu'entraîne la clôture de ces réserves, au cas où les ressources de la caisse de crédit indigène seraient insuffisantes. Aux termes de proclamations concernant l'Ovamboland, le territoire indigène de l'Okavango et le Caprivi-Zipfel, l'assentiment de la majorité des autochtones intéressés n'est pas nécessaire pour percevoir des taxes annuelles dans ces régions. Dans l'Ovamboland et le territoire indigène de l'Okavango, le défaut de paiement de la taxe annuelle constitue, aux termes d'une proclamation de l'Administrateur, une violation de la loi tribale.

131. A partir du 1er octobre 1954, la taxe annuelle perçue dans le territoire indigène de l'Okavango et dans le Caprivi-Zipfel occidental a été portée de 5 shillings à 7 shillings 6 pence; les taxes imposées à toutes les tribus de l'Ovamboland ont subi une augmentation analogue qui est entrée en vigueur au 1er janvier 1955; à compter de la même date, la taxe perçue dans l'une des tribus de l'Ovamboland a été portée à 10 shillings.

132. D'après la loi de 1954 sur l'administration des affaires indigènes dans le Sud-Ouest Africain, les diverses caisses de crédit indigènes et les autres comptes spéciaux pour indigènes sont confiés à la Caisse de crédit indigène de l'Afrique du Sud. Les conditions dans lesquelles le transfert s'effectuera feront l'objet d'un accord entre l'Administrateur et le Ministre des affaires indigènes et les contributions versées à la Caisse seront utilisées exclusivement aux fins prévues par les lois du Sud-Ouest Africain qui en autorisent la perception. Le Ministre des affaires indigènes de l'Union peut créer des comptes distincts pour le produit de ces contributions.

133. Les dépenses totales de la Caisse pour les régions habitées par les autochtones, qui a été créée en 1947 dans le cadre du Fonds de développement et de réserve du Territoire et qui est constituée au moyen

des contributions provenant de la Trésorerie du Territoire, sont passées à 53.476 livres en 1953-1954, contre à peine plus de 40.000 livres au cours des deux années précédentes, alors que le maximum atteint jusqu'en 1948-1949 était de 18.689 livres.

134. Tout en approuvant l'augmentation des dépenses, le Comité constate avec une certaine inquiétude qu'aux termes de la loi de 1954 sur l'administration des affaires indigènes dans le Sud-Ouest Africain, la contribution annuelle totale de la Trésorerie du Territoire au développement des régions du Sud-Ouest Africain habitées par les autochtones a été fixée, pour les dix prochaines années, à un montant fixe de 50.000 livres seulement. Cette somme doit être inscrite dans un compte distinct de la Caisse de crédit indigène de l'Afrique du Sud et être utilisée exclusivement dans le Sud-Ouest Africain. Le Comité note également qu'en 1954 le Ministre des affaires indigènes de l'Union a déclaré, devant le Parlement de l'Union, qu'à en juger par les dépenses antérieures, cette somme de 50.000 livres est supérieure aux besoins actuels et aux sommes dépensées jusqu'ici, mais que, si le développement exige de nouvelles ressources, l'Union pourra s'adresser encore au Sud-Ouest Africain⁵¹.

K. — Mines

Législation et principes directeurs

135. Au cours de la période envisagée, le fait le plus important à signaler en matière de législation minière a été la promulgation d'une nouvelle loi intitulée "ordonnance de 1954 (No 26 de 1954) sur les mines, travaux de mines et minéraux", qui confirme à réserver à l'Administration les droits sur toutes les ressources minérales et qui l'habilite à réglementer l'exploitation de ces ressources. Le Comité considère que le contrôle de l'Administration semble souhaitable pour régler le rythme et les conditions d'extraction des minerais et pour assurer une exploitation rationnelle.

136. L'ordonnance de 1954 vise avant tout à remédier aux imperfections de la proclamation de 1940 (No 4 de 1940) qui regroupait et amendait les dispositions de la législation minière, et à donner satisfaction aux requêtes et aux plaintes des agriculteurs. Les principales innovations de cette ordonnance sont les suivantes :

a) Avant de commencer ses travaux, le prospecteur doit présenter son permis, pour le faire approuver, au propriétaire ou à l'occupant de l'exploitation agricole, qui peut demander la copie d'un schéma indiquant l'emplacement de la ou des concessions enregistrées au nom du prospecteur et qui peut aussi demander que le prospecteur lui montre gratuitement les repères de la concession.

b) Le titulaire d'un droit de prospection peut rechercher dans la concession (300 mètres sur 600) à la fois des métaux précieux et des minéraux de base, s'il prouve à l'inspecteur des mines qu'il a conclu avec le propriétaire de la terre un accord prévoyant une indemnisation satisfaisante ou que tout différend qui a pu s'élever entre eux a été réglé par voie d'arbitrage.

c) Le concessionnaire doit déposer au moins 50 livres (la proclamation de 1940 exigeait un minimum de 10 livres) pour remettre la surface en état et pour indemniser le propriétaire des dommages que les opérations de prospection peuvent causer à son terrain. Le prospecteur peut récupérer cette somme s'il remplit les obligations que la loi lui impose. En outre, le proprié-

taire foncier reçoit des redevances qui ont été portées de 1 à 3 shillings par concession et par mois et, dans les régions minières, de 1 à 2 shillings par hectare et par an. Le prospecteur, le concessionnaire ou le mineur verse aussi au propriétaire foncier 2 shillings par mois pour chacun des travailleurs et pour chacune des personnes à sa charge et des domestiques qui l'accompagnent.

d) Si, dans une zone donnée, il est impossible de poursuivre les cultures pendant les travaux d'extraction, la compagnie minière sera tenue d'acheter l'exploitation agricole, ou la partie de cette exploitation utile aux travaux, moyennant un prix fixé par voie d'arbitrage et proportionné à la valeur sentimentale que la terre peut avoir pour le fermier.

e) Les différends entre les propriétaires terriens et les prospecteurs, concessionnaires et mineurs seront réglés par un conseil composé du magistrat résident, qui présidera, et de deux fonctionnaires qualifiés de l'Administration.

f) Le concessionnaire devra payer, pour chaque concession, un droit de prospection de 4 shillings par mois; dans les régions minières le droit sera de 3 shillings par hectare ou portion d'hectare et par an. (Aux termes de la proclamation de 1940, les droits de prospection étaient de 5 shillings par mois pour les concessions de métaux précieux et de 2 shillings 6 pence par mois pour les minéraux de base; dans les régions minières, le droit de prospection était de 40 shillings par hectare et par an pour les métaux précieux et de 2 shillings 6 pence par hectare et par an pour les minéraux de base, avec un minimum de 40 shillings par an.)

137. Après avoir examiné les dispositions ci-dessus de l'ordonnance de 1954, le Comité est d'avis que la politique minière de l'Administration, telle qu'elle s'exprime dans cette ordonnance, devrait non seulement prévoir des garanties suffisantes pour les fermiers européens, mais tendre essentiellement à assurer le progrès économique et social des populations du Territoire, surtout des habitants non européens.

Production

138. En 1954, les industries extractives sont restées l'élément primordial de l'économie du Territoire. Les minéraux les plus importants sont les diamants, le plomb et le zinc, et tous sont contrôlés par des capitalistes étrangers au Territoire. Parmi les autres minéraux actuellement exploités qui intéressent tout particulièrement les prospecteurs et les mineurs, il faut mentionner le cuivre, la fluorine, le manganèse, les substances réfractaires et le tungstène. La Bethlehem Exploration and Mining Corporation a prospecté les gisements de fer et de manganèse, ce qui a permis de localiser, dans diverses régions du Territoire, des réserves considérables de fer, dont beaucoup sont d'origine sédimentaire. De 1953 à janvier 1955, quatre grandes compagnies au moins ont reçu des droits de prospection et d'extraction. L'expansion rapide des industries extractives est indiquée par la valeur totale de la production minière, qui a augmenté progressivement de 10.449.390 livres en 1950 à 21.928.717 livres en 1953 et a été de 9.850.259 livres pour le premier semestre de 1954. Pour les principaux minéraux, les quantités extraites pendant le premier semestre de 1954 représentent les valeurs suivantes : diamants, 6.456.941 livres; plomb, 2.851.587 livres; zinc, 191.241 livres; étain, 84.069 livres; manganèse, 82.012 livres. Le diamant, le plomb et le zinc arrivent manifestement

⁵¹ A/AC.73/L.7, question 2, par. 74.

en tête de la production et représentent à eux trois 96,5 pour 100 de la valeur totale des minerais extraits dans le Territoire. La majeure partie des minéraux extraits de janvier à juin 1954 a été produite par vingt compagnies, soit trois de moins qu'en 1953, mais cinq de plus qu'en 1950; cependant, certaines mines de minéraux de base sont exploitées par des colons européens. Les exploitations les plus productives demeurent les mines de diamants qui appartiennent à la Consolidated Diamond Mines of South West Africa, Limited. Les principaux producteurs de minéraux de base sont la South West Africa Company, Limited, et la Tsumeb Corporation, Limited. Le Comité constate que ces trois grandes entreprises minières, ainsi que plusieurs autres, dont la S.A. Minerals Corporation, Limited, seul producteur de manganèse, appartiennent à des capitalistes qui ne résident pas dans le Territoire.

IV. — SITUATION SOCIALE

A. — Logement des autochtones

139. Le *Windhoek Advertiser* a annoncé le 21 septembre 1954 que des plans étaient en cours d'élaboration pour l'édification d'un nouveau quartier autochtone à Windhoek et que le gouvernement avait accordé à la municipalité, à cette fin, un prêt de 750.000 livres; le projet visait la construction d'environ 2.500 logements qui seraient loués aux autochtones. Selon une information parue le 2 novembre 1954 dans le même journal, les pouvoirs publics apportaient des aménagements au quartier autochtone de Karasburg pour le moderniser et y avaient construit de 40 à 50 maisons d'habitation. Enfin, on apprenait à la même date et par la même voie qu'en prévision du transfert de l'administration des affaires indigènes, les autorités municipales avaient reçu pour instruction de délimiter à l'avenir les nouveaux quartiers indigènes conformément aux lois d'*apartheid* en vigueur dans l'Union et de maintenir un espace de 500 yards entre les quartiers de résidence non européens et les quartiers de résidence européens. Le Comité constate avec surprise et regret qu'on a apporté à la liberté de résidence, dans le Territoire sous mandat, des restrictions qu'il considère comme contraires à la Déclaration universelle des droits de l'homme et incompatibles avec le système des mandats.

B. — Ordonnance de 1953 sur les mariages mixtes

140. La proclamation de 1934 sur l'immoralité, dans son texte modifié, interdit "les relations sexuelles illicites" entre Européens et non-Européens et l'ordonnance de 1953 portant interdiction des mariages mixtes interdit les mariages entre Européens et non-Européens. Le Comité exprime à nouveau son regret de constater l'existence de cette législation raciale discriminatoire.

C. — Esclavage

141. En ce qui concerne l'esclavage, le Comité note que, le 29 décembre 1953, l'Union Sud-Africaine a signé sans réserve, en son nom comme en celui du Territoire du Sud-Ouest Africain, le Protocole amendant la Convention sur l'esclavage signée à Genève le 25 septembre 1926.

D. — Condition de la femme autochtone

142. Les autochtones qui vivent en dehors de la zone de police sont polygames. La plupart des tribus autochtones qui vivent dans la zone de police pratiquent également la polygamie, sauf dans les régions où

l'influence du christianisme a été forte. La loi reconnaît la polygamie, puisqu'elle protège les droits de propriété que la coutume indigène confère à la femme et aux enfants nés d'une union coutumière lorsque l'homme épouse une seconde femme.

E. — Liberté de déplacement et vagabondage

143. Le Comité constate que l'on continue d'apporter d'importantes restrictions à la liberté de déplacement de la population autochtone et non européenne du Territoire. Il note, en particulier, que l'Administrateur "peut fixer les limites des terres occupées par une tribu ou d'un quartier indigène et, le cas échéant, modifier lesdites limites, et peut également diviser les tribus en deux fractions ou davantage ou fusionner des tribus ou fractions de tribus en une seule tribu, ou encore créer une nouvelle tribu si, à son avis, une telle mesure est nécessaire ou dans l'intérêt de la bonne administration des populations autochtones"; le Comité note, en outre, que l'Administrateur peut "quand il le juge bon dans l'intérêt général, ordonner le transfert d'une tribu ou partie de tribu ou de tout autochtone d'un lieu dans un autre, à l'intérieur du Territoire sous mandat, dans les conditions et selon les modalités qu'il lui appartient de fixer".

144. A de rares exceptions près:

a) Aucun autochtone ne peut sortir de la zone de police⁵² ou pénétrer dans une réserve de chasse⁵² et aucun non-Européen ne peut pénétrer dans la zone de police sans permis;

b) En dehors de la zone de police, aucun autochtone, à l'exception de ceux qui résident dans ce district, ne peut pénétrer dans l'Ovamboland sans permis⁵²;

c) Aucune femme autochtone qui réside dans l'Ovamboland ou le territoire indigène de l'Okavango ne peut quitter la région sans permis;

d) Tout autochtone adulte du sexe masculin qui réside dans l'Ovamboland ou le territoire indigène de l'Okavango, le Caprivi-Zipfel ou le Kaokoveld doit être porteur d'un certificat attestant qu'il a payé la taxe annuelle ou qu'il en a été exonéré;

e) Tout autochtone qui réside en dehors de la zone de police doit, pendant la durée de son séjour dans la zone de police, être porteur d'un laissez-passer; une loi prescrit la tenue d'un registre où sont immatriculés tous les autochtones qui séjournent temporairement dans la zone de police. Les autochtones qui résident depuis plus de dix années dans la zone de police et qui ont été exemptés de l'immatriculation reçoivent des certificats d'exemption et sont considérés comme autochtones de la zone de police. Les autres autochtones ne peuvent résider dans la zone de police que s'ils sont en possession d'un contrat de travail, dont la durée ne peut dépasser dix-huit mois, mais qui peut être prolongée de six mois au maximum à condition qu'il n'y ait pas changement d'employeur; après ce délai, les autochtones sont tenus de retourner à leur domicile d'origine, à moins que l'Administrateur, d'accord avec les autorités tribales compétentes, ne les autorise à travailler pendant une période plus longue, dont il fixe la durée. Aux termes d'un amendement adopté en 1954, l'Administrateur peut, par avis publié dans la *Gazette*, modifier les délais de dix-huit mois et de six mois prévus par la loi.

f) Aucun non-Européen qui réside dans la zone de police ne peut acheter un billet de chemin de fer, voya-

⁵² Cette restriction s'applique aux personnes de toutes les races.

ger à l'intérieur de la zone ou en sortir sans un laissez-passer délivré à cet effet par son employeur européen ou par un des fonctionnaires énumérés par la loi; il ne peut pas non plus, sans un laissez-passer, sortir des limites du quartier, de la réserve, de la ferme ou du lieu où il réside ou travaille;

g) Aucune personne qui ne réside pas dans un quartier indigène, dans une réserve ou dans une autre zone réservée aux autochtones, ne peut y pénétrer, y résider ou y voyager sans être en possession d'un permis.

145. En ce qui concerne les autochtones des agglomérations urbaines:

a) L'Administration peut déclarer que, dans les agglomérations urbaines, les autochtones doivent résider dans des quartiers indigènes, des villages indigènes ou des foyers indigènes; en outre, les autochtones peuvent, depuis 1951, être tenus de transférer leur résidence dans un délai de trois jours, alors que ce délai était d'un mois avant 1951. Avant cette date, tout autochtone auquel son employeur fournissait un logement en dehors du quartier ou du foyer indigène n'était pas assujéti à ces dispositions, mais, depuis 1951, seules les catégories suivantes sont exonérées de leur application:

i) Les autochtones occupés à des travaux domestiques et à qui leurs employeurs fournissent un logement que les autorités locales considèrent comme convenable; ces autochtones doivent être en possession d'un certificat de leur employeur attestant qu'ils sont à son service,

ii) Les autochtones qui résident dans les zones délimitées ou approuvées par l'Administrateur avec l'assentiment des autorités urbaines et locales,

iii) Les autochtones exemptés par l'autorité locale; cette exemption peut, depuis 1951, être annulée par l'Administrateur;

b) Depuis 1951, nul ne peut, en dehors d'un quartier indigène, d'un village indigène ou d'un foyer indigène, diriger une école, une institution ou un lieu de divertissement destiné aux autochtones qui n'existaient pas déjà à cette époque; l'Administrateur peut obliger toute personne à fermer ces établissements s'ils sont situés à l'extérieur d'un quartier indigène, d'un village indigène ou d'un foyer indigène;

c) L'Administrateur peut déclarer qu'aucun autochtone, s'il n'est en possession d'un permis spécial, ne devra se trouver, pendant certaines heures déterminées de la nuit, dans un lieu public situé à l'intérieur d'une zone administrée par des autorités urbaines locales;

d) Depuis 1951, l'Administrateur peut, par avis publié dans la *Gazette*, déclarer qu'aucun autochtone ne peut pénétrer dans une agglomération urbaine pour y travailler ou résider que s'il remplit les conditions prescrites par l'Administrateur (voir par. 147); tout autochtone entré illégalement dans une agglomération urbaine peut être refoulé sur son domicile ou sur le lieu de sa dernière résidence;

e) Aucune femme autochtone ne peut pénétrer dans une agglomération urbaine qui si elle prouve qu'elle dispose d'un logement et que son mari ou, si elle n'est pas mariée, son père réside et travaille sans interruption dans cette agglomération depuis au moins deux ans;

f) L'Administrateur peut exiger que tout autochtone illégalement entré dans une zone déclarée agglomération urbaine quitte cette zone s'il n'a pu trouver un

emploi dans un délai de quatorze jours, à moins qu'il ne soit muni d'un certificat d'immatriculation l'autorisant à séjourner pendant plus longtemps et qu'il n'ait payé les droits d'immatriculation prescrits;

g) Depuis 1951, les Européens qui possèdent ou occupent des terres situées à 5 milles en deçà de la limite d'une agglomération urbaine ne peuvent autoriser des autochtones à résider ou à se réunir sur leurs terres.

146. Le Comité note, en particulier, que l'Administrateur, s'il considère que le nombre des autochtones qui résident dans une agglomération urbaine dépasse "les besoins normaux de main-d'œuvre" de cette agglomération, peut fixer le nombre de ceux qui devront la quitter, qu'ils y résident légalement ou illégalement. Tout autochtone qui possède une terre dans l'agglomération urbaine en question peut être refoulé et sa terre est, sur sa demande, achetée par l'autorité locale urbaine.

147. Le Comité note que les autorités ont adopté en 1954 et mis en application le 31 mars 1955 des dispositions restreignant davantage encore les conditions dans lesquelles les autochtones sont admis dans les agglomérations urbaines⁵³. Auparavant, l'interdiction visait seulement l'entrée de certaines agglomérations urbaines, dont le nom devrait être publié dans la *Gazette*; aux termes de la nouvelle législation, le séjour dans toute agglomération urbaine est automatiquement interdit aux autochtones autres que ceux qui y résident de façon permanente ou qui y sont nés, à moins qu'ils ne soient porteurs d'un permis délivré à titre individuel.

148. Le Comité note, en outre, que l'Administration a attendu que la loi de 1951 soit modifiée pour adopter des mesures renforçant les restrictions dans les agglomérations urbaines et que l'application de ces mesures a été différée jusqu'en 1953-1954, époque à laquelle l'Administration a consacré 1.158 livres (soit 158 livres de plus que prévu) pour refouler des agglomérations urbaines les éléments autochtones "en surnombre". Le Comité note que ce surcroît de dépenses est attribué au fait "que les deux fonctionnaires chargés à titre temporaire de contrôler les agglomérations urbaines ont obtenu des résultats plus satisfaisants qu'on ne l'escomptait à l'origine"⁵⁴.

149. Le vagabondage — est réputé vagabond tout individu qui erre sans moyens de subsistance licites apparents ou dont les moyens de subsistance licites apparents sont insuffisants — demeure un délit puni d'un emprisonnement de douze mois au maximum, auquel peuvent s'ajouter les travaux forcés, un régime alimentaire réduit et l'emprisonnement cellulaire ou l'une quelconque de ces peines seulement, pendant une partie de ce temps. Errer dans une exploitation agricole ou rôder près d'un bâtiment ou d'un lieu clôturé d'une exploitation agricole ou y pénétrer est un délit puni d'une forte amende, pouvant atteindre 100 livres. La loi dispose également que tout individu reconnu coupable pour la première fois de l'un ou l'autre des délits mentionnés ci-dessus peut, au lieu d'être condamné à l'une des peines indiquées ci-dessus, être contraint de travailler dans une entreprise de travaux publics ou dans une entreprise privée déterminée, pendant une certaine période, moyennant le salaire que le tribunal estime équitable et raisonnable.

150. Le Comité note qu'aux termes de la proclamation relative au vagabondage, un individu peut être

⁵³ Avis officiel No 64 de 1955, *Gazette* du Sud-Ouest Africain No 1891 en date du 31 mars 1955.

⁵⁴ Voir A/AC.73/L.7/Add.1, question 52, par. 21-22.

arrêté, avec ou sans mandat, par le juge de paix, la police, le propriétaire ou l'occupant de la propriété sur laquelle le délinquant est trouvé, ou par une personne quelconque agissant sur leur ordre. Le propriétaire d'une exploitation agricole peut perquisitionner sans mandat dans les bâtiments situés sur son exploitation.

151. Les occupants sans titre qui se trouvent sur des terres de la Couronne, en friche, sur des terres occupées par des établissements missionnaires ou dans un quartier indigène peuvent recevoir l'ordre d'évacuer ces lieux sans délai, s'ils ne peuvent prouver que l'on ne peut les astreindre à quitter lesdits lieux. S'ils n'exécutent pas l'ordre qui leur est donné, ils s'exposent aux peines qui sanctionnent le vagabondage.

152. Le Comité constate une fois de plus que les restrictions à la liberté de déplacement énumérées ci-dessus sont, de toute évidence, incompatibles avec les principes et les buts du système des mandats et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. On se rappellera que, dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale à sa neuvième session, le Comité a déclaré qu'il estimait ne pas avoir à s'attarder sur de telles restrictions. Cependant, du fait que le représentant de l'Union Sud-Africaine à la Quatrième Commission⁵⁵ a déclaré que l'Administration n'impose ces restrictions que sur la demande des populations autochtones elles-mêmes ou dans leur intérêt, le Comité se trouve dans l'obligation de déclarer qu'à son avis les restrictions apportées à la liberté de déplacement par les lois en vigueur dans le Territoire ne servent l'intérêt d'aucun des habitants du Territoire. Bien au contraire, le Comité a la ferme conviction que ces restrictions tendent à créer, du point de vue social comme du point de vue politique, une situation qui ne peut manquer d'avoir des effets défavorables pour l'ensemble des populations du Territoire. Le Comité insiste donc auprès de l'Administration pour qu'elle abolisse en droit et en fait toutes restrictions discriminatoires de cette nature.

F. — Travail

Conventions internationales du travail

153. Depuis 1949, le Gouvernement de l'Union n'a accepté aucune nouvelle convention internationale du travail au nom du Territoire du Sud-Ouest Africain. En 1949, il avait accepté d'appliquer au Sud-Ouest Africain les conventions suivantes :

a) La Convention No 19 concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail ;

b) La Convention No 45 concernant l'emploi des femmes aux travaux souterrains dans les mines de toutes catégories.

154. Le Comité note avec satisfaction que l'article 104 de l'ordonnance No 26 de 1954 se fonde sur le principe, énoncé par la Convention No 45 susmentionnée, qui interdit d'employer aux travaux souterrains, dans les mines, les garçons de moins de 16 ans et les femmes.

155. Le Comité note que le Gouvernement de l'Union a fait savoir à l'Organisation internationale du Travail qu'il ne pouvait accepter les recommandations de la Commission d'experts pour la politique sociale dans les territoires non métropolitains, visant l'abolition des sanctions pénales qui frappent les ouvriers

autochtones ou assimilés des territoires non autonomes s'ils rompent leur contrat de travail.

Disponibilités en main-d'œuvre

156. La Commission de la main-d'œuvre indigène du Sud-Ouest Africain (1945-1948), en analysant dans son rapport le problème des disponibilités en main-d'œuvre locale, a déclaré qu'il y avait pénurie de main-d'œuvre dans le Territoire et que ce dernier devrait recruter à l'extérieur 10.000 à 15.000 travailleurs autochtones pour faire face à ses besoins annuels en main-d'œuvre.

157. En 1954, l'Administrateur a déclaré à l'Assemblée législative que la "pénurie de main-d'œuvre, et surtout de main-d'œuvre indigène, demeurait un grave sujet de préoccupation" ; il a ajouté que, selon les dernières estimations, il était encore nécessaire de recruter parmi les Ovambos 400 travailleurs pour les mines, 500 travailleurs pour l'industrie et les villes, et 10.000 travailleurs pour l'agriculture.

158. A ce sujet, le Comité note que la Commission chargée d'élaborer la politique agricole à long terme (Long-Term Agricultural Policy Commission) a souligné en 1948 "qu'il importait de préserver avec soin les disponibilités en main-d'œuvre des territoires indigènes du nord et, à cet effet, d'adopter en temps utile des mesures visant à améliorer les conditions économiques et sociales des travailleurs, en assurant à ces mesures toute la publicité requise pour attirer la main-d'œuvre agricole"⁵⁶. Le Comité regrette que la Puissance mandataire ne semble accorder sa protection à la population autochtone que parce qu'elle voit en elle une source de main-d'œuvre et non parce qu'elle a pris l'engagement, aux termes de l'article 2 du mandat, d'accroître "par tous les moyens en son pouvoir le bien-être moral et matériel ainsi que le progrès social des habitants du Territoire".

Lois et règlements relatifs au travail

159. Le Comité note que les principaux textes qui régissent le travail dans le Territoire peuvent être groupés en cinq catégories, à savoir : la proclamation régissant les rapports du maître et du serviteur ; la proclamation relative à la surveillance et au traitement des autochtones dans les mines et la proclamation sur la main-d'œuvre indigène ; la proclamation relative aux travailleurs étrangers au Territoire et aux travailleurs originaires du nord du Territoire ; la proclamation relative aux travailleurs autochtones des agglomérations urbaines ; enfin, les autres règlements relatifs au travail.

160. Le Comité appelle de nouveau l'attention de l'Assemblée générale sur les dispositions de l'article 3 de la proclamation No 3 de 1917, modifiée, aux termes desquelles un fonctionnaire des affaires indigènes chargé de la surveillance des autochtones employés dans les mines ou les travaux publics peut juger un travailleur autochtone qui n'exécute pas le travail qu'il est tenu d'accomplir ou se rend inapte au travail en s'enivrant pendant les heures de travail ou refuse d'obéir aux ordres de son employeur ou enfreint un règlement établi par son employeur. Le Comité note également que la proclamation No 34 de 1920 régissant les rapports du maître et du serviteur, modifiée — qui est l'une des principales lois régissant l'emploi de la main-d'œuvre dans le Territoire du Sud-Ouest Africain — contient plusieurs dispositions qui sont défavorables pour le "serviteur" et le placent dans une situation d'inégalité devant les juges. Le Comité note enfin que

⁵⁵ Documents officiels de l'Assemblée générale, neuvième session, Quatrième Commission, 407ème séance, par. 45-51.

⁵⁶ Voir A/AC.73/L.7, question 54, par. 3.

ni les termes, ni l'esprit de la proclamation ne sont conformes aux législations du travail modernes.

161. La proclamation No 1 de 1944 sur le salaire minimum des autochtones (*Native Minimum Wage Proclamation*), qui fixe des salaires très bas pour les travailleurs autochtones, n'a pas encore été mise en vigueur. En 1949, l'Assemblée législative a recommandé d'augmenter le salaire minimum des travailleurs embauchés par contrat en dehors de la zone de police et proposé le barème suivant (l'alimentation et le logement devant également être assurés) : pour les travailleurs des mines, des travaux publics et du secteur industriel, 1 shilling par journée de travail durant la première année et 1 shilling 6 pence durant la seconde année, à condition qu'il n'y ait pas changement d'employeur; pour les ouvriers agricoles de la "catégorie B"⁵⁷, 1 livre par mois pour les ouvriers qualifiés et 18 shillings à 1 livre pour les ouvriers non qualifiés durant la première année, puis 2 shillings 6 pence de plus par mois durant la deuxième année de travail, à condition qu'il n'y ait pas changement d'employeur; pour les ouvriers agricoles de la "catégorie C"⁵⁷, 17 à 19 shillings par mois pour les travailleurs qualifiés et 15 à 17 shillings par mois pour les autres, et 2 shillings 6 pence de plus par mois si, à l'expiration de la première année de travail, ils restent au service du même employeur; pour les bergers, 25 shillings par mois durant la première année et 30 shillings par mois ensuite, à condition qu'il n'y ait pas changement d'employeur; pour les serviteurs, 20 shillings par mois durant la première année et 25 shillings par mois à l'issue de cette période, à condition qu'il n'y ait pas changement d'employeur. L'Assemblée législative n'a pas recommandé de barème fixe de salaire pour les autochtones locaux (c'est-à-dire ceux qui résident dans la zone de police)⁵⁸.

162. Le Comité recommande que l'on améliore les conditions de travail dans le Territoire et qu'on n'épargne aucun effort pour y faire prévaloir le principe essentiel que le travail n'est pas une marchandise. Il recommande instamment à la Puissance mandataire, en tant que première mesure, de mettre les textes qui réglementent le travail dans le Territoire en harmonie avec les normes fixées pour d'autres territoires non métropolitains par la législation ou la pratique locale ou les conventions internationales régissant des travaux analogues effectués dans des conditions semblables, ou tout au moins en harmonie avec les normes minimums que l'Organisation internationale du Travail a recommandées pour les territoires non métropolitains⁵⁹.

163. L'ordonnance de 1952 sur les fabriques, les machines et la construction (*Factories, Machinery and Building Work Ordinance, 1952*), qui a été mise en vigueur en 1953, contient des dispositions relatives à l'enregistrement et au contrôle des usines, aux heures et aux conditions de travail dans ces établissements, à la

réglementation de l'emploi des machines, aux mesures à prendre pour protéger de tout accident les personnes employées à des travaux de construction ou d'excavation, ainsi qu'à diverses autres questions. Le Comité est d'avis que la mise en œuvre de cette ordonnance ainsi que des règlements édictés en 1953 en vue de son application auront pour conséquences d'améliorer quelque peu les conditions de travail dans le Territoire.

164. Le Comité regrette, toutefois, de constater que les industriels ne sont pas tenus d'accorder aux travailleurs autochtones étrangers au Territoire ou venus du nord du Territoire le congé payé auquel leurs autres employés ont droit aux termes de l'ordonnance.

165. L'ordonnance No 35 de 1952 sur les salaires et l'arbitrage (*Wage and Industrial Conciliation Ordinance, 1952*) est entrée en vigueur le 1er août 1953; en 1954, l'Administrateur, conformément à cette ordonnance, a désigné trois personnes à qui il a confié le soin de faire une enquête sur l'industrie de la pêche dans le Sud-Ouest Africain, de rédiger un rapport et de lui présenter des recommandations.

166. Le 1er janvier 1954, la Society of South West Africa Farmer-Employers of Contracted Extra-Territorial and Northern Natives (Association des employeurs d'ouvriers agricoles autochtones étrangers au Territoire ou venus du nord du Territoire) a été instituée conformément aux dispositions de l'ordonnance No 48 de 1952.

167. Le Comité note avec regret que d'après le rapport présenté en 1950 par la Commission des routes (Roads Construction Commission), les conditions de travail et d'emploi dans la construction routière laissaient beaucoup à désirer dans le Territoire.

Organisations de recrutement de la main-d'œuvre

168. La South West Africa Native Labour Association (Proprietary), Limited (SWANLA) [Association des employeurs de main-d'œuvre indigène du Sud-Ouest Africain], qui est la seule organisation chargée de recruter dans le Sud-Ouest Africain des travailleurs pour la zone de police, a pris au cours de l'année le nom de "New South West Africa Native Labour Association (Proprietary), Limited" (Nuwe SWANLA); son capital autorisé est passé de 19.500 livres à 48.750 livres.

169. La nouvelle Society of South West Africa Farmer-Employers of Contracted Extra-Territorial and Northern Natives s'efforce notamment de se faire représenter au Conseil d'administration de la Nuwe SWANLA, conformément aux recommandations formulées par la Commission de la main-d'œuvre indigène dans son rapport pour 1945-1948. Le Comité regrette que l'on n'ait pas tenu compte du fait qu'il a recommandé que les organisations chargées du recrutement des travailleurs ne soient pas seulement composées de représentants des employeurs mais qu'une place y soit faite à des représentants de l'Administration, en tant que défenseur des intérêts des autochtones, et à des représentants qualifiés de la population autochtone elle-même.

170. Le Comité note que le Ministre des affaires indigènes a officiellement déclaré en 1954 au Parlement de l'Union, à propos du transfert de l'administration des affaires indigènes du Territoire du Sud-Ouest Africain à l'Union, que le Gouvernement de l'Union n'avait aucunement l'intention d'utiliser le Sud-Ouest Africain comme une source de main-d'œuvre autochtone pour les besoins de l'Union⁶⁰.

⁵⁷ Les travailleurs du Territoire semblent être rangés en trois catégories : ceux qui sont capables de travailler dans les mines ou peuvent être affectés aux travaux publics (catégorie A); ceux qui peuvent être employés à des travaux autres que le travail dans les mines et les travaux publics (catégorie B); enfin, ceux qui ne peuvent effectuer que certains travaux légers (catégorie C).

⁵⁸ Voir A/AC.73/L.3/Add.1, question 54, par. 105.

⁵⁹ Conventions internationales du travail adoptées en 1947 par la Conférence internationale du Travail à sa trentième session et concernant : la politique sociale (No 82, modifiée en 1948), les normes du travail (No 83), le droit d'association (No 84), l'inspection du travail (No 85) et les contrats de travail des travailleurs indigènes (No 86), dans les territoires non métropolitains.

⁶⁰ Voir A/AC.73/L.7, question No 2, par. 55 et 57.

Travail obligatoire

171. Le Comité note de nouveau qu'aux termes de l'article 27 bis du règlement relatif aux réserves autochtones, un surveillant peut obliger un indigène d'une réserve qui n'a pas de moyens d'existence ou qui mène une vie oisive à travailler à des travaux publics essentiels, et qu'aux termes de la proclamation de 1920 relative au vagabondage, une personne condamnée pour la première fois pour un délit puni par ladite proclamation peut, au lieu d'être condamnée à la peine prescrite, être obligée de travailler à des travaux publics ou chez un particulier déterminé. Le Comité note également qu'aux termes de la proclamation régissant les rapports du maître et du serviteur, un serviteur doit reprendre ses services chez son maître après sa libération de prison, à moins que son contrat ne soit résilié, et un serviteur qui s'abstient ou refuse de commencer le service précisé par un contrat, ou abandonne son service, se rend coupable d'un délit.

Organisations syndicales

172. Les règlements édictés en application de l'ordonnance de 1952 sur les salaires et l'arbitrage (*Wages and Industrial Conciliation Ordinance, 1952*) exigent, notamment, l'immatriculation des syndicats ouvriers et patronaux et contiennent des dispositions régissant le fonctionnement de ces organisations, ainsi que le règlement des différends entre employeurs et employés. A ce sujet le Comité note qu'il n'a aucun renseignement de source officielle concernant la création d'organisations syndicales depuis que l'Administrateur a déclaré en mars 1952 qu'il n'existait, à sa connaissance, aucune organisation syndicale ouvrière dans le Sud-Ouest Africain.

173. Le Comité note que, selon des informations de presse⁶¹, environ 2.000 travailleurs employés dans les mines de Tsumeb se sont mis en grève en octobre 1954 à la suite d'une descente de police dans un débit de boissons et d'arrestations qui provoquèrent une bagarre au cours de laquelle un Ovambo a été tué et trois autres blessés.

G. — Santé publique

174. Le Comité note avec satisfaction que les services médicaux ont continué à se développer dans le Territoire et que les dépenses que le gouvernement a consacrées à la santé publique ont plus que triplé entre l'exercice 1946-1947 et l'exercice 1953-1954. En particulier, le Comité note que deux nouveaux hôpitaux subventionnés par l'Etat ont été créés à Omaruru et à Okahandja, que des dispositions sont prises pour construire des établissements du même ordre à Béthanie et à Gobabis, que les services ont été améliorés et étendus dans les hôpitaux publics et que le gouvernement se propose de faire construire de nouveaux hôpitaux. Le Comité constate cependant que les services hospitaliers, bien qu'ils aient été développés, ne suffisent pas encore à répondre aux besoins du Territoire, que la Commission de la santé publique du Sud-Ouest Africain a décrits dans ses recommandations de 1946, notamment en ce qui concerne le traitement des tuberculeux non européens et qu'un certain nombre de projets de construction importants qui paraissent avoir été élaborés n'ont pas encore été mis à exécution. Le Comité constate également que la plupart des nouveaux services se trouvent à l'intérieur de la zone de police alors qu'il est

de la plus haute importance de développer les services médicaux dans les régions situées à l'extérieur de cette zone, non seulement par souci d'équité à l'égard des habitants de ces régions, mais aussi afin de préserver la santé publique dans l'ensemble du Territoire.

Salubrité et prophylaxie

175. Le Comité se félicite de l'application au Territoire du règlement sanitaire international que l'Assemblée mondiale de la santé a adopté en mai 1951. Il note également que, conformément à l'ordonnance municipale de 1949, une réglementation de la santé publique a été adoptée dans la municipalité de Mariental.

H. — Migrations

176. Entre 1948 et 1952, il y a eu un mouvement migratoire régulier vers le Sud-Ouest Africain et en provenance de ce territoire; au cours de ces années, 2.147 personnes (dont 1.467 immigrants) sont entrées dans le Territoire et 1.052 personnes (dont 59 émigrants) en sont sorties. D'après des renseignements officiels, le nombre des départs et des arrivées entre 1950 et 1952 a été deux fois plus important qu'au cours des deux années précédentes. Depuis 1948, le nombre de personnes entrées dans le Territoire s'est élevé à 110 en 1948, 161 en 1949, 411 en 1950, 572 en 1951 et 893 en 1952; le nombre des sorties a été de 57 en 1948, 21 en 1949, 172 en 1950, 331 en 1951 et 471 en 1952. Ces derniers chiffres ne concernent que les migrants européens voyageant par mer. On ne rassemble pas de renseignements en ce qui concerne les personnes qui circulent entre l'Union Sud-Africaine et le Sud-Ouest Africain.

177. La loi No 43 de 1953, amendant le règlement relatif à l'immigration (*Immigrants Regulation Amendment Act, 1953*), est entrée en vigueur le 1er janvier 1955. Cette loi rend applicable au Territoire le *Union Immigrants Regulation Act of 1913*, qui, sous sa forme modifiée, dispose notamment que le Service de l'immigration de l'Union réglemente l'entrée des immigrants, que certaines personnes auxquelles l'immigration est interdite (*prohibited immigrants*) peuvent ne pas être autorisées à pénétrer dans l'Union (y compris le Sud-Ouest Africain) ou en être expulsées, et qu'après le 10 février 1956 les femmes et les enfants de personnes domiciliées dans l'Union ne pourront plus y être admis sans autorisation du Ministre de l'intérieur. Cette loi est appliquée de telle façon que, d'une manière générale, ce sont les Asiatiques et non les Européens qui se voient interdire l'entrée des Territoires de l'Union et du Sud-Ouest Africain pour des raisons économiques ou autres.

178. En vertu de la *Union Proclamation* (proclamation relative à l'Union) No 267 de 1954, l'Administrateur du Sud-Ouest Africain peut expulser du Territoire, comme indésirable, toute personne née dans l'Union Sud-Africaine qui aura fait l'objet d'une condamnation pour s'être rendue coupable de certaines infractions déterminées.

V. — ENSEIGNEMENT

Politique et administration de l'enseignement

179. Aux termes de l'*Education Proclamation* (proclamation relative à l'enseignement) de 1926 et des amendements dont elle a fait l'objet jusqu'en 1953, le contrôle général, la surveillance et la direction de l'enseignement sont confiés à l'Administrateur assisté d'un conseil consultatif de l'enseignement composé de sept

⁶¹ *The Star* [Johannesburg (Union Sud-Africaine)], 18 octobre 1954; *Cape Times* [Le Cap (Union Sud-Africaine)], 19 octobre 1954.

membres dont aucun n'est un non-Européen. L'Administrateur peut accorder des subventions, ou les retirer, à toute école établie, subventionnée ou agréée, selon que cette école est ou n'est pas dirigée de manière satisfaisante et efficace, qu'elle répond ou ne répond plus aux fins pour lesquelles elle a été créée, qu'elle continue d'être ou n'est plus nécessaire. Le Service de l'enseignement, dont le directeur est responsable envers l'Administrateur, exerce un contrôle sur la création, l'entretien et la direction des établissements scolaires.

180. Il existe dans le Territoire des écoles distinctes pour : a) les autochtones ; b) les personnes de couleur ; c) les Européens.

181. Pour les enfants européens, l'enseignement est obligatoire de 7 ans à 15 ans révolus ou jusqu'à la fin de la classe VI (huitième année scolaire). La dispersion de la population pose un certain nombre de problèmes d'organisation scolaire ; un système d'internats a été créé pour assurer l'application de l'obligation scolaire.

182. Pour les enfants autochtones et de couleur, l'enseignement obligatoire n'a pas encore été institué. Les écoles destinées aux enfants non européens se divisent en trois catégories, à savoir les écoles de mission⁶², les écoles de mission agréées et les écoles publiques. L'enseignement primaire donné dans les écoles appartenant aux deux dernières catégories est gratuit dans la mesure où l'Administration paie les traitements des maîtres, fournit l'équipement et le matériel scolaires et distribue gratuitement ou à prix réduit des livres et des cahiers aux écoliers nécessiteux. Les écoles publiques sont contrôlées et dirigées par le Directeur de l'enseignement et les écoles de mission agréées par les autorités ecclésiastiques ou missionnaires. Les programmes et la langue d'enseignement utilisés dans les écoles des différentes catégories ne font l'objet d'aucune disposition particulière.

Dépenses relatives à l'enseignement

183. Le Comité a déjà eu l'occasion de dire qu'il était très préoccupé de constater l'écart existant entre les dépenses consacrées à l'instruction des enfants européens et celles consacrées à l'instruction des enfants autochtones ou de couleur, au cours de la période allant de 1946-1947 à 1952-1953. Cet écart a subsisté au cours de l'exercice 1953-1954, où les dépenses publiques relatives à l'enseignement se sont élevées à 896.972 livres sterling contre 803.853 livres sterling en 1952-1953. Pendant l'exercice 1953-1954, environ 607.400 livres sterling⁶³, soit près de 67 pour 100 du montant total

des dépenses relatives à l'enseignement, ont été dépensées pour l'instruction des élèves européens et l'entretien des internats pour élèves européens, et environ 159.862 livres sterling⁶⁴, soit près de 17 pour 100 du montant total des dépenses relatives à l'enseignement, pour l'instruction des enfants de couleur ou autochtones⁶⁵. Le Comité relève la même tendance dans les chiffres officiels les plus récents sur les dépenses moyennes par élève et par an. Ces chiffres montrent que le coût moyen de l'enseignement par élève a été, pour les quatre années allant de l'exercice 1948-1949 à l'exercice 1951-1952, de : 28 livres , pence, 30 livres 17 shillings 6 pence, 31 livres 5 shillings 1 penny et 32 livres 8 shillings 11 pence dans les écoles pour Européens (non compris les internats) ; 13 livres 1 penny, 16 livres 1 shilling 11 pence, 16 livres 12 shillings 11 pence et 18 livres 16 shillings 6 pence dans les écoles pour élèves de couleur de la zone de police ; 7 livres 19 shillings 1 penny, 8 livres 6 shillings, 8 livres 8 shillings et 9 livres 17 shillings 1 penny dans les écoles pour élèves autochtones à l'intérieur de la zone de police ; et 13 shillings 8 pence, 14 shillings 8 pence, 14 shillings 9 pence et 14 shillings 8 pence dans les écoles pour élèves autochtones à l'extérieur de la zone de police.

Etablissements d'enseignement et effectifs scolaires

a) Généralités

184. L'instruction des élèves européens, dont la plupart ne font dans le Territoire que leurs études primaires⁶⁶, se fait surtout dans des écoles publiques, mais, il existe aussi pour eux un certain nombre d'écoles privées. L'instruction des élèves de couleur et autochtones est en majeure partie sous la surveillance des missions, qui reçoivent à ce titre des subventions. La grande majorité des écoles pour élèves non européens sont des écoles primaires ; toutefois il existe une école secondaire publique pour élèves de couleur. A l'exception des écoles normales d'instituteurs, il n'existe pas d'écoles professionnelles dans le Territoire.

b) Ecoles pour élèves de couleur

185. L'instruction des élèves de couleur a marqué un certain progrès au cours des années 1949 à 1953. Le nombre d'élèves inscrits dans les écoles pour enfants de couleur à l'intérieur de la zone de police est passé

⁶⁴ Ce chiffre comprend un montant d'environ 59.000 livres affecté à l'instruction des élèves de couleur et un montant d'environ 100.000 livres affecté à l'instruction des élèves autochtones, représentant les traitements des instituteurs, les indemnités et frais de voyage, l'ameublement et l'équipement, les livres, les fournitures et le matériel scolaire, l'équipement et le matériel destiné à l'enseignement des métiers manuels, les transports ferroviaires et le camionnage, les services sanitaires, les bourses d'entretien, les bourses d'études, les réductions sur le prix des livres, les contributions aux fonds scolaires, l'agrandissement des établissements d'enseignement, l'entretien des écoles de formation professionnelle, les indemnités de voyage, les subventions pour l'acquisition de matériaux et la construction d'écoles, les améliorations apportées aux terrains scolaires, les cours pour adultes autochtones, les subventions aux écoles de formation professionnelle des missions, les prêts aux écoles des missions, les avis au public, les frais d'impression, etc.

⁶⁵ Le reste des dépenses relatives à l'enseignement, soit environ 23 pour 100 du total, comprend notamment les dépenses au titre du personnel non enseignant du service de l'enseignement et pour l'achat de livres scolaires et de cahiers revendus aux élèves, ainsi que les subventions aux écoles privées.

⁶⁶ En 1946, 5 pour 100 seulement des enfants européens fréquentaient les classes secondaires du Territoire. Le Comité ne dispose pas de chiffres sur ce qu'ont été les effectifs des classes secondaires destinées aux élèves européens depuis 1946, ni sur le nombre des écoles secondaires pour élèves européens existant dans le Territoire, ni sur le nombre de jeunes Européens du Territoire inscrits dans des écoles secondaires de l'Union Sud-Africaine.

⁶² Le niveau de ces écoles est en général médiocre.

⁶³ Ce chiffre comprend :

1) Un montant d'environ 31.000 livres sterling affecté aux objets suivants : ameublement et équipement des écoles, livres, fournitures et matériel scolaire, transports ferroviaires et camionnage, réduction sur les livres, transport des écoliers, salaires du personnel de nettoyage des écoles et des équipes sanitaires, matériel de nettoyage, cartes murales du Sud-Ouest Africain, menues réparations, améliorations apportées aux terrains scolaires, avis au public, frais d'impression, etc.

2) Un montant d'environ 284.000 livres sterling dépensé pour les internats, y compris les approvisionnements et services, les traitements, salaires et indemnités, les frais de voyage, le matériel, les transports ferroviaires et le camionnage, les réparations, les subventions aux internats privés, etc.

3) Un montant d'environ 292.400 livres sterling dépensé au titre des traitements, salaires et indemnités du personnel enseignant (calculé par déduction du montant des traitements, salaires et indemnités du personnel non enseignant du Service de l'enseignement, du montant total des dépenses inscrites au poste "Traitements, salaires et indemnités").

de 2.730 en 1952 à 2.853 en 1953, contre 2.336 en 1949. Il y avait, en 1952, 30 écoles pour enfants de couleur, dont 2 dépendant du Service de l'enseignement, et 28 des missions religieuses, contre 28 en tout en 1949. (On ne dispose pas de chiffres relatifs à 1953.) D'après le recensement de 1951 (chiffres provisoires), environ un sixième des habitants de couleur étaient inscrits dans des écoles à cette date, proportion qui, au jugement de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, signifie que les moyens offerts pour l'enseignement primaire étaient à peu près suffisants ⁶⁷.

c) Ecoles pour élèves autochtones

186. Le nombre d'enfants autochtones inscrits dans les écoles, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la zone de police, qui était en augmentation constante de 1949 à 1952, a subi une légère diminution en 1953. A l'intérieur de la zone de police, le nombre d'élèves inscrits a été de 7.084 en 1953 contre 7.296 en 1952, 7.114 en 1951, 6.633 en 1950 et 6.231 en 1949. En dehors de la zone de police, le nombre des élèves inscrits au cours de la période allant de 1949 à 1953 a été de 14.751 en 1949, 16.026 en 1950, 17.413 en 1951, 19.945 en 1952 et 18.855 en 1953. Le Comité exprime l'espoir que cette régression ne sera que temporaire et que l'on s'efforcera le plus tôt possible de porter remède à la situation.

187. Dans la zone de police, il y avait, en 1952, 84 écoles pour enfants autochtones, soit 5 de plus qu'en 1949. On ne sait quel a été le nombre des écoles pour enfants autochtones en 1953. Six des écoles existant en 1952 étaient des établissements d'enseignement public, et 2 des écoles normales d'instituteurs: l'école normale publique d'Okahandja et l'école normale de la mission catholique romaine de Doebrä; toutes les autres étaient des écoles de mission; les écoles créées depuis 1949 étaient des écoles de mission. D'après le recensement de 1951 (chiffres provisoires), environ un vingtième des habitants autochtones étaient inscrits dans ces écoles au cours de la période allant de 1949 à 1953 ⁶⁸. C'est pourquoi le Comité est d'avis que les établissements d'enseignement destinés aux élèves autochtones sont loin de suffire aux besoins de la population et que les deux écoles normales d'instituteurs, qui avaient un effectif de 131 élèves en 1949, sont incapables apparemment de fournir le personnel nécessaire pour un accroissement sensible du nombre des écoles. Le Comité a pris note du fait que presque tous les élèves autochtones étaient inscrits dans des établissements primaires, mais estime qu'en raison des déchets, il ne peut guère y avoir de progrès vers la suppression de l'analphabétisme. Il fait sienne dans cet ordre d'idées l'observation de l'UNESCO selon laquelle la solution des principaux problèmes qui se posent dans la zone de police consisterait à fournir des crédits supplémentaires et à créer les nouvelles écoles normales qui sont nécessaires pour un développement de l'instruction parmi les autochtones.

⁶⁷ Il est difficile de déterminer le rapport entre le nombre d'élèves inscrits dans les écoles et celui de la population d'âge scolaire, car les données du recensement n'ont pas toujours réparti en une catégorie distincte les habitants appartenant à la population de couleur.

⁶⁸ Comme dans le cas de la population de couleur, il est difficile d'obtenir des chiffres précis; toutefois, pour établir une comparaison avec les effectifs scolaires, on peut considérer que la population autochtone était, au cours de la période en question, d'environ 140.000 habitants dans la zone de police et de 200.000 habitants à l'extérieur de cette zone.

188. En dehors de la zone de police, il y avait, en 1952, 154 écoles de mission dont 14 étaient des établissements subventionnés, 104 des externats, 11 des écoles situées dans les postes de mission et 25 des écoles de brousse, contre 162 écoles en tout en 1950. Sur ces 154 écoles de mission, 118 se trouvaient dans l'Ovam-boland (6 de moins qu'en 1950) et 36 dans le territoire indigène de l'Okavango (une de moins qu'en 1950). Comme en 1950, il n'y avait pas d'école dans la réserve indigène du Kaokoveld. Le Comité a constaté que l'effectif scolaire représentait en 1953 près du onzième du chiffre très approximatif de la population totale, soit une proportion plus forte que dans la zone de police, mais croit devoir rappeler que, comme la Commission d'enquête de 1950 l'a indiqué dans son rapport, le niveau de l'enseignement était peu élevé dans les externats, les écoles des postes de mission et les écoles de brousse, où il n'y avait pas d'enseignement dépassant la classe III (cinquième année scolaire), et que l'inspection des maîtres était insuffisante. Etant donné cette situation, le Comité pense qu'il est du devoir de l'Administration de prendre toutes les mesures possibles pour créer de nouvelles écoles, notamment dans le Kaokoveld où il n'existe pas d'établissements privés à l'heure actuelle, et d'améliorer le niveau de l'enseignement en augmentant le nombre des inspecteurs et en augmentant l'aide apportée aux écoles de mission qui satisfont aux normes reconnues.

Enseignement supérieur

189. Il n'existe actuellement aucun établissement d'enseignement supérieur dans le Territoire, sous réserve des cas indiqués au paragraphe 184 ci-dessus. Un certain nombre d'étudiants du Sud-Ouest Africain ont fait des études supérieures dans l'Union Sud-Africaine. La Territorial Roads Construction Commission (Commission de la construction des routes territoriales) de 1949-1950 a constaté que le Territoire souffrait d'une grande pénurie de techniciens. Elle a recommandé à l'Administration d'encourager les jeunes gens à s'orienter vers les carrières du génie civil, de faire savoir qu'elle offre des bourses aux étudiants qui s'y destinent et de signaler à l'attention des universités le bel avenir qui attend les ingénieurs du génie civil dans le Sud-Ouest Africain et de leur faire connaître le barème des traitements d'ingénieur. Au cours de l'année 1951-1952, le Comité exécutif a décidé d'octroyer une aide en argent aux étudiants nécessiteux se rendant en Union Sud-Africaine pour y faire des études professionnelles. Les montants dépensés à ce titre entre 1951-1952 et 1953-1954 ont été les suivants (le nombre des bénéficiaires étant indiqué entre parenthèses): 403 livres (18), 841 livres 4 shillings (30) et 1.207 livres (36). En 1953, 261 jeunes Européens du Territoire faisaient des études dans les universités de l'Union Sud-Africaine. On ne dispose pas de renseignements sur le nombre d'étudiants non européens du Sud-Ouest Africain poursuivant des études dans ces universités.

Personnel enseignant

a) Nombre d'instituteurs autochtones

190. Le nombre des instituteurs autochtones employés à l'intérieur de la zone de police s'élevait à 195 en 1949, 206 en 1950, 235 en 1951, 241 en 1952 et 239 en 1953. En dehors de la zone de police et pour la même période, le nombre des instituteurs autochtones était de 390 en 1949, 422 (dont 157 instituteurs non diplômés ou sans formation) en 1950, 434 en 1951, 464 en 1952 et 489 en 1953.

b) *Barème des traitements des instituteurs enseignant dans les écoles pour enfants autochtones*

191 Un fait important survenu dans le domaine de l'enseignements indigène depuis 1953 est que les traitements de la plupart des instituteurs, tant autochtones qu'Européens, enseignant dans les écoles primaires publiques ou les écoles primaires de mission agréées, destinées aux élèves autochtones, ont été augmentés et que les subventions accordées pour la rémunération des maîtres autochtones enseignant dans la zone extérieure à la zone de police ont été doublées.

192. Le barème des traitements des instituteurs enseignant dans les écoles primaires de mission agréées pour élèves autochtones, autres que les maîtres titulaires de postes spéciaux, a été modifié avec effet du 1er avril 1953. Le barème des traitements des instituteurs européens diplômés enseignant dans les écoles primaires publiques pour élèves autochtones ou dans des postes spécialement créés dans des écoles primaires de mission agréées pour élèves autochtones avait été révisé avec effet du 1er avril 1952. Selon le nouveau barème, les instituteurs adjoints autochtones sont répartis en huit catégories et les instituteurs adjoints européens en six catégories, selon leurs titres. Les traitements des maîtres européens et autochtones enseignant dans les écoles pour autochtones à l'intérieur de la zone de police sont les suivants, les anciens traitements étant indiqués entre parenthèses :

a) Instituteurs européens (titres non précisés) enseignant dans les écoles primaires de mission agréées. — Hommes : (sans changement) traitement minimum de 200 livres ; augmentation annuelle de 20 livres jusqu'à un maximum de 360 livres. Femmes : (sans changement), traitement minimum de 160 livres ; augmentation annuelle de 15 livres jusqu'à un maximum de 280 livres.

b) Instituteurs européens de la catégorie inférieure (ayant fait une année d'études après avoir atteint le niveau de la *matriculation*) enseignant dans les écoles primaires publiques. — Hommes : minimum de 325 livres (300 livres) ; augmentation annuelle de 25 livres (25 livres) par an jusqu'à un maximum de 750 livres (575 livres). Femmes : minimum de 280 livres (270 livres) ; augmentation annuelle de 20 livres (20 livres) par an jusqu'à un maximum de 600 livres (450 livres).

c) Instituteurs européens de la catégorie la plus élevée (ayant fait six années d'études après avoir atteint le niveau de la *matriculation*) enseignant dans les écoles primaires publiques (cette catégorie n'existait pas dans l'ancien barème). — Hommes : minimum de 575 livres ; augmentation annuelle de 25 livres jusqu'à un maximum de 950 livres. Femmes : minimum de 480 livres ; augmentation annuelle de 20 livres jusqu'à un maximum de 760 livres.

d) Instituteurs autochtones de la catégorie inférieure (n'ayant pas fait d'études jusqu'à la classe VI) enseignant dans les écoles primaires de mission. — Hommes : minimum de 72 livres (60 livres) ; augmentation annuelle de 8 livres (4 livres jusqu'à un maximum de 114 livres) (84 livres). Femmes : minimum de 72 livres (60 livres) ; augmentation annuelle de 8 livres (4 livres) jusqu'à un maximum de 114 livres (84 livres).

e) Instituteurs autochtones de la catégorie la plus élevée (ayant fait six années d'études après la classe VI) enseignant dans les écoles primaires de mission agréées. — Hommes : minimum de 155 livres (144 livres) ; augmentation annuelle de 15 livres (10 livres)

jusqu'à un maximum de 230 livres (214 livres). Femmes : minimum de 138 livres (132 livres) ; augmentation annuelle de 12 livres (8 livres) jusqu'à un maximum de 198 livres (196 livres).

193. Le Comité est très préoccupé de constater que dans le barème révisé des traitements il continue d'y avoir un écart entre les traitements des maîtres autochtones et ceux des maîtres européens chargés des mêmes fonctions dans les écoles pour enfants autochtones à l'intérieur de la zone de police. Le Comité constate en outre qu'il existe encore une différence entre les traitements des instituteurs et ceux des institutrices, sauf dans le cas des maîtres autochtones de la catégorie la moins élevée, et que les maîtres continuent d'être traités différemment, selon qu'ils sont autochtones ou européens, en ce qui concerne les autres prestations auxquelles ils ont droit (remboursement des frais de voyage, par exemple).

194. La situation est analogue dans le cas des maîtres enseignant en dehors de la zone de police, qui semblent être moins favorisés, du point de vue de la rémunération, que les maîtres enseignant à l'intérieur de cette zone. Les maîtres autochtones enseignant à l'extérieur de la zone de police reçoivent une indemnité moyenne plutôt qu'un traitement. Cette indemnité, qui s'élevait à 24 livres par an entre les années 1949 et 1953, a été doublée à partir du 1er juillet 1953, mais, selon le rapport de la Commission d'enquête de 1950, les indemnités versées aux maîtres européens enseignant dans la plupart des écoles de mission s'élevaient à 120 livres par an.

Situation générale de l'enseignement

195. Après avoir examiné la situation actuelle de l'enseignement ainsi que la politique de l'Administration dans ce domaine, le Comité tient à attirer tout particulièrement l'attention sur le fait que la discrimination raciale continue d'être pratiquée dans le Territoire, qu'il s'agisse des dépenses relatives à l'enseignement, des établissements scolaires destinés aux différentes collectivités ou des traitements et indemnités des instituteurs ; le Comité estime que la continuation de cette pratique est préjudiciable au progrès des habitants autochtones dans le domaine de l'enseignement.

196. Constatant que la population autochtone a besoin d'établissements scolaires plus nombreux et meilleurs et notant les efforts que l'Administration déploie dans ce domaine, le Comité suggère que l'Administration s'attache à affecter des crédits plus importants à l'instruction des autochtones, adopte des mesures plus énergiques pour développer et améliorer les établissements d'enseignement primaire et secondaire existants ainsi que la formation de maîtres africains, étudie sérieusement la possibilité de créer des écoles dans le Kaoko-veld proprement dit, aide les étudiants autochtones qualifiés à profiter des bourses de perfectionnement et d'études offertes par des pays étrangers ou par l'Administration, afin de leur permettre de faire des études secondaires, techniques et supérieures, et intensifie ses efforts pour développer l'enseignement des adultes.

197. D'une manière générale, le Comité se voit obligé de conclure que la situation de l'enseignement laisse à désirer, en particulier si l'on considère qu'il faut viser à préparer graduellement les autochtones à assumer des responsabilités accrues en matière de gouvernement, encourager leurs progrès dans les domaines des arts et métiers et des professions libérales et faire progresser le Territoire dans tous les domaines.

198. Le Comité déclare à nouveau qu'après trente-six ans d'administration sous le régime des mandats, les autochtones ne participent pas encore au progrès politique du Territoire, qu'ils ne participent à son progrès économique qu'en qualité de manœuvres, et que les services sociaux et les moyens d'instruction organisés à leur intention sont loin d'être satisfaisants. La discrimination raciale se pratique dans tout le Territoire. Ayant examiné la situation dans le Territoire, au cours de deux années consécutives, le Comité n'a relevé aucune amélioration notable dans le bien-être moral et matériel des habitants autochtones. Il est manifeste que l'Administration déploie ses plus grands efforts presque exclusivement pour le bien-être des habitants européens du Territoire, souvent au détriment de la population autochtone.

199. Le Comité n'en a pas moins pris note des efforts déployés pour étudier les problèmes du Territoire, et dont témoignent par exemple les rapports de la Native Labourer's Commission (Commission des ouvriers agricoles autochtones) [1945-1948], de la Long-Term Agricultural Policy Commission (Commission de la politique agricole à long terme) [1948], de la Commission of Enquiry into a Long-Term Marketing Scheme for Meat at Walvis Bay (1952) [Commission d'enquête sur un plan à long terme d'organisation du marché de la viande à Walvis Bay] (1952) et de la Roads Construction Commission (Commission de la construction des routes) [1950]⁶⁰, ainsi que les rapports annuels des comités consultatifs locaux pour l'organisation du marché des produits de l'industrie agricole. Le Comité a fait siennes certaines des recommandations de la Native Labourer's Commission (voir A/2666, annexe V, par. 117, 123, 126 et 127), de la Long-Term Agricultural Policy Commission (voir par. 124, 127 et 128 du présent rapport) et de la Commission of Enquiry into a Long-Term Marketing Scheme for Meat at Walvis Bay (voir par. 113 et 114 du présent rapport). Il espère que ces recommandations seront mises en œuvre.

200. Le Comité s'est efforcé de faire à l'Assemblée générale un rapport aussi complet et aussi objectif que possible sur la situation dans le Territoire sous mandat du Sud-Ouest Africain. Il estime qu'il aurait été mieux à même de s'acquitter de ses fonctions si le Gouvernement de l'Union lui avait présenté un rapport pour l'année considérée, conformément au paragraphe 7 de la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée générale et au paragraphe 5 de la résolution 851 (IX) de l'Assemblée, et si un représentant de l'Union Sud-Africaine avait participé à ses travaux et l'avait aidé au cours de l'examen de la situation dans le Territoire. Le Comité regrette de n'avoir pas obtenu ce concours. Sachant que le représentant de l'Union Sud-Africaine a participé à la discussion de fond dont la question du Sud-Ouest Africain a fait l'objet à la Quatrième Commission au cours de la neuvième session de l'Assemblée générale, le Comité exprime l'espoir qu'à l'avenir l'Union Sud-Africaine prêterait son concours au Comité du Sud-Ouest Africain pour qu'il s'acquitte du mandat qui lui a été assigné aux termes de la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée générale.

⁶⁰ Le Secrétariat et, par conséquent, le Comité n'ont pu se procurer les rapports de ces commissions d'enquête territoriales, à l'exception de celui de la Native Labourer's Commission, qu'après la publication du premier rapport du Comité du Sud-Ouest Africain sur la situation dans le Territoire.

LOI SUR L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES INDIGÈNES AU SUD-OUEST AFRICAIN (*South West Africa Native Affairs Administration Act*) DE 1954 (LOI No 56 DE 1954)

Loi tendant à transférer l'administration des affaires indigènes et des affaires intéressant particulièrement les indigènes, de l'Administrateur du Territoire du Sud-Ouest Africain, agissant sous la direction et le contrôle du Gouverneur général, au Ministre des affaires indigènes, à réserver ou à isoler des terres pour que les indigènes du Territoire les utilisent et s'y établissent, en échange d'autres terres réservées ou isolées à leur intention, et à régler des questions connexes.

(Texte en afrikaans signé par le Gouverneur général.)
(Approuvé le 18 juin 1954.)

Par décision de Sa Très Gracieuse Majesté la Reine, du Sénat et de la Chambre des représentants de l'Union Sud-Africaine,

Il est promulgué ce qui suit:

Définitions

1. Dans la présente loi, sauf indication contraire du contexte :

i) Le mot "Administrateur" désigne l'Administrateur du Territoire; (i)

ii) Le mot "Ministre" désigne le Ministre des affaires indigènes; (iv)

iii) Les mots "Territory Revenue Fund" (Fonds des recettes du Territoire) désignent le fonds mentionné à l'article 36 de la loi sur la constitution du Sud-Ouest Africain (*South West Africa Constitution Act*) [loi No 42 de 1925]; (iii)

iv) Les mots "le Territoire" désignent le Territoire du Sud-Ouest Africain, y compris le port et l'établissement de Walvis-Bay. (ii)

Modification de l'article 7 de la loi No 42 de 1925, modifié par l'article 5 de la loi No 19 de 1940 et remplacé par l'article 5 de la loi No 23 de 1949

2. L'article 7 de la loi sur la Constitution du Sud-Ouest Africain (*South West Africa Constitution Act*) de 1925 est modifié comme suit :

a) Au paragraphe 1⁷⁰, après les mots "Le Gouverneur général", insérer les mots "et les dispositions du paragraphe 1 bis";

b) Après le paragraphe 1, insérer un paragraphe 1 bis ainsi conçu :

"1 bis. Sous réserve des dispositions de l'article 3 de la loi sur l'administration des affaires indigènes au Sud-Ouest Africain (*South West Africa Native Affairs Administration*) de 1954, le Ministre des affaires indigènes de l'Union continue d'administrer

⁷⁰ Antérieurement à la présente modification, le paragraphe 1 de l'article 7 du *South West Africa Constitution Act* de 1925 était ainsi conçu : "Sous réserve de la direction et du contrôle qu'exerce le Gouverneur général, l'Administrateur continue d'administrer les affaires du Territoire pour toutes les questions au sujet desquelles l'Assemblée n'est pas compétente pour prendre des ordonnances."

les affaires du Territoire pour toutes les questions mentionnées à l'alinéa a de l'article 26⁷¹."

Dispositions relatives à la législation existante

3. 1) Aux fins de l'application des lois en vigueur dans le Territoire lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, dans la mesure où lesdites lois ont trait à l'une des questions mentionnées au paragraphe 1 *bis* de l'article 7 de la loi sur la Constitution du Sud-Ouest Africain (*South West Africa Constitution Act*) de 1925, mais sous réserve des dispositions de la présente loi, chaque fois que lesdites lois font mention :

a) De l'Assemblée législative du Territoire, il faudra entendre : le Parlement ;

b) De l'Administrateur ou de l'Administration du Territoire, il faudra entendre : le Gouverneur général ;

c) Du Secrétaire pour le Sud-Ouest Africain, il faudra entendre : le Secrétaire aux affaires indigènes ;

d) De l'*Accounting Officer of South West Africa* (Directeur des services comptables du Sud-Ouest Africain), il faudra entendre : le Directeur des services comptables du Département des affaires indigènes ;

e) Du Territory Revenue Fund (Fonds des recettes du Territoire), il faudra entendre : le Consolidated Revenue Fund (Fonds unifié des recettes) ;

f) De toute autre personne ou tout autre fonctionnaire non mentionné dans l'énumération ci-dessus, il faudra entendre : un fonctionnaire du Département des affaires indigènes, auquel le Ministre peut attribuer les fonctions de cette autre personne ou de cet autre fonctionnaire, sauf indication contraire du contexte.

2) Le Gouverneur général peut, par proclamation publiée dans la *Gazette* et dans l'*Official Gazette* du Territoire, déclarer que les dispositions des alinéas a, b, c, d, e, ou f du paragraphe 1 ne sont pas applicables en ce qui concerne l'une des lois mentionnées au paragraphe 1 ou l'une des dispositions de l'une de ces lois ; il peut fixer, par ladite proclamation, la manière dont il faudra entendre une mention pertinente, aux fins indiquées au paragraphe 1.

3) Le Gouverneur général peut, par proclamation publiée dans la *Gazette* ou dans l'*Official Gazette* du Territoire, déléguer au Ministre tout pouvoir qui lui est conféré ou toute fonction qui lui est attribuée en vertu de l'alinéa b du paragraphe 1 ; le Ministre peut à son tour déléguer ce pouvoir ou cette fonction à un fonctionnaire du Département des affaires indigènes.

4) Tout acte intervenu antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi, en vertu de l'une des lois mentionnées au paragraphe 1, aura l'effet qu'il aurait s'il avait eu lieu en vertu de cette loi appliquée au sens des dispositions dudit paragraphe.

Transfert de réserves et de fonds

4. 1) Les terres décrites dans l'annexe à la présente loi sont réservées et mises à la disposition des indigènes pour leur usage exclusif et leur installation ; ces terres et toutes autres terres ou zones du Territoire qui, en vertu d'une loi, ont été réservées dans les mêmes conditions avant l'entrée en vigueur de la présente loi, ou

⁷¹ L'alinéa a de l'article 26 du *South West Africa Constitution Act* de 1925, modifié au début de 1955, est ainsi conçu : "a) Les affaires indigènes ou toutes affaires intéressant particulièrement les indigènes, y compris l'institution d'impôts sur les personnes des indigènes, sur leurs terres, leurs habitations ou leurs revenus. Lorsqu'une ordonnance de l'Assemblée institue un impôt sur les personnes, les terres, les habitations ou les revenus en général, ses dispositions ne seront pas applicables aux indigènes, ni à leurs terres, habitations ou revenus."

qui viendraient à l'être après l'entrée en vigueur de la présente loi, sont assignées au South African Native Trust créé par l'article 4 du *Native Trust and Land Act* (loi sur la création d'un Fonds indigène et sur les terres réservées aux indigènes) de 1936 (loi No 18 de 1936)⁷².

2) En ce qui concerne les terres ou zones de cette nature :

a) Sous réserve des dispositions de la présente loi, le *trustee* institué par la loi ci-dessus mentionnée aura les mêmes pouvoirs et fonctions, ainsi que les mêmes devoirs, que si le Territoire faisait partie intégrante de l'Union ;

b) Les dispositions de l'article 5 du *Native Trust and Land Act* de 1936⁷³ seront applicables comme si les terres ou zones en question étaient la propriété de tout fonds désigné dans ledit article, et comme si la mention, dans ledit article, de l'entrée en vigueur de ladite loi était une mention de l'entrée en vigueur de la présente loi ou, le cas échéant, une mention de la date à laquelle les terres ou zones dont il s'agit doivent être réservées.

3) A dater de l'entrée en vigueur de la présente loi :

a) Tous les avoirs, droits, dettes et obligations d'un fonds créé en vertu d'une loi mentionnée au paragraphe 1, ou de toute autre loi, aux fins énoncées au paragraphe 1 *bis* de l'article 7 du *South West Africa Constitution Act* de 1925, ou à des fins connexes, deviendront les avoirs, droits, dettes et obligations du South African Native Trust, sous réserve des conditions et limitations qui auront fait l'objet d'un accord entre l'Administrateur et le Ministre ;

b) Seront versées au South African Native Trust Fund, créé en vertu de l'article 8 du *Native Trust and*

⁷² L'article 4 de la loi No 18 de 1936, modifié au début de 1955, est ainsi conçu :

"1) Il est créé un South African Native Trust ci-après dénommé : "le Trust", doté de la personnalité juridique, ayant le pouvoir d'ester en justice, et, sous réserve des dispositions de la présente loi et des règlements qui seront élaborés en exécution de la présente loi, de faire tout acte qu'un organisme doté de la personnalité juridique peut faire légitimement.

"2) Dans les conditions compatibles avec les dispositions de la présente loi, le Trust sera administré au profit des indigènes de l'Union, en vue de permettre leur établissement, de leur apporter un soutien et d'assurer leur bien-être matériel et moral.

"3) Les affaires du Trust seront administrées par le Gouverneur général qui, en qualité de *trustee*, pourra, sous réserve des dispositions de la présente loi, déléguer ses pouvoirs et fonctions de *trustee* au Ministre, lequel agira de concert avec la Native Affairs Commission."

Le Gouverneur général a délégué ses pouvoirs de *trustee* au Ministre des affaires indigènes.

⁷³ Le paragraphe 1 de l'article 5 du *Native Trust and Land Act* de 1936 (loi No 18 de 1936), modifié au début de 1955, prévoit la fusion des anciens *trusts* indigènes de l'Union Sud-Africaine dans le South African Native Trust ; les autres paragraphes sont ainsi conçus :

"2) Lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, les avoirs et les dettes des anciens *trusts* deviendront les avoirs et les dettes du Trust.

"3) Lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, tous les biens meubles et immeubles des anciens *trusts* seront dévolus au Trust sans droit de mutation, de timbre, ou autres droits ou frais, mais sous réserve des charges, obligations ou droits de bénéficiaires, de toute nature, qui grèvent lesdits biens.

"4) Sur présentation du titre de propriété de l'un des biens immeubles mentionnés au paragraphe 3, le *Registrar of Deeds* (Conservateur des titres immobiliers) mentionnera sur ledit titre que le bien immeuble qui en fait l'objet est dévolu au Trust et il portera sur ses registres les indications nécessaires à cet effet. Ledit titre servira dès lors à toutes fins utiles comme établissant le droit de propriété du Trust sur ledit bien."

Land Act de 1936, ci-après dénommé "le Fonds", toutes les sommes qui doivent, aux termes d'une loi, être portées au crédit d'un fonds prévu à l'alinéa a; toutes les sommes de cette nature qui seront versées au Fonds seront utilisées exclusivement aux fins prescrites par la loi en vertu de laquelle lesdites sommes reviennent audit Fonds.

4) Pour toutes les sommes versées au Fonds en exécution des dispositions du paragraphe 3, il sera tenu des comptes distincts, établis de la façon que le Ministre prescrira.

5) Une somme égale au montant représenté par l'élément b défini à l'article 6 sera prélevée chaque année sur le Consolidated Revenue Fund, versée au Fonds et portée au crédit de celui des comptes prévus au paragraphe 4 que le Ministre déterminera.

Annulation des décisions tendant à créer des réserves

5. 1) Nonobstant toute stipulation contraire de la loi, le Gouverneur général peut, par une proclamation publiée dans la *Gazette* et dans l'*Official Gazette* du Territoire, les deux Chambres du Parlement ayant donné leur approbation par une résolution, annuler une décision tendant à réserver des terres ou zones du genre indiqué au paragraphe 1 de l'article 4, l'annulation pouvant porter sur tout ou partie desdites terres ou de ladite zone, à condition que des terres d'une valeur au moins équivalente, du point de vue pastoral ou agricole, soient, aux termes d'une loi en vigueur dans le Territoire, réservées aux indigènes pour qu'ils en aient l'usage exclusif et qu'ils les occupent.

2) Toute terre ou zone réservée qui, du fait d'une décision d'annulation prise en vertu du paragraphe 1, perd son caractère de réserve, retombera dans le domaine inaliéné de l'Etat et pourra être traitée comme partie de ce domaine; les dispositions du paragraphe 1 de l'article 4 sont applicables à toute terre réservée ou isolée en vertu des dispositions du paragraphe 1.

Dispositions financières

6. En vue de couvrir les dépenses résultant de l'application du paragraphe 1 bis de l'article 7 du *South West Africa Constitution Act* de 1925, il sera versé chaque année au Consolidated Revenue Fund une somme prélevée sur le Territory Revenue Fund, dont le montant sera calculé selon la formule :

$$y = \frac{a}{40} + b$$

Dans cette formule, y représente le montant en question; a représente les dépenses effectives totales faites par prélèvement sur le Territory Revenue Fund au cours de l'exercice précédant immédiatement l'année

pour laquelle ledit montant est versé, moins: a) les sommes prélevées sur le Territory Revenue Fund et versées, en vertu d'une loi, à l'un des fonds prévus à l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 4; b) le montant des emprunts contractés, ou les dépenses en capital effectuées en rapport avec le développement du Territoire; b représente un montant de 50.000 livres, étant entendu qu'après un délai de dix ans à dater de l'entrée en vigueur de la présente loi, ledit montant de 50.000 livres pourra être augmenté ou diminué d'un montant qui sera fixé par accord entre l'Administrateur et le Ministre, de concert avec le Ministre des finances.

Modification de l'article premier de la loi No 23 de 1920

7. L'article premier du *Native Affairs Act* (loi sur les affaires indigènes) de 1920 est modifié par l'insertion des mots "de l'Administrateur du Territoire du Sud-Ouest Africain" après les mots "séance de la Commission"⁷⁴.

Titre abrégé et entrée en vigueur

8. La présente loi s'appellera: loi de 1954 sur l'administration des affaires indigènes au Sud-Ouest Africain (*South West African Native Affairs Administration Act*); elle entrera en vigueur le 1er avril 1955.

Annexe

TERRES RÉSERVÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 4

Un terrain d'une superficie de 32.000 hectares situé dans la région de l'Okavango, à l'est de Runtu, délimité par:

Une ligne partant d'un point sur l'Okavango situé sur la frontière séparant l'Angola portugais du Sud-Ouest Africain, à 9 kilomètres à l'est du poste missionnaire d'Utukota; cette ligne part dans une direction générale est, suit la frontière séparant l'Angola portugais du Sud-Ouest Africain jusqu'à un point de l'Okavango situé sur ladite frontière, à 8 kilomètres en amont du confluent de l'Omatako Omuramba et de l'Okavango; de là, la ligne part droit vers le sud sur une distance de 16 kilomètres, puis vers l'ouest, en ligne droite, sur une distance de 16 kilomètres jusqu'à un point situé à 16 kilomètres au sud d'un point de l'Okavango, sur la frontière susmentionnée, se trouvant à 9 kilomètres à l'est du poste missionnaire d'Utukota; de là, la ligne se dirige droit vers le nord et va rejoindre son point de départ, à une distance de 16 kilomètres.

⁷⁴ L'article premier du *Native Affairs Act* de 1920 (loi No 23 de 1920), modifié au début de 1955, prévoit la création de la Commission des affaires indigènes en Union Sud-Africaine. La présente modification ajoute l'Administrateur du Sud-Ouest Africain au nombre des membres de cette commission.

ANNEXE III

Lettres reçues des institutions spécialisées et des organes extra-budgétaires des Nations Unies

a) Lettre, en date du 16 mars 1955, adressée au Secrétaire général par le Directeur général du Bureau international du Travail.

...

Etant entendu que le Conseil d'administration de l'OIT devra examiner en temps utile toutes suggestions que le Comité pourrait faire à cet égard, je suis heureux de donner les renseignements dont nous disposons actuellement.

Du point de vue de l'OIT, le Sud-Ouest Africain est un territoire non métropolitain et, à ce titre, il entre dans le cadre du programme général d'action sociale pour les territoires non métropolitains que le Conseil d'administration est appelé à approuver.

Depuis 1947, une Commission d'experts pour la politique sociale dans les territoires non métropolitains, dont le Conseil d'administration examine les recommandations, fournit son aide pour l'étude des problèmes

concernant les questions qui figurent au programme de travail. Ordinairement, le Conseil d'administration prend l'une des décisions suivantes : a) il transmet les recommandations aux Etats Membres intéressés, pour qu'ils les communiquent à l'Administration de leurs territoires non métropolitains à toutes fins utiles ; b) il inscrit la question à l'ordre du jour d'une Conférence internationale du travail ultérieure ; c) il renvoie la question au Bureau pour étude complémentaire.

C'est après un examen préliminaire de cet ordre que la Commission qui a précédé celle qui existe actuellement a adopté les conventions et recommandations en vigueur concernant des questions telles que le travail forcé, le recrutement de la main-d'œuvre, les contrats de travail et les sanctions pénales (ces trois dernières concernant expressément les travailleurs indigènes).

Depuis 1947, la Commission d'experts pour la politique sociale dans les territoires non métropolitains a examiné deux questions que la Conférence internationale du travail doit étudier maintenant pour se prononcer sur une recommandation : ce sont celle des sanctions pénales (au sujet desquelles une recommandation doit compléter la Convention de 1939) et celle de la main-d'œuvre migrante. Au nombre des autres questions que la Commission a examinées et au sujet desquelles ses recommandations ont été transmises aux gouvernements intéressés se trouvent le logement des travailleurs, la formation technique et professionnelle et le rendement de la main-d'œuvre. A sa prochaine réunion, qui se tiendra à la fin de 1955, la Commission étudiera probablement des questions telles que les relations entre employeurs et employés, les mesures élémentaires de sécurité sociale et certains aspects des systèmes et des politiques de salaires. La Commission et l'OIT se sont efforcées et s'efforcent de contribuer efficacement à résoudre quelques-uns des problèmes les plus difficiles et les plus délicats qui se posent dans le domaine social.

Il y a lieu de faire remarquer que cet aspect de l'œuvre de l'OIT porte sur les territoires non métropolitains dans leur ensemble. L'organisation n'étudie pas séparément les problèmes particuliers à un territoire non métropolitain déterminé, bien qu'elle en tienne compte quand elle recherche des solutions susceptibles d'une application plus générale. Il va de soi que l'OIT est prête, dans la limite de ses ressources financières, au titre du Programme élargi d'assistance technique ou à un autre titre, à donner, sur demande et dans des conditions normales, des conseils et une aide pour résoudre toutes les questions de politique sociale ou de politique de la main-d'œuvre relevant de sa compétence qui lui seraient renvoyées et qui concerneraient un territoire non métropolitain déterminé. Le nombre de demandes d'assistance de cette nature que l'OIT a reçues a beaucoup augmenté au cours des dernières années.

Quant à la demande expresse de renseignements que renferme le deuxième paragraphe de la lettre à laquelle je réponds, j'espère que les indications que j'ai données permettront au Comité de juger de la portée et de la forme de la contribution que l'OIT peut apporter et apporter au progrès de la population dans tous les territoires non métropolitains, y compris le Sud-Ouest Africain. J'ajouterai que les renseignements relatifs aux questions qui intéressent l'OIT, présentés au Comité du Sud-Ouest Africain par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies en 1954, sont aussi détaillés et aussi complets, sur tous les points importants dont

l'OIT s'occupe, que ceux qui sont en possession de l'OIT.

Le Directeur général
(Signé) David A. MORSE

- b) *Lettre, en date du 23 mars 1955, adressée au Sous-Secrétaire à la tutelle et aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture*

...

J'ai discuté la question avec les directeurs de nos divisions spécialisées et en ai tiré la conclusion que nous n'avons pas assez de renseignements récents sur le Sud-Ouest Africain pour rédiger un exposé destiné au Comité.

Cependant, le fait que nous n'ayons pas, pour le moment, assez de renseignements ne signifie pas un manque d'intérêt de notre part. Si l'occasion s'en présente, la FAO contribuera volontiers au progrès social, économique et éducatif du Territoire du Sud-Ouest Africain.

Le Directeur général
(Signé) P. V. CARDON

- c) i) *Lettre, en date du 3 mars 1955, adressée au Sous-Secrétaire à la tutelle et aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes par le Directeur général adjoint de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation la science et la culture*

...

Le Directeur général devra renvoyer la question au Conseil exécutif de l'UNESCO qui se réunira à la fin du mois. Il proposera de vous transmettre une liste descriptive des services que l'UNESCO pourrait fournir, si elle en est priée, dans les territoires sous-développés d'Afrique.

Je ne manquerai pas de vous informer de la décision que prendra le Conseil exécutif. En attendant, je mets immédiatement la question à l'étude.

Quant à la possibilité, pour l'UNESCO, de se faire représenter à la réunion que le Comité tiendra au mois de mai prochain et au cours de laquelle il examinera notre document, je chargerai volontiers M. S. V. Arnaldo, chef de notre Bureau de liaison de New-York, de se mettre à la disposition du Comité si notre organisation est invitée.

Le Directeur général adjoint
(Signé) René MAHEU

- c) ii) *Lettre, en date du 20 avril 1955, adressée au Secrétaire général par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture*

Vous voudrez sans doute connaître le texte de la décision adoptée par le Conseil exécutif de l'UNESCO, à sa quarante et unième session qui vient de s'achever, concernant la lettre dans laquelle vous demandiez à l'UNESCO de collaborer avec le Comité du Sud-Ouest Africain (Organisation des Nations Unies).

Le texte de la décision est le suivant :

- "8.1.3. *Lettre du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies demandant à l'UNESCO de collaborer avec le Comité du Sud-Ouest Africain*

"Le Conseil exécutif,

"Vu la lettre du 8 février 1955, par laquelle le Sous-Secrétaire chargé du Département de la tutelle et des renseignements provenant des territoires non autonomes demande à l'UNESCO, au nom du Comité du Sud-Ouest Africain (Organisation des Nations Unies), de collaborer avec ce comité,

"Autorise le Directeur général à communiquer au Secrétaire général des Nations Unies, à l'intention du Comité, une liste descriptive des services que l'UNESCO serait en mesure de fournir à la demande des autorités responsables, pour contribuer au progrès, dans le domaine social, économique et de l'enseignement, des populations des territoires présentant des caractéristiques analogues à celles du Sud-Ouest Africain."

Le Directeur général
(Signé) LUTHER H. EVANS

- d) *Lettre, en date du 14 mars 1955, adressée au Sous-Secrétaire à la tutelle et aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes par le Secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale*

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 8 février 1955, réf. TRI 132/I/06, dans laquelle vous appelez l'attention sur la paragraphe 7 de la résolution 851 (IX) de l'Assemblée générale.

Je regrette de ne pas être, pour le moment, en mesure de donner au Comité des renseignements qui l'aideraient à donner suite au paragraphe 7 de la résolution.

Le Secrétaire général
(Signé) C. LJUNGBERG

- e) *Lettre, en date du 29 mars 1955, adressée au Sous-Secrétaire à la tutelle et aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement*

...
Nous comprenons toute l'importance et toute la portée du développement social et économique, ainsi que du progrès de l'enseignement, dans le Sud-Ouest Africain et nous voudrions certes aider et renseigner le Comité dans la mesure de nos moyens. Mais il se trouve que nous n'avons pas de renseignements de première main sur le Sud-Ouest Africain et que, par conséquent, nous ne sommes pas à même de compléter les renseignements que le Comité possède déjà d'autres sources. En outre, nous n'avons jamais eu l'occasion d'étudier la situation économique dans le Sud-Ouest Africain, de sorte que nous n'avons pas d'opinion sur les mesures à prendre pour l'améliorer.

Etant donné notre manque de connaissances touchant le Sud-Ouest Africain, il est peu probable que nous puissions être, pour le moment, d'un grand secours au Comité. Cependant, si le Comité voulait avoir plus de renseignements d'ordre général qu'il n'en possède déjà sur les principes dont la Banque s'inspire et sur son œuvre, il va de soi que nous enverrions volontiers quelqu'un à New-York pour assister à ses réunions.

Le Directeur des opérations de prêts pour l'Europe, l'Afrique et l'Océanie
(Signé) A. S. G. HOAR

- f) *Lettre, en date du 4 mars 1955, adressée au Sous-Secrétaire à la tutelle et aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes par le Directeur général par intérim du Fonds monétaire international*

...
Je tiens à vous signaler que le Fonds ne reçoit pas de publications statistiques distinctes pour le Sud-Ouest Africain. Les publications statistiques mensuelles de l'Union Sud-Africaine ne donnent d'indications distinctes que pour le commerce extérieur du Sud-Ouest Africain; elles ne renferment pas de renseignements sur la balance des paiements du Territoire, et l'état de la balance des paiements de l'Union comprend le Sud-Ouest Africain. Les statistiques démographiques et les statistiques de la production pour le Sud-Ouest Africain figurent dans l'*Official Yearbook of South Africa*. Les marchandises circulent, sans droits d'importation, entre l'Union et le Sud-Ouest Africain, et les principaux règlements de l'Union en vigueur en matière de douane et de commerce s'appliquent au Sud-Ouest Africain. En ce qui concerne la monnaie, la liste des valeurs paritaires que possède le Fonds n'indique pas que le Sud-Ouest Africain ait une monnaie propre. Trois banques, dont le siège se trouve dans l'Union, ont des succursales dans le Sud-Ouest Africain et il existe une Land and Agricultural Bank du Sud-Ouest Africain.

Il semble donc que nous ne soyons pas en mesure de fournir à l'Organisation des Nations Unies de nouveaux renseignements importants sur le Sud-Ouest Africain dans les domaines qui intéressent particulièrement le Fonds, à savoir la balance des paiements, le système monétaire et bancaire, et le contrôle des changes.

Dans ces conditions, bien que nous sachions gré au Comité de nous avoir informés qu'il inviterait peut-être le Fonds à prendre part au mois de mai à une discussion de la question, il paraît peu probable que nous soyons en mesure, même à ce moment-là, de lui être d'un grand secours.

Le Directeur général par intérim
(Signé) H. MERLE COCHRAN

- g) *Lettre, en date du 18 mars 1955, adressée au Sous-Secrétaire à la tutelle et aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes par le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé*

...
La manière dont l'OMS peut contribuer au progrès des habitants d'un territoire ou d'un groupement spécial est exposée aux alinéas c, d et e de l'article 2 de la Constitution de l'Organisation:

"L'Organisation, pour atteindre son but, exerce les fonctions suivantes:

"...

"c) Aider les gouvernements, sur leur demande, à renforcer leurs services de santé;

"d) Fournir l'assistance technique appropriée et, dans les cas d'urgence, l'aide nécessaire, à la requête des gouvernements ou sur leur acceptation;

"e) Fournir ou aider à fournir, à la requête des Nations Unies, des services sanitaires et des secours à des groupements spéciaux tels que les populations des Territoires sous tutelle;"

La mesure dans laquelle l'OMS peut exercer ces fonctions est déterminée, d'abord, par les demandes qu'elle reçoit des gouvernements intéressés, ensuite, par les décisions de l'Assemblée mondiale de la santé co-

cernant à la fois le programme à long terme et le programme et le budget annuels de l'Organisation.

Quant aux groupements spéciaux dont il est question à l'alinéa e de l'article 2 de la Constitution, l'OMS s'acquitte de ses obligations, par exemple, en coopérant, sur la demande de l'Assemblée générale des Nations Unies, avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, avec le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et avec l'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée pour fournir des services sanitaires aux groupements spéciaux qui relèvent de leur compétence.

Le Comité voudra peut-être aussi prendre note des articles VIII et IX de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale de la santé, qui ont trait à la collaboration de l'OMS avec le Conseil de tutelle et l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne les questions qui intéressent le bien-être et le développement des peuples des territoires non autonomes.

En application de cet accord, l'OMS donne des avis techniques sur les questions concernant la santé publique qui figurent dans les rapports présentés au Conseil de tutelle et au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes et met ces organes au courant de son activité dans les territoires en question. Elle a également donné des conseils pour rédiger les questions concernant la santé publique qui figurent dans le questionnaire relatif aux Territoires sous tutelle et dans le schéma relatif aux territoires non autonomes.

Il a été pris note de ce que le Comité inviterait peut-être l'OMS à se faire représenter à la réunion qu'il tiendra en mai pour examiner la question. On étudiera la possibilité de désigner un représentant à cette fin quand on connaîtra la date exacte de la réunion, qui pourrait coïncider avec la session de l'Assemblée mondiale de la santé.

Le Directeur général
(Signé) Dr G. CANDAU

- h) *Lettre, en date du 10 mars 1955, adressée au Sous-Secrétaire à la tutelle et aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes par le Directeur du Bureau international de l'Union postale universelle*

En vous remerciant de votre lettre précitée, j'ai l'honneur de vous faire connaître que je n'ai aucune suggestion ou remarque à formuler en ce qui concerne la résolution 851 (IX) et que je renonce également à désigner un représentant à la prochaine réunion du Comité du Sud-Ouest Africain, qui s'occupera de questions locales seulement qui ne sont pas du ressort de l'UPU comme telles.

Il va sans dire que je reste à votre disposition pour tous renseignements ultérieurs que vous pourriez désirer quant à cette question.

Le Directeur
(Signé) Fritz HESS

- i) *Lettre, en date du 26 février 1955, adressée au Sous-Secrétaire à la tutelle et aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes par le Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications*

Me référant à votre lettre du 8 février, je voudrais expliquer que la Convention internationale des télécom-

munications, conclue à Buenos-Aires en 1952, a été signée pour l'Union Sud-Africaine et pour le Territoire du Sud-Ouest Africain et que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine l'a ratifiée au nom de l'Union Sud-Africaine et du Territoire du Sud-Ouest Africain.

Dans ces conditions, l'Union Sud-Africaine et le Territoire du Sud-Ouest Africain constituent une seule entité membre de l'Union internationale des télécommunications. Dans la pratique, toutes les communications concernant le Territoire du Sud-Ouest Africain, telles que les notifications relatives aux installations de télécommunications, viennent du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine établi à Prétoria.

Laissant de côté le statut constitutionnel de ce membre de l'UIT, je ne vois pas comment l'UIT, en tant qu'institution spécialisée, pourrait contribuer au développement social et économique ou au progrès de l'enseignement dans un territoire autrement que dans l'exercice normal de ses fonctions. Le développement des services de télécommunications que l'activité de l'UIT encourage constitue certainement une contribution de cette nature; mais, comme vous ne l'ignorez pas, ces services sont dirigés par des administrations publiques et par des entreprises privées et il est admis que l'UIT, à la différence de certaines autres institutions spécialisées, n'a pas de programme d'ordre économique et social. Il entre dans ses fonctions régulières de participer au Programme élargi d'assistance technique et toute demande d'assistance technique en matière de télécommunications, reçue selon la procédure établie, serait soigneusement étudiée; cependant, comme vous le savez, les dispositions qui régissent le Programme élargi exigent que ces demandes viennent du gouvernement qui a besoin d'aide.

Etant donné les considérations qui précèdent, je doute que l'UIT puisse jouer un rôle utile à la réunion que le Comité du Sud-Ouest Africain doit tenir au mois de mai prochain. Sa représentation soulèverait d'ailleurs des difficultés d'ordre pratique, car, à cette époque, son Conseil d'administration se trouvera réuni à Genève.

Le Secrétaire général
(Signé) Marco Aurelio ANDRADA

- j) *Lettre, en date du 23 mars 1955, adressée au Sous-Secrétaire à la tutelle et aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes par le Secrétaire général par intérim de l'Organisation météorologique mondiale*

...

Le Secrétariat de l'OMM a soigneusement étudié le problème et je regrette de vous informer qu'il ne voit pas bien comment l'OMM pourrait aider le Comité du Sud-Ouest Africain à donner effet à la résolution 851 (IX).

Si le Comité a des suggestions à faire, le Secrétariat de l'OMM sera heureux de prêter son concours dans les domaines qui relèvent de sa compétence.

Le Secrétaire général par intérim
(Signé) G. SWOBODA

- k) *Lettre, en date du 20 avril 1955, adressée au Sous-Secrétaire à la tutelle et aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes par le Directeur général du Fonds des Nations Unies pour l'enfance*

...

L'aide du FISE est donnée surtout sous forme de fournitures et de matériel qui ne se trouvent pas dans le

pays secouru. Cette aide (sauf dans les cas d'urgence) est destinée à donner l'impulsion initiale à des programmes de longue haleine que les pays poursuivront ensuite par eux-mêmes. Le FISE s'intéresse surtout à des programmes ayant une incidence directe et massive sur la santé des enfants. Depuis 1950, l'aide du FISE a surtout pris les formes suivantes :

a) Aide aux services de protection maternelle et infantile et à la formation de personnel, par l'envoi de matériel et de fournitures aux centres et dispensaires sanitaires ruraux, ainsi qu'aux écoles et centres de formation.

b) Fourniture d'insecticides, de pénicilline, de vaccins, de moyens de transport et de pulvérisateurs pour la lutte contre les maladies transmissibles qui affectent le plus l'enfance (paludisme, tuberculose, pian, syphilis, lèpre, trachome, diphtérie, coqueluche et autres).

c) Fourniture de lait écrémé en poudre et de capsules d'huile de poisson pour l'exécution de programmes alimentaires à long terme destinés aux enfants.

d) Secours d'urgence en cas de tremblement de terre, d'inondations, de sécheresse et de famine, sous forme de vivres, de fournitures médicales et, dans certains cas, de vêtements et de couvertures.

Le FISE ne donne son aide que sur la demande expresse d'un gouvernement. Le gouvernement indique tout d'abord les grandes lignes du projet pour lequel il demande une aide, avec le concours des représentants locaux du FISE et d'une ou plusieurs des institutions spécialisées compétentes des Nations Unies. Le plan énonce les engagements du gouvernement du point de vue de l'organisation administrative, du financement du programme, et de la fourniture d'approvisionnements et de personnel locaux. Dans certains cas, le FISE ou l'institution spécialisée compétente font une étude spéciale du projet. Avant que le Conseil d'administration du FISE ne l'approuve définitivement, le projet doit recevoir l'approbation technique de l'institution spécialisée compétente (OMS ou FAO).

C'est le Conseil d'administration du FISE qui procède aux allocations de secours du FISE et approuve les plans d'exécution, sur recommandations du Directeur général et du Comité du programme du Conseil d'administration.

Conformément aux principes résumés ci-dessus, le FISE serait prêt à recevoir une demande d'assistance au Sud-Ouest Africain.

Le Comité trouvera ci-joint, à titre de renseignements, une liste des pays et des programmes qui bénéficient actuellement de l'aide du FISE en Afrique.

Le Directeur général
(Signé) Maurice PATE

Pièce jointe :

LISTE DES PROGRAMMES BÉNÉFICIAIRE ACTUELLEMENT DE L'ASSISTANCE DU FISE EN AFRIQUE

Afrique-Equatoriale française

Lutte contre la lèpre

Afrique-Occidentale française

Lutte contre le paludisme

Bassoutoland

Campagnes de vaccination contre la diphtérie et la coqueluche

Betchouanaland

Lutte contre le pian

Cameroun

Lutte contre le paludisme

Côte-de-l'Or

Protection maternelle et infantile

Lutte contre le pian

Gambie

Protection maternelle et infantile

Lutte contre la lèpre

Programme alimentaire à long terme

Ile Maurice

Campagne de vaccination contre la coqueluche

Kénya

Protection maternelle et infantile

Lutte contre le paludisme

Libéria

Lutte contre le paludisme

Lutte contre le pian

Maroc

Lutte contre la syphilis

Lutte contre le trachome

Nigéria

Protection maternelle et infantile

Lutte contre le paludisme

Vaccination par le BCG

Lutte contre le pian

Lutte contre la lèpre

Conservation du lait

Programme alimentaire à long terme

Nyassaland

Protection maternelle et infantile

Ouganda

Protection maternelle et infantile

Lutte contre le paludisme

Rhodésie du Nord

Protection maternelle et infantile.

Rhodésie du Sud

Lutte contre le paludisme

Sierra-Leone

Protection maternelle et infantile

Somalie britannique

Lutte contre le paludisme

Somalie sous administration italienne

Lutte contre le paludisme

Tanganyika

Protection maternelle et infantile

Lutte contre le paludisme

Togo

Lutte contre le paludisme

Tunisie

Lutte contre le trachome

Programmes régionaux

Mission d'enquête pour la lutte antituberculeuse en Afrique orientale et en Afrique occidentale

- 1) *Lettre, en date du 31 mai 1955, adressée au Sous-Secrétaire à la tutelle et aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes par le Bureau de l'assistance technique*

...

Je crois comprendre que vous avez adressé des lettres analogues aux directeurs des organisations participantes membres du Bureau de l'assistance technique. Je limiterai donc mes observations au Programme élargi d'assistance technique qui dépend directement du BAT.

D'après les principes généraux énoncés par l'Assemblée générale dans sa résolution 200 (III), "l'assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés ne sera fournie par les organisations participantes qu'en accord avec les gouvernements intéressés et d'après les demandes reçues des gouvernements". Or, les renseignements que les

organisations participantes ont communiqué au Président du BAT indiquant qu'aucune demande d'assistance technique au Sud-Ouest Africain n'a encore été présentée par le gouvernement intéressé au titre du Programme élargi. Au cas où il recevrait une demande de ce genre, le BAT examinerait s'il y a lieu d'accorder l'assistance comme il le fait pour les autres pays et pour les territoires non autonomes.

J'ai pris note de ce que le Comité inviterait peut-être le BAT à se faire représenter à ses réunions. Le

Président-Directeur regrette de ne pouvoir se présenter en personne devant le Comité, sa présence étant indispensable à Genève, pour les travaux du BAT, pendant les mois qui vont suivre. Néanmoins, le cas échéant, il désignera volontiers un représentant du BAT qui assistera aux réunions du Comité.

*Le fonctionnaire chargé par intérim
de la direction du Bureau de l'assistance technique
(Signé) Dr G. CANDAU*

ANNEXE IV

Communication, en date du 16 décembre 1954, adressée au Président du Comité du Sud-Ouest Africain par le révérend Michael Scott, observateur de la Ligue internationale des droits de l'homme

*Pétition concernant les habitants du Sud-Ouest Africain **

Je vous adresse cet appel au nom des populations du Sud-Ouest Africain que je représente, dans l'espoir que votre sagesse trouvera le moyen d'aider des populations qui sont dans le plus grand besoin. Ce faisant, vous contribuerez peut-être à la solution du problème qui oppose les Nations Unies et l'Union Sud-Africaine. Je m'adresse donc non seulement aux Nations Unies, qui disposent de l'instrument admirable que sont les institutions spécialisées, mais aussi aux administrateurs qui peuvent les aider et à d'autres qui les aideraient si on le leur permettait.

Il y a maintenant plus de huit ans que les Nations Unies recherchent des négociations et étudient la question du point de vue du droit et de la procédure. Aucun de ceux qui ont pris part aux débats n'a pu le faire sans songer au fond même de la question et au respect du droit, de la justice et de la loi morale qui justifient l'existence des Nations Unies et en font la force. Ce sentiment doit être partagé non seulement par les Africains dont je défends la cause et qui ont témoigné beaucoup de respect pour les procédures régulières, malgré leur histoire et leur expérience présente, mais aussi par ceux à qui est confiée l'administration du Territoire.

C'est pour ces raisons que je fais appel à vous, pour vous demander de rechercher comment les institutions spécialisées des Nations Unies pourraient venir en aide aux habitants du Sud-Ouest Africain, qui sont d'une race différente et ont un extrême besoin d'assistance. Du point de vue de la procédure, ce sont les gouvernements qui doivent demander le concours des institutions compétentes. L'Assemblée n'en a pas moins qualité pour faire des recommandations; par l'intermédiaire du Comité qu'elle a créé pour traiter la question du Sud-Ouest Africain, ne pourrait-elle élaborer un plan coordonné qui permettrait aux diverses institutions de contribuer à conjurer les grands dangers qui menacent tous les habitants du Sud-Ouest Africain et qui sont la pauvreté, l'ignorance et la maladie dont souffre une si grande partie de la population? Le Comité du Sud-Ouest Africain, dans son rapport (A/2666), et le Secrétaire, dans les documents qu'il a rédigés, ont évoqué ces problèmes et étaient manifestement très désireux de découvrir la vérité.

* Note du révérend Michael Scott: Présentée conformément à l'article IX du règlement du Comité du Sud-Ouest Africain.

Par exemple, le Comité a noté qu'en 1946 le Gouvernement de l'Union avait déclaré que beaucoup d'enfants et de vieillards, notamment dans les districts méridionaux du Territoire, étaient sous-alimentés du fait de la gravité de la sécheresse. Le Comité a exprimé l'avis qu'il était indispensable, pour assurer à la population autochtone une alimentation suffisante, de prendre des mesures en vue d'améliorer et de développer l'agriculture indigène. Il a exprimé l'espoir que l'Administration redoublerait d'efforts pour assurer aux régions habitées par les autochtones un approvisionnement en eau suffisant et il a cité une déclaration faite par la Commission pour une politique agricole à long terme, selon laquelle plusieurs réserves avaient atteint, voire dépassé, la production maximum que permettait l'approvisionnement actuel en eau dans certains secteurs éloignés.

La pénurie de denrées alimentaires dans le Sud-Ouest Africain tient à l'insuffisance des ressources en eau. "Les précipitations étant généralement faibles dans le Territoire, les cultures de quelque envergure sont impossibles" (A/AC.73/L.3).

Même dans les districts de Grootfontein et d'Otjiwarongo, où la pluie permet d'obtenir quelques produits agricoles, les précipitations sont assez souvent irrégulières et rendent les récoltes aléatoires.

Le Pakistan, où l'approvisionnement en eau se heurte à des difficultés analogues, s'est assuré le concours du Programme d'assistance technique des Nations Unies. Avec l'aide d'un expert de la FAO, spécialiste de la mise en valeur des terres et des ressources en eau, il a élaboré des plans de développement à fins multiples en vue d'irriguer plus de 4 millions d'hectares, de produire de l'énergie hydro-électrique et de rendre des cours d'eau navigables.

D'après ces plans, la United States Foreign Operations Administration a signé, avec le Gouvernement pakistanais, un accord prévoyant l'ouverture d'un crédit de 2 millions de dollars pour l'exécution des projets. Le Pakistan a demandé par ailleurs au Gouvernement canadien, au titre du plan de Colombo, de lui fournir une centrale d'énergie thermique.

Une assistance de ce genre pourrait parfaitement être utilisée dans le Sud-Ouest Africain. La superficie que l'aménagement de la rivière Okavango et l'assèchement des marais permettraient de mettre en culture est évaluée à environ 1.200.000 hectares.

Services médicaux

Le Comité a constaté qu'en dehors de la zone de police, il n'y a pas d'hôpitaux d'Etat, que les seuls

hôpitaux que l'on y trouve sont les hôpitaux de mission et que, dans une région où le taux de morbidité semble relativement élevé, les services médicaux sont "insuffisants pour répondre aux besoins de la population".

Le Comité a exprimé l'avis qu'il appartenait au gouvernement de s'efforcer d'assurer aux autochtones des services médicaux au moins comparables à ceux dont bénéficie la population blanche. . .

En 1953, l'Organisation mondiale de la santé a aidé la Birmanie, la Colombie et le Panama à étudier et à améliorer leurs services sanitaires nationaux et locaux. Avec du matériel et des fournitures provenant du FISE, des équipes internationales de médecins et d'infirmières de l'OMS ont travaillé, côte à côte avec le personnel local, dans les centres de démonstration d'hygiène maternelle et infantile de beaucoup de pays.

Le Sud-Ouest Africain a grand besoin d'une aide analogue.

Paludisme

Le Comité a constaté que le paludisme sévissait à l'état endémique dans deux régions du Territoire. Une enquête menée par le gouvernement en 1950 a permis d'aboutir à cette conclusion.

Dans le Cameroun sous administration française, une enquête sur le paludisme a eu lieu au début de 1953. A la fin de l'année, avec l'aide des experts de l'OMS, des plans étaient établis en vue d'une campagne de pulvérisation dans une région peuplée de 48.000 habitants; les plans ont été exécutés au début de 1954.

Amélioration du cheptel et du niveau de vie

Dans un pays d'élevage comme le Sud-Ouest Africain, surtout dans les régions où la distance et l'apparition périodique d'épizooties rendent difficiles le transport et la vente du bétail, l'aide du FISE pour l'installation d'usines de préparation et de déshydratation du lait pourrait être très précieuse. On revigorerait l'économie agricole du pays en fournissant des débouchés sûrs et plus vastes et, pour la production de lait, en enseignant aux éleveurs de vaches laitières de meilleures méthodes de production et de manutention du lait.

L'aide d'un expert étranger qualifié permettrait d'enrayer l'épidémie de fièvre aphteuse qui s'est déclarée dans le nord du Territoire et qui a préoccupé le Comité. Des experts de la FAO ont aidé l'Ethiopie à entreprendre une campagne à long terme de lutte contre les maladies des animaux.

Enseignement

Le Comité a affirmé que l'instruction des autochtones "doit être le fondement de tout progrès dans le Territoire" et il a estimé urgent que l'Administration attache plus d'importance à l'instruction des autochtones sous tous ses aspects et organise en particulier un enseignement secondaire, technique et supérieur.

Plusieurs gouvernements reçoivent de l'UNESCO une assistance technique qui leur permet de réorganiser et d'étendre leur enseignement primaire et secondaire. C'est ainsi qu'une mission de six experts a aidé le Gouvernement libyen à organiser un Centre de formation des maîtres et de rédaction de manuels d'enseignement, qui comprend deux écoles normales, deux écoles primaires modèles avec jardins d'enfants et un centre de fabrication de matériel d'enseignement. Au Costa-Rica, une autre mission a travaillé à l'exécution d'un double programme pilote qui portait sur l'enseignement

rural et sur le développement de l'instruction primaire et a aidé le gouvernement à choisir des méthodes et des programmes adaptés aux besoins du pays en matière d'enseignement rural, d'instruction primaire, de formation des maîtres et d'administration des écoles.

Le Comité a constaté que le Territoire avait grand besoin de techniciens.

La FAO, l'OIT et l'OMS ont mis en œuvre des programmes de formation technique en beaucoup de domaines d'activité dans de nombreux pays sous-développés. Souvent, cette formation est accompagnée ou suivie de l'octroi de bourses de perfectionnement à des candidats recommandés par les gouvernements intéressés pour leur permettre de suivre à l'étranger des cours déterminés dans des établissements d'enseignement.

Le Comité a constaté qu'un petit nombre seulement des autochtones pouvait poursuivre des études au-delà du cycle primaire et a suggéré à l'Administration d'examiner la possibilité d'accorder des bourses d'enseignement secondaire, supérieur ou professionnel et d'envoyer des étudiants poursuivre leurs études à l'étranger.

Quelque 4.500 bourses d'études et de perfectionnement ont été accordées au titre du Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies. L'une d'elles, offerte par l'AAT, a été décernée à un ressortissant de l'Union Sud-Africaine en 1953.

Rôle du FISE

Bien que l'Union Sud-Africaine ait cessé, en 1952, de contribuer au FISE, le Sud-Ouest Africain n'en pourrait peut-être pas moins apporter un concours très utile à la noble tâche de cette institution en développant ses pêcheries, jusqu'ici négligées, et en encourageant la production de farine de poisson, élément important de l'alimentation des enfants dans les régions où existent des carences de protéines. Le Territoire pourrait recevoir à son tour du FISE d'autres substances qui entrent dans la préparation de ces aliments.

Cette année, d'autres territoires africains, placés sous administration britannique ou française, reçoivent du FISE une aide d'un montant total de 2.400.000 dollars. Cette aide n'entraîne en général pas de frais pour le Territoire intéressé: il s'agit, par exemple, de programmes sanitaires et alimentaires exécutés dans les écoles rurales, de cours d'horticulture, de diététique et d'hygiène individuelle, ainsi que de cours d'assainissement et toutes les communautés rurales pourraient être encouragés à participer à l'exécution de tels programmes.

Autres sources d'assistance

Pour obtenir une aide en vue de son développement, le Sud-Ouest Africain pourrait faire appel à des sources autres que les Nations Unies. Cette forme d'assistance contribue beaucoup actuellement à la mise en valeur des territoires français d'Afrique. Des accords bilatéraux conclus entre la Belgique et le Royaume-Uni ont permis, par exemple, d'organiser des moyens de transport à travers la Nigéria et la Gambie et d'amener l'énergie électrique de Brazzaville au Congo belge. Le Comité pour les territoires d'Afrique situés au sud du Sahara procède à des recherches scientifiques dont tous les territoires africains bénéficieraient. Les Etats-Unis fournissent à ces territoires une aide technique et financière.

Il est impossible de croire le peuple et le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine ennemis de l'humanité au point de rejeter d'emblée la possibilité de venir en

aide à des enfants malades et sous-alimentés. Ils ne peuvent refuser une aide technique ou autre qui permettrait de développer l'agriculture et l'industrie du Territoire, de relever le pouvoir d'achat et le niveau de vie de la communauté tout entière et d'encourager ainsi les populations africaines à déployer de plus grands efforts.

Refuser de venir en aide aux populations africaines par de tels moyens serait, de la part d'un gouvernement, faire preuve d'un manque d'amour-propre ou de dignité — surtout si l'on se rappelle que le Gouvernement de l'Union reçoit, sous forme d'armes et de munitions, une aide qui représente des millions de livres et qu'il demande davantage encore à l'OTAN.

Le Sud-Ouest Africain n'est pas un pays pauvre; il est riche en diamants et possède d'autres richesses minérales telles que le cuivre. En fait, il appartient à une vaste région, que le consul général des Etats-Unis en Rhodésie du Sud, dans une publication du Département d'Etat des Etats-Unis, a récemment décrite comme une région "d'une extrême importance pour ce pays et pour les autres nations du monde libre. C'est la plus riche source au monde de certains minéraux d'intérêt stratégique et elle est encore presque inexploitée" (*Field Reporter*, vol. 1, No 5, mars-avril 1953).

L'Administrateur du Sud-Ouest Africain a récemment parlé de la richesse du Territoire, dont le revenu national, a-t-il dit, a augmenté de 12 pour 100 par rapport à 1952. Sans se rendre compte du paradoxe, il a déclaré que le revenu individuel moyen au Sud-Ouest Africain était de 1.300 livres par an, contre 520 livres dans l'Union Sud-Africaine, le revenu national du Territoire étant de 65 millions de livres et le nombre des Européens de 50.000 (*South Africa Survey*, 5 juin 1954). Le fait que, dans ses calculs, il ait omis la population non européenne donne une idée qui n'est pas tout à fait inexacte de la situation qui existe dans le Territoire et de la façon dont les richesses y sont réparties.

Un programme d'assistance de l'Organisation des Nations Unies pourrait contribuer à atténuer les effets d'une économie aussi déséquilibrée et permettrait peut-être également, par son caractère positif et généreux, de surmonter certaines résistances dont les critiques d'ordre politique n'ont pas permis de venir à bout. Il ne laisserait sans doute pas insensibles les intérêts puissants qui tirent des richesses prodigieuses de ce coin sombre bien qu'ensoleillé de l'Afrique.

Un écrivain sud-africain qui s'est récemment rendu dans le Territoire vient de rendre compte de son voyage. Il dit notamment ce qui suit:

"J'ai rencontré un ingénieur arrivé en avion, pour une journée, afin de faire des achats, et qui venait de l'embouchure du fleuve Orange où ... des hommes extraient chaque année pour 30 millions de dollars de diamants.

"Les diamants ne sont nullement la seule source de la prospérité actuelle du Sud-Ouest Africain. J'ai rencontré un éleveur de moutons de race caracul qui m'a expliqué comment il tranche la gorge des agneaux nouveau-nés. "Ils n'ont de valeur que pour leurs peaux", m'a-t-il expliqué. "Un agneau doit être tué dans les vingt-quatre heures qui suivent sa naissance. Une peau vaut environ 2 livres. La valeur annuelle de la production de peaux est de 6 millions de livres."

"L'idée de ces trois millions d'agneaux nouveaux à la gorge coupée m'a péniblement impressionné

et je l'ai dit" (Campbell, Alexander, *Heart of Africa*, Khoff, 1954).

(Le salaire minimum des bergers africains qui conduisent les troupeaux de moutons caracul est de 30 shillings [4 dollars] par mois.)

Les indigènes du Sud-Ouest Africain aiment beaucoup leur terre et leur bétail. Ils sont vivement désireux de s'instruire et de s'initier à des méthodes et techniques nouvelles qu'ils n'ont pas actuellement la facilité d'apprendre. De bien des façons, l'Organisation des Nations Unies pourrait leur venir en aide, ainsi qu'au reste de la population du Territoire, dans les domaines de l'enseignement, de l'hygiène et du développement économique.

Le Comité pourrait étudier comment il serait possible d'adapter l'aide des institutions spécialisées aux besoins locaux du Sud-Ouest Africain, de manière à enrichir la vie de la population, ce qui présenterait des avantages à la fois pour les habitants et pour le gouvernement.

Le geste que feraient les Etats Membres, même ceux qui sont le moins favorisés par la fortune, en versant une contribution que les institutions spécialisées réserveraient pour l'aide au Sud-Ouest Africain, serait un appel à la conscience de l'Union Sud-Africaine et encouragerait beaucoup de bonnes volontés à travailler en vue d'établir des relations reposant sur une coopération plus grande entre l'Union Sud-Africaine et les Nations Unies. Ainsi se trouverait facilitée la solution des controverses juridiques qui sont, depuis neuf ans, une source de si vives préoccupations pour les Nations Unies et pour le Gouvernement de l'Union.

(Signé) Michael Scott

P.-S. — Les exemples de projets d'assistance technique sont tirés du sixième rapport du Bureau de l'assistance technique au Comité de l'assistance technique (E/2566).

Les citations d'opinions exprimées par le Comité du Sud-Ouest Africain sont tirées du rapport du Comité à l'Assemblée générale, neuvième session (A/2666).

Pièce jointe à la lettre qui précède:

LE FISE POURRAIT AIDER LES ENFANTS DE L'AFRIQUE DU SUD

Il est certain que l'Union Sud-Africaine pourrait recevoir une aide matérielle pour des programmes bien conçus destinés à améliorer la santé et le bien-être de ses enfants si le Gouvernement de l'Union demandait une telle aide et s'il acceptait les conditions dans lesquelles elle est accordée. Cent un Etats et territoires de toutes les parties du monde, pour qui le Conseil d'administration du FISE a voté des crédits d'assistance, ont accepté ces conditions. L'aide du FISE consiste en fournitures et matériel que le gouvernement intéressé utilise pour exécuter ses propres plans de protection et d'hygiène infantile. Le gouvernement intéressé et le FISE se mettent d'accord sur des plans précis qui méritent l'aide du FISE et chacun prend des engagements touchant sa contribution à leur exécution. Le gouvernement accepte de se soumettre à un contrôle international et de distribuer l'aide du FISE sans considérations d'ordre politique, racial ou religieux. L'exécution du plan est assurée par le gouvernement ou par une institution qu'il désigne. Toutes les dépenses locales sont à la charge du gouvernement.

En offrant d'aider les pays dans le besoin, le FISE cherche à encourager l'exécution de programmes à long terme et d'un effet durable et non de mesures palliatives de courte durée. Il désire faciliter l'exécution de programmes qui s'attaquent aux causes les plus importantes de maladie et de mort parmi les enfants, plutôt que de ceux qui représentent des efforts isolés et coûteux. La nature des programmes qu'il subventionne dépend de l'état de santé et des services sanitaires de chaque pays. Le FISE a accordé pour la première fois une aide à l'Afrique en 1952 et consacre maintenant plus de 3 millions de dollars à ce

continent. Plus des trois quarts de cette somme sont destinés à des campagnes intensives contre les maladies endémiques, qui constituent un grave danger pour les enfants; le reste va à des programmes d'alimentation ou à des installations essentielles d'hygiène maternelle et infantile.

Etant donné que l'Union Sud-Africaine a développé ses services sanitaires et médicaux plus que la plupart des autres pays d'Afrique ne l'ont fait, il est certain que l'aide du FISE à l'Union serait moins destinée à lutter contre les maladies épidémiques et viserait davantage à étendre le bénéfice des services sanitaires de base aux mères et aux enfants qui n'en disposent pas encore. Dans la pratique, cette aide irait surtout aux 5 millions de mères et enfants non européens ou africains.

Le Gouvernement de l'Union lui-même a reconnu la nécessité d'un programme sanitaire moderne, qui mettrait les bienfaits de la science médicale moderne à la portée de toute la population. Il a créé une Commission des services sanitaires nationaux qui, en 1942-1944, a étudié le problème général de l'organisation et du développement des services sanitaires dans l'Union et a proposé un plan national (rapport dit *Gluckman Report*). Dans son rapport, cette commission a exprimé l'avis raisonnable qu'il valait mieux prévenir (méthode plus sûre, plus rapide et moins coûteuse) que guérir. Elle a recommandé notamment de créer 400 centres sanitaires qui offriraient à la fois des services sanitaires publics, des services d'hygiène maternelle et infantile et des services médicaux. Jusqu'ici, une trentaine de centres seulement ont été créés.

Le FISE pourrait certainement apporter son concours pour continuer l'exécution de ce plan et créer davantage de centres sanitaires, qui desserviraient la population africaine négligée. Dans d'autres pays, il accorde son aide à des programmes analogues. Il fournit du matériel, des médicaments et des aliments d'appoint pour l'exécution des programmes d'hygiène maternelle et infantile que des centres sanitaires du même genre mènent à bien dans beaucoup de pays.

Pour exécuter ce programme, il faudrait aussi davantage d'infirmières et de sages-femmes et il est certain que le FISE pourrait accorder une aide aux institutions qui les forment. Des centaines d'écoles, dans d'autres pays, reçoivent une aide du FISE pour l'exécution de tels programmes de formation.

Un autre domaine où le FISE pourrait apporter son concours est celui de l'alimentation des enfants, où les efforts prennent souvent la forme de programmes d'alimentation des écoliers, mais pour lesquels on peut aussi utiliser n'importe quelle institution de protection de l'enfance. Sous sa forme la plus simple, l'aide du FISE à ces programmes consiste en lait écrémé en poudre, auquel s'ajoutent quelquefois des capsules vitaminées d'huile de foie de poisson. De nombreux témoignages prouvent que la sous-alimentation est grave dans la population non européenne de l'Union et il est avéré que le lait écrémé accompagné de vitamines permet de venir rapidement à bout même des cas les plus graves. Les frais que représenterait pour le FISE l'envoi à l'Union Sud-Africaine du lait qu'il faudrait pour donner à chaque enfant un verre de lait par jour pendant la majeure partie d'une année seraient de 1 dollar seulement.

Dans les programmes d'alimentation des enfants, le FISE cherche aussi à obtenir les effets les plus durables. Dans ses programmes d'alimentation scolaire, dont bénéficient surtout des enfants européens, l'Union a déjà obtenu de bons résultats avec des aliments de provenance locale. Le Conseil national sud-africain de la nutrition a procédé à des études générales très intéressantes sur les rapports entre l'alimentation et la santé et a examiné des mesures qui permettraient d'améliorer la situation dans l'Union, surtout en ce qui concerne la consommation de lait. Dès 1947, il a souligné que la production de lait de l'Union, qui s'élève à 300 millions de gallons par an, ne représente qu'un tiers environ de la quantité nécessaire pour assurer à toute la population un approvisionnement suffisant. Quel que soit le programme adopté pour augmenter la quantité de lait à distribuer aux enfants, le FISE pourrait accorder une aide sous forme de matériel pour la préparation ou la déshydratation du lait. Il prête son concours à des programmes de ce genre dans beaucoup d'autres pays.

On trouvera ci-joint un bref exposé des programmes qui bénéficient actuellement de l'aide du FISE dans d'autres régions d'Afrique.

PROGRAMMES DU FISE EN AFRIQUE

Aide totale du FISE
au 1^{er} octobre 1954
(Dollars)

Lutte contre les maladies contagieuses

BASSOUTOLAND: Le FISE fournira des vaccins, du matériel et des moyens de transport pour une campagne contre la diphtérie et la coqueluche 23.000

ILE MAURICE: Le FISE a fourni du vaccin pour la vaccination des enfants contre la coqueluche 12.100

Lutte contre la lèpre

NIGÉRIA: Le FISE fournit du matériel de diagnostic et des médicaments pour organiser une campagne destinée à dépister et à traiter la lèpre, la Nigéria étant l'un des pays où cette maladie est la plus répandue... 111.000

Programmes à long terme d'alimentation

CONGO BELGE et RUANDA-URUNDI: Le FISE fournit du lait en poudre destiné à prévenir et à soigner le kwashiorkor chez les jeunes enfants, les femmes enceintes et les femmes qui allaient 260.800

Lutte contre le paludisme

AFRIQUE-OCIDENTALE FRANÇAISE, CAMEROUN ET TOGO: Le FISE fournit des insecticides, des pulvérisateurs et des moyens de transport pour faciliter une campagne de grande envergure de pulvérisation au moyen d'insecticides à effet rémanent..... 1.240.600

KÉNYA: Le FISE fournit des insecticides et des moyens de transport pour un projet dont l'application durera trois ans et qui a pour but de lutter contre les épidémies saisonnières de paludisme dans le district de Nandi et les régions avoisinantes par des pulvérisations d'insecticides à effet rémanent..... 51.700

KÉNYA, TANGANYIKA ET OUGANDA: Le FISE fournit des insecticides, des moyens de transport et du matériel à utiliser sur place pour un projet pilote dont la mise en œuvre durera cinq ans 57.800

LIBÉRIA: Le FISE fournit des insecticides, des pulvérisateurs, des moyens de transport et du matériel de laboratoire pour une campagne de lutte combinée contre le pian et le paludisme 75.000

NIGÉRIA: Le FISE fournit des insecticides et des moyens de transport pour une campagne de pulvérisation au moyen d'insecticides à effet rémanent qui protégera environ 100.000 personnes 90.000

RHODÉSIE DU SUD: Le FISE fournit des véhicules pour aider le gouvernement à étendre son programme de lutte antipaludique..... 24.200

Programmes de conservation du lait et programmes à long terme d'alimentation

NIGÉRIA: Le FISE équippa une usine de déshydratation du lait qui pourra produire par an 140 tonnes de lait en poudre, dont bénéficiera un nombre d'enfants que l'on évalue de 7.000 à 10.000. Le FISE fournit également 400.000 livres de lait en poudre, pour commencer la distribution du lait en attendant que cette usine soit en service.... 72.000

Protection maternelle et infantile

CÔTE-DE-L'OR: Le FISE fournit du matériel pour 15 centres sanitaires ruraux, du lait en

poudre qui sera distribué par l'intermédiaire de ces centres, du matériel d'enseignement pour les écoles de sages-femmes et d'infirmières et des trousseaux d'obstétrique pour les stagiaires qui finissent leurs études.....	28.600	personnel auxiliaire des services de protection maternelle et infantile.....	22.000
KENYA: Le FISE fournit du matériel et des moyens de transport pour 20 nouveaux centres sanitaires ruraux, du matériel mobile pour l'éducation sanitaire et pour la formation de personnel du service sanitaire rural, ainsi que du lait écrémé en poudre pour le traitement du kwashiorkor dans les hôpitaux, les centres sanitaires et les services de consultation	74.500	<i>Lutte contre la syphilis</i>	
NIGERIA: Le FISE fournira 500 trousseaux d'obstétrique pour les sages-femmes, les infirmières visiteuses et les infirmières de village	6.600	MAROC: Le FISE fournit de la pénicilline, des véhicules et des instruments de laboratoire pour la partie de la campagne antisiphilitique qui a pour objet de soigner les femmes enceintes et les enfants.....	121.500
RHODÉSIE DU NORD: Le FISE équippa 20 nouveaux centres de protection maternelle et infantile et fournira les aliments d'appoint que ces centres distribueront. Le FISE fournira également des bicyclettes et des trousseaux d'obstétrique pour le service d'obstétrique à domicile et du matériel d'enseignement pour les écoles d'infirmières, de sages-femmes et d'auxiliaires hygiénistes	39.500	<i>Lutte contre le trachome</i>	
NYASSALAND: Le FISE fournira du matériel, des médicaments et des aliments d'appoint, du matériel d'enseignement, des trousseaux d'obstétrique, des bicyclettes et d'autres moyens de transport pour faciliter la création de 15 nouveaux centres sanitaires ruraux	62.500	MAROC: Le FISE fournit des véhicules, des pommades à base d'antibiotiques et des sulfamides composés, ainsi que des insecticides et des pulvérisateurs pour une campagne contre la conjonctivite et le trachome	190.000
TANGANYIKA: Le FISE fournira du matériel pour des centres de protection maternelle et infantile, des écoles de formation, des hôpitaux et des services d'agents sanitaires ruraux, ainsi que des trousseaux d'obstétrique, des moyens de transport, des médicaments et des aliments d'appoint.....	58.300	TUNISIE: Le FISE fournit des moyens de transport, des médicaments, du matériel de laboratoire pour l'enseignement et la formation, ainsi que du matériel de propagande et d'éducation sanitaire pour une campagne intensive de dépistage et de traitement du trachome	119.800
UGANDA: Le FISE fournit du matériel pour l'éducation sanitaire et pour la formation de		<i>Lutte contre le pian</i>	
		BETCHOUANALAND: Le FISE donne des fournitures et du matériel pour une campagne intensive de trois ans contre le pian	43.900
		LIBERIA: Le FISE fournit des insecticides, des pulvérisateurs, des moyens de transport et du matériel de laboratoire pour une campagne de lutte combinée contre le pian et le paludisme	75.000
		NIGERIA: Le FISE fournit de la pénicilline, des moyens de transport et du matériel pour une campagne de dépistage et de traitement du pian	180.000
		<i>Secours d'urgence</i>	
		TANGANYIKA: Le FISE a fourni 1.200 tonnes de lait en poudre destiné à 100.000 enfants et mères qui souffraient de la disette dans la Province-Centrale	120.000

Source: UNICEF Compendium 1954-1956.

ANNEXE V

Communication, en date du 15 décembre 1954, adressée au Président du Comité du Sud-Ouest Africain par le révérend Michael Scott (General Theological Seminary, New-York), avec l'extrait d'une lettre de Jariretundu Kozonguizi

Veillez trouver ci-joint copie de l'extrait d'une lettre qui est datée du 5 décembre 1954 et que j'ai reçue de M. Kozonguizi, pour le cas où votre Comité voudrait l'examiner en même temps que la pétition du même auteur et les observations formulées à son sujet par le représentant de l'Union Sud-Africaine à la Quatrième Commission.

Je joins également, à titre de renseignement, le texte du *Bantu Education Act* et une circulaire du Département des affaires indigènes qui a trait à la délivrance d'autorisations et de baux pour l'ouverture d'églises dans les régions occupées par les autochtones.

(Signé) Michael Scott

Pièce jointe à la lettre précédente:

Le volumineux rapport du Comité du Sud-Ouest Africain m'a persuadé que les délégations s'efforcent sincèrement de trouver une solution au problème.

Je me suis également aperçu que le responsable de la situation était l'Union Sud-Africaine. Son refus de coopérer avec les autres nations à ce sujet permet de penser que les Afrikanders n'ont pas encore atteint un niveau de civilisation et de développement très élevé. Leur refus de s'incliner devant la décision de la Cour révèle au monde l'étroitesse de leur esprit. Ils raisonnent en bergers et non comme s'ils vivaient à l'ère industrielle. Il est surprenant de voir que pour eux, le seul argument qui compte, c'est qu'ils n'ont pas l'obligation juridique de placer le Sud-Ouest Africain sous le régime de tutelle; l'obligation morale leur échappe. Ils soutiennent que, depuis la liquidation de la Société des Nations, ils n'ont plus à répondre de leur administration du Territoire devant aucun organisme international. S'il en est ainsi, ils ne possèdent aucun statut dans le Sud-Ouest Africain. Pourquoi alors ne pas nous laisser faire de notre pays ce que nous estimons conforme à notre intérêt? Je ne veux pas porter de jugement, car je crois que personne, ici-bas, n'est moralement qualifié pour porter un jugement sur autrui, mais il est impossible de passer sous silence l'attitude adoptée par l'Union Sud-Africaine.

Au sujet des bruits qui se sont répandus, je vous dirai franchement que celui qui les a propagés est bien malheureux de vivre au XXème siècle avec des idées et un mécanisme mental aussi retardataires. Je me demande en quel siècle les gens avaient de si faibles facultés de raisonnement. Tout ce que je puis dire, c'est que Dieu lui pardonne, car il ne sait pas ce qu'il dit.

Quant à mes progrès à l'Université, rien de mauvais ou de médiocre dans mon travail ne pouvait me faire attendre un échec. Je n'ai connu aucun échec dans toute ma carrière scolaire. Je sais parfaitement que les notes que j'ai obtenues au cours des examens semestriels sont les moins bonnes que j'aie jamais eues, mais j'ai réussi. Si cela s'était produit à la fin de l'année, j'aurais été admis à passer en deuxième année. Quant aux tout récents examens dont on ne connaît pas encore les résultats, je n'ignore pas qu'un échec est toujours possible, mais je le crois peu probable. Si j'échoue cette fois, je serai très content de rester chez moi, pas tellement parce que j'aurai échoué, mais parce que je sais que je ne pourrais faire mieux.

Pour passer en deuxième année, il suffit de réussir aux examens de fin de première année et, si je n'y parviens pas cette fois, je n'ai plus qu'à rester chez moi.

On prétend que j'aurais écrit ma lettre aux Nations Unies pour avoir un prétexte de ne pas retourner à l'Université. Rien n'est plus faux. Le fait est que si j'échoue à mes examens, l'Université peut ne pas m'autoriser à suivre de nouveau les cours et chacun le sait; une lettre aux Nations Unies n'y changera rien. Même en ce cas, je ne crois pas que j'aurais la mesquinerie de chercher à mon échec une excuse comme celle-là. D'ailleurs, un échec ne signifie pas que l'on soit un imbécile ou un médiocre. Les échecs font partie de la vie universitaire et tout le monde peut avoir à en essuyer. Cela ne veut pas dire que je m'attende ou me sois attendu à échouer. Pour le moment, je puis seulement dire que mon échec est improbable.

Je ne suis pas offensé, parce que je sais à quelle sorte de gens j'ai affaire; il n'est pas étonnant qu'ils répandent des bruits comme ceux-là. Je ne suis pas du tout offensé et vous remercie de m'avoir donné cette indication.

ANNEXE VI

Pétition et communications concernant la communauté des Rehoboths

a) *Lettre sans date adressée au Président au Comité du Sud-Ouest Africain par MM. A. J. Beukes, P. Diegaard et A. van Wyk*

Voici en quelques mots l'objet de notre pressant appel:

Le Rehoboth Settlement a été acquis et consolidé grâce au travail et aux sacrifices de notre peuple. Depuis 1868, et surtout depuis 1870-1874, nous possédons le droit de nous administrer nous-mêmes selon nos propres lois et coutumes, en vertu de la Constitution du Rehoboth Settlement.

Nous demandons que les proclamations Nos 28 de 1923, 31 de 1924, 9 de 1928, 29 de 1929, 17 de 1932, 5 de 1935, 20 de 1935, 16 de 1938 et 22 de 1941 soient déclarées nulles et de nul effet en ce qui concerne le *settlement*.

Nous voulons que l'on nous restitue le droit de nous administrer nous-mêmes conformément à notre constitution patriarcale de 1870-1874. Lorsque nos ancêtres ont repris la terre de feu le chef Swartbooi, les limites du *settlement* ont été établies de façon précise et acceptées comme frontières par les premiers chefs et par le Gouvernement allemand.

Au cours de la guerre de 1914-1918, un conflit a opposé les Rehoboths et le Gouvernement allemand, les premiers refusant de prendre les armes contre l'Union Sud-Africaine. Le motif de ce refus était que leurs ancêtres étaient venus de l'Union, et qu'ils estimaient en outre qu'en participant à cette guerre, ils violeraient le traité qu'ils avaient conclu avec le Gouvernement allemand et dans lequel ils s'engageaient à rester neutres en cas de guerre ou de conflit entre Européens. Le Gouvernement allemand les a menacés d'abroger le traité s'ils persistaient dans leur refus; puis il a mis sa menace à exécution.

Lorsque le général Botha s'est rendu à Walvis-Bay, feu le capitaine C. van Wyk et d'autres notables rehoboths ont eu dans cette ville des entretiens avec le Premier Ministre. Ce dernier a reconnu la Constitution de 1870-1874, ainsi que les frontières du *settlement*. Nous désirons ardemment que l'on honore les assurances données aux Rehoboths par un homme d'Etat

maintenant décédé. Nous demandons que, comme l'avait fait la Société des Nations, les Nations Unies veuillent bien nous reconnaître comme un peuple indépendant, doté du droit de s'administrer lui-même. En tant que peuple, nous nous sommes gouvernés nous-mêmes pendant cinquante-quatre ans. Depuis dix-neuf ans, nous sommes administrés, à titre d'expérience, par le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine.

Nous demandons instamment à l'Organisation des Nations Unies de nous accorder un jour la possibilité de discuter avec elle la situation dans laquelle se trouve actuellement notre *settlement*. On prétend que des désordres se seraient produits le 5 avril 1925 dans le *settlement*. Il n'y a rien eu de tel. Les seules difficultés qui se soient présentées étaient uniquement d'ordre intérieur et résultaient de différends entre Rehoboths. Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine est intervenu immédiatement dans nos affaires intérieures en envoyant des avions et des troupes. Des coups de feu ont été tirés par les gens de l'Union. Les Rehoboths n'ont pas rendu coup pour coup, car ils ne désiraient pas provoquer de troubles. Plusieurs d'entre nous ont été arrêtés et ont dû payer des amendes de 20 à 60 livres. Beaucoup d'entre nous ont subi de grosses pertes en bétail.

Par la suite, le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine s'est emparé de trente-trois domaines qui appartenaient au *settlement*, pour s'indemniser des dépenses qu'il avait encourues en envoyant les avions et les forces armées qui avaient apporté chez nous la misère et la ruine. Le Comité pourrait, en consultant le volume 8 de 1946 du *Hansard*, constater que les torts étaient du côté de l'Union.

Nous demandons donc que l'on nous rende, à nous leurs propriétaires légitimes, ces trente-trois domaines qui représentent des centaines de kilomètres carrés et dont nous avons été illégitimement et illégalement dépossédés par le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine. Dans un article paru dans un journal local, *Huisgenoot*, du 23 octobre 1950, l'auteur, un Européen, a prétendu que nous n'avions à nous en prendre qu'à nous-mêmes pour la perte de cette terre. Cette assertion est sans fondement.

Du temps de l'Administration allemande, une bande de terre à l'ouest du *settlement* actuel nous a également été prise par le gouvernement de l'époque. Nous demandons instamment que cette terre nous soit elle aussi rendue. Vous trouverez ci-après des documents qui vous donneront de plus amples renseignements.

Nous espérons que le Comité de l'Organisation des Nations Unies et les Nations Unies elles-mêmes ne nous laisseront pas, nous, les Hereros, les Namas et les Damaras, dans cette situation pénible. Nous demandons à tous les peuples du monde de nous aider dans la lutte que nous avons entreprise pour assurer notre indépendance et nos droits humains.

L'Organisation des Nations Unies ne pourrait-elle pas envoyer un comité d'enquête pour découvrir la vérité au sujet du Sud-Ouest Africain?

(Signé) A. J. BEUKES
P. DIEGAARD
A. VAN WYK

Pièce jointe à la lettre précédente:

AFFAIRES DES DROITS DU CHEF PHILANDER ET DE SA TRIBU SUR LE DOMAINE DE RIETFONTEIN, À GORDONIA

Voici, en quelques mots, l'histoire de cette terre, sise au nord du fleuve Orange, et des droits de propriété la concernant:

1. Avant 1860, c'était une terre sans propriétaire, inexploitée, occupée de façon très clairsemée par des nomades comme les Boschimans Masarwas, pratiquement sans eau et qui abondait en gibier et en animaux nuisibles (pays du lion).

2. Vers 1860, un grand convoi de Bâtards, ayant pour chef reconnu Dirk Philander, a remonté les rives de l'Orange, puis s'est divisé en deux: les uns sont allés d'Upington (alors connu sous le nom de Veldshoendragers) en direction du nord-ouest jusqu'aux localités qui s'appellent maintenant Warmbad et Rehoboth dans le Sud-Ouest Africain; les autres se sont dirigés d'Upington vers le nord jusqu'à ce qu'on appelle actuellement Aroab-Rietfontein (dont le nom ancien était Nass) entre les rivières Nosop, Molopo (région de Witdraai) et Auob. Après de longues et pénibles campagnes contre la tribu guerrière des Afrikanders, ils ont effectivement soumis tout le pays, ont creusé des puits et ont chassé le gibier et les animaux nuisibles. Le chef Philander et sa tribu ont occupé la région et revendiqué les droits de propriété et la souveraineté effective sur cette région. Rietfontein (Nass) était la réserve centrale et le siège du chef et de sa tribu. Sa superficie était évaluée à 35.000 morgens. De 1880 à 1890, les Allemands ont conquis ce que l'on appelle maintenant le Sud-Ouest Africain et les géomètres Rosman, puis Moorrees (ensuite géomètre général du Betchouanaland britannique à Vryburg), ont fixé la frontière entre le territoire allemand et la zone occupée par la tribu de Philander à environ 20° de longitude. Etant donné la crainte que les Bâtards (tribu de Philander) avaient des Allemands, le chef Philander a demandé au Gouvernement impérial britannique de prendre la tribu et les terres sous sa protection. Le Gouvernement impérial s'y est d'abord refusé (voir lettre du 28 mars 1892, adressée au Gouverneur du Cap par lord Knutsford), mais, par la suite (vers le mois d'août 1891), le Gouvernement britannique a accepté et la région occupée par Philander a été placée sous la protection britannique. Le 20ème méridien partage actuellement en deux le territoire de la tribu.

3. Entre 1870 et 1890, le chef Philander a concédé beaucoup de domaines à certains membres de sa tribu et en a vendu à plusieurs Européens qui ont reçu un titre officiel de propriété. Ces titres ont fait l'objet d'une enquête minutieuse, puis ont été confirmés par Moorrees (Commission de 1893). Il est amplement prouvé qu'à cette époque le chef Philander avait réservé la région de Rietfontein, soit 35.000 morgens (comprenant Vetrivier, Drieboom, Styerkolk, Schopkolk, Maarkolk, etc.), pour son compte et celui de sa tribu. Vers le 30 juin 1885, la Société missionnaire rhénane (Rhenish Missionary Society)

a commencé son activité spirituelle et le chef a vendu un de ses domaines appelé Gansvlei à un certain Nel pour 350 livres; il a utilisé cet argent pour la construction de l'église et du presbytère de Rietfontein. La société a été chargée de la direction du poste et a administré les affaires, notamment les finances de la tribu, étant bien entendu qu'elle n'exercerait ces fonctions au nom de la tribu qu'aussi longtemps qu'elle aurait une activité missionnaire. Sans que la tribu en ait eu connaissance, ait été consultée ou ait donné son consentement, le Gouvernement du Cap a accordé un titre de propriété sur Rietfontein (22.000 morgens) à la société par un acte du 30 mai 1907. (Voir le rapport de la Commission de 1893.) Schepolk a également été transféré à la société.

4. En 1944, sans que la tribu en ait eu connaissance ou ait donné son consentement, la Société missionnaire rhénane a vendu Rietfontein au Gouvernement de l'Union, qui a pris le titre de propriété; le Gouvernement de l'Union, dans ses efforts pour améliorer la situation des gens de Rietfontein et des environs, a mis sur pied et se propose d'exécuter un projet de colonisation agraire à l'intention de gens qui, sans interruption, ont occupé Rietfontein et Schopkolk et continuent à les considérer comme leur propriété en vertu de droits ancestraux. Dès l'ouverture des hostilités en 1939, la Société missionnaire rhénane avait pratiquement cessé toute activité missionnaire et la tribu soutient maintenant que, conformément à la réserve faite à l'origine par le chef Philander, le domaine de Rietfontein et Schopkolk, qui sont voisins (partie de l'ancienne réserve), leur appartiennent.

26 janvier 1952.

Au Comité des Nations Unies,

Nous demandons que notre domaine nous soit rendu.

Le chef W. PHILANDER

b) *Télégramme, sans date, reçu le 22 novembre 1954 et adressé à l'Organisation des Nations Unies par la communauté des Rehoboths*

Demandons enquête impartiale sur problèmes financiers communauté Bâtards Rehoboths Sud-Ouest Africain comme les avons exposés à Administration à Windhoek. Prière répondre urgence.

COMMUNAUTÉ BÂTARDS DE REHOBOTH

c) *Lettre, en date du 27 novembre 1954, adressée à l'Organisation des Nations Unies par M. Jacobus Beukes*

J'ai l'honneur d'adresser la copie ci-après à l'Organisation des Nations Unies. Comme il est indiqué dans le texte, il a été transmis selon la procédure établie. Dans notre pays, nous n'avons guère de privilèges. Nous essayons, par tous les moyens, de nous mettre en rapport avec l'Organisation des Nations Unies afin de pouvoir lui soumettre nos griefs et nos difficultés.

(Signé) Jacobus BEUKES

Pièce jointe à la lettre précédente:

PÉTITION

Adressée au *Kapitein* et au Conseil consultatif (Advis-Raadslade) des Rehoboths

J'ai l'honneur de vous prier respectueusement de bien vouloir transmettre à Son Excellence l'Administrateur du Sud-Ouest Africain, à Windhoek, la lettre suivante:

Monsieur l'Administrateur,

Permettez-moi de vous soumettre respectueusement et après mûre réflexion les questions suivantes:

a) Selon le Traité d'amitié, la communauté des Rehoboths entre-t-elle dans le champ d'application de l'Article 22 du Pacte de la Société des Nations ou constitue-t-elle une partie intégrante de l'Union Sud-Africaine?

b) La communauté des Rehoboths ne comprend pas clairement quels sont ses rapports avec les deux organes administratifs.

c) La communauté des Rehoboths revendique les droits qu'elle a acquis, la terre ayant été achetée et occupée entre les quatre limites par le chef Abraham Swartbooi. Prenez aussi en considération le fait que la terre n'a pas été achetée dans des conditions conformes à la loi. Comme l'empereur Guillaume Ier l'a reconnu à l'époque dans le Traité de 1885, le reste de la terre située entre les quatre limites n'a jamais été acheté, contrairement à ce qu'Abraham Swartbooi a prétendu, bien que Son Excellence M. Leuitwein n'ait pas tracé les limites de manière satisfaisante. Le *Kapitein* a envoyé une lettre de protestation à Sa Majesté. La lettre a été rejetée, comme M. le juge de Villiers l'indique dans son rapport.

d) La communauté des Rehoboths revendique les droits qu'elle a acquis lors de la guerre de 1914, lorsqu'elle a été contrainte de se joindre aux puissances alliées au prix de lourds sacrifices et sans jamais recevoir de compensation. Nos droits à l'intérieur de nos frontières ont ensuite été reconnus intacts aux termes de la Charte des Nations Unies.

e) La communauté des Rehoboths, avec son *Kapitein* et son Conseil consultatif, a été créée par la Constitution de 1870-1872-1874, ce que reconnaît le Traité de 1885, nonobstant la Charte des Nations Unies. Je demande humblement où nous en sommes du point de vue de notre statut juridique.

f) Nous désirons modestement essayer d'abord d'augmenter peu à peu notre revenu grâce à nos efforts personnels, plutôt que de commencer de manière trop ambitieuse, afin d'éviter que notre pays s'endette au moment où la communauté se développe. Nous voulons nous établir solidement en tant que nation, mais je ne veux pas dire que nous devons le faire en violation de la Charte des Nations Unies. Nous ne sommes pas encore en mesure d'accepter une aide en échange de privilèges ou d'une hypothèque, car nous sommes trop faibles du point de vue économique. Par la suite, à mesure que nous nous développerons, nous pourrions accepter une assistance dans des conditions raisonnables, à condition que nos droits fondamentaux restent intacts.

g) Cette pétition a été transmise, conformément à la procédure établie, à l'Organisation des Nations Unies (New-York), par trois membres du Conseil et deux *burghers*. Veuillez, je vous prie, donner votre appui à une enquête afin de montrer à la communauté des Rehoboths qu'elle ne continuera pas à souffrir de litiges d'ordre juridique. Nous voulons vivre désormais dans la confiance mutuelle sous un régime démocratique. En terminant, permettez-moi de mentionner deux points importants du même document au sujet duquel les avis divergent. L'année 1914 a continué, après la guerre, d'avoir de graves conséquences. Les résultats désastreux de la proclamation No 28 de 1923 et de la proclamation No 31 de 1924 se sont fait sentir en 1925. Nous voudrions donc quelques éclaircissements touchant le statut que l'Organisation des Nations Unies va nous donner par l'intermédiaire de l'Administration.

(Signé) Jacobus BEUKES

d) *Projet de résolution que le Comité du Sud-Ouest Africain propose à l'Assemblée générale d'adopter au sujet de la pétition et des communications concernant la communauté des Rehoboths*

L'Assemblée générale,

Ayant accepté l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la question du Sud-Ouest Africain, et notamment l'avis selon lequel le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine doit transmettre les pétitions concernant le Territoire du Sud-Ouest Africain "à l'Assemblée générale des Nations Unies, laquelle est fondée en droit à en connaître",

Ayant habilité, par sa résolution 749 A (VIII), le Comité du Sud-Ouest Africain à examiner les pétitions

en se conformant à la procédure du régime des mandats de la Société des Nations,

Ayant reçu du Comité du Sud-Ouest Africain un rapport concernant une pétition sans date de MM. A. J. Beukes, P. Diegaard et A. van Wyk, membres de la communauté des Rehoboths du Sud-Ouest Africain, ainsi que des communications qui s'y rattachaient, l'une reçue de la communauté des Rehoboths le 22 novembre 1954, l'autre de M. Jacobus Beukes, datée du 27 novembre 1954,

Notant que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, par une lettre en date du 25 mars 1954, a informé le Comité qu'il ne s'était "jamais reconnu obligé de ... communiquer des pétitions à aucun organe international depuis la liquidation de la Société des Nations",

Constatant que les pétitionnaires demandent que le droit de s'administrer eux-mêmes, prévu par la Constitution de la communauté des Rehoboths de 1872-1874, leur soit rendu et qu'ils souhaiteraient avoir des éclaircissements sur le statut juridique de la communauté des Rehoboths; qu'ils demandent que les proclamations Nos 28 de 1923, 31 de 1924, 9 de 1928, 29 de 1929, 17 de 1932, 5 de 1935, 20 de 1935, 16 de 1938 et 22 de 1941, publiées par l'Administrateur du Sud-Ouest Africain et appliquées à la communauté des Rehoboths, soient déclarées nulles et de nul effet dans la communauté, que les limites de la communauté des Rehoboths, qu'elle affirme avoir été reconnues par le Gouvernement allemand, soient rétablies et que certaines terres dont elle aurait été illégalement dépossédée lui soient rendues,

A

En ce qui concerne le statut de la communauté des Rehoboths:

Notant qu'un Traité de protection et d'amitié a été conclu en 1885 entre l'Empire allemand et les Bâtards de Rehoboth, sous forme d'un accord entre deux gouvernements, par lequel le Gouvernement allemand acceptait de prendre sous sa protection la communauté des Rehoboths tout en reconnaissant les droits et libertés que les Rehoboths s'étaient créés,

Constatant que le Gouvernement allemand a dénoncé ce traité en 1915 lorsque, pendant la première guerre mondiale, les Rehoboths ont refusé de se joindre aux forces allemandes et de fournir des hommes pour garder des prisonniers sud-africains,

*Constatant que l'Administrateur du Sud-Ouest Africain, représentant le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, d'une part, et le *Kapitein* et les membres du Raad de la communauté des Rehoboths, agissant pour eux-mêmes et pour leurs successeurs légitimes en tant que représentants de la communauté des Rehoboths, d'autre part, ont conclu un Accord, le 17 août 1923, "en vue de régler à l'avenir l'administration par le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, en sa qualité de mandataire du territoire dénommé le *Gebiet*, qui est occupé par la communauté, dans le district de Rehoboth"; que cet accord a été ratifié et confirmé par la proclamation No 28 de 1923, entrée en vigueur le 1er octobre 1923,*

Constatant en outre que cet accord prévoit notamment que:

a) Sous réserve des dispositions de l'Accord, "l'Administration reconnaît à la communauté des Rehoboths le droit d'administrer elle-même les affaires du *Gebiet*; ce droit sera exercé conformément aux lois figurant actuellement dans le Recueil des lois du Raad de la

communauté des Rehoboths, compte tenu des suppléments et des amendements auxdites lois que le Raad de la communauté des Rehoboths pourra légitimement promulguer en temps opportun", étant entendu que toute loi adoptée par le Raad après le 1er octobre 1923 sera soumise à l'approbation de l'Administrateur :

b) "L'Administrateur aura le pouvoir, après consultation du Raad de la communauté des Rehoboths, de légiférer pour le *Gebiet* et d'étendre à ce territoire l'application de toute loi actuellement en vigueur dans le Territoire du Sud-Ouest Africain ou qui viendrait à être promulguée, s'il estime opportun ou souhaitable de le faire, soit dans l'intérêt du Territoire du Sud-Ouest Africain, soit dans celui du *Gebiet*",

Notant qu'en 1924 des dissensions politiques entre les membres de la communauté des Rehoboths ont donné naissance à une situation qui, de l'avis de l'Administration, mettait gravement en péril le maintien de l'ordre et de la légalité, tant à l'intérieur du *Gebiet* que dans le Territoire du Sud-Ouest Africain, et qu'en conséquence l'Administrateur a publié la proclamation No 31 de 1924, déclarant que le *Kapitein* et le Raad, ainsi que toutes les personnes agissant sous leur autorité, cesseraient d'exercer leurs fonctions dans le *Gebiet* et conférant tous leurs pouvoirs, fonctions et attributions au magistrat du district de Rehoboth qui les exercerait, "conformément aux lois de ladite communauté actuellement en vigueur dans le *Gebiet* et conformément aux dispositions" de l'Accord du 17 août 1923,

Notant en outre que, dans l'application au *Gebiet* des lois postérieures à la proclamation No 31 de 1924, l'Administrateur, dans chaque cas, a cité l'Accord de 1923 et a rappelé que cet accord lui donnait le droit d'appliquer les lois au *Gebiet* après avoir consulté le Raad, que les fonctions et pouvoirs du Raad avaient été transférés au magistrat et que, par conséquent, il consultait le magistrat avant d'appliquer les lois en question,

1. Décide d'informer les pétitionnaires que le Territoire du Sud-Ouest Africain reste un territoire soumis au mandat international accepté par l'Union Sud-Africaine le 17 décembre 1920 et que, partant, les dispositions du mandat et de l'Article 22 du Pacte de la Société des Nations s'appliquent à la communauté des Rehoboths, qui constitue une partie du territoire sous mandat ;

2. Considère que, sous réserve des dispositions du mandat, l'administration par l'Union Sud-Africaine du territoire connu sous le nom de *Gebiet* des Rehoboths continue d'être régie par l'Accord conclu le 17 août 1923 entre l'Administrateur du Territoire sous mandat, représentant le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, d'une part, et le *Kapitein* et les membres du Raad de la communauté des Rehoboths, agissant pour eux-mêmes et pour leurs successeurs légitimes en tant que représentants de la communauté des Rehoboths, d'autre part ;

3. Considère que le transfert à titre permanent des pouvoirs, fonctions et attributions des représentants de la communauté des Rehoboths, dûment élus conformément aux lois de la communauté, au fonctionnaire désigné comme magistrat du district de Rehoboth ne serait pas conforme aux dispositions de l'Accord du 17 août 1923 ;

4. Considère en outre que la consultation, par l'Administrateur, du magistrat du district de Rehoboth en

vue de l'application au *Gebiet* des Rehoboths de lois postérieures à 1924 ne remplit pas la condition fixée dans l'Accord du 17 août 1923, qui prévoit la consultation du Raad de la communauté des Rehoboths ;

5. Recommande en conséquence que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, Puissance mandataire, prenne les mesures nécessaires pour redresser cette situation.

B

En ce qui concerne les limites du Gebiet des Rehoboths :

Constatant que les limites du *Gebiet* des Rehoboths sont définies dans l'Accord du 17 août 1923 et que le *Kapitein* et les membres du Raad de la communauté des Rehoboths, agissant pour eux-mêmes et pour leurs successeurs légitimes en tant que représentants de la communauté des Rehoboths, semblent les avoir acceptées,

Estime que l'Accord du 17 août 1923 semble avoir réglé toutes les revendications que la communauté des Rehoboths a pu soulever au sujet des limites du *Gebiet* antérieurement audit accord.

C

En ce qui concerne les revendications de la communauté des Rehoboths sur certaines terres situées à l'intérieur du Gebiet :

Notant que ces revendications ont été étudiées par plusieurs commissions d'enquête, dont la première a été constituée en 1922,

Recommande au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, Puissance mandataire, de mettre tout en œuvre pour qu'elles fassent l'objet d'un règlement rapide et équitable.

e) *Lettre, en date du 13 juin 1955, adressée au Ministre des affaires extérieures de l'Union Sud-Africaine par le Président du Comité du Sud-Ouest Africain*

Me référant à la lettre que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies vous a adressée le 28 juin 1954, pour vous transmettre une communication, sans date, de MM. J. Beukes, P. Diegaard et A. van Wyk, ainsi qu'à la lettre que je vous ai adressée le 10 septembre 1954, portant à la connaissance de votre gouvernement la décision prise par le Comité du Sud-Ouest Africain de considérer cette communication comme une pétition présentée régulièrement, conformément à l'alinéa c de l'article XXVI de son règlement intérieur, et priant votre gouvernement d'envoyer les observations et commentaires qui, selon lui, pourraient aider le Comité dans l'examen de cette pétition, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, conformément à l'alinéa d de l'article XXVI du règlement intérieur du Comité, le texte du projet de résolution que le Comité du Sud-Ouest Africain a adopté le 2 juin 1955, à sa 52ème séance, au sujet de cette pétition. Ce projet de résolution figurera dans le rapport du Comité à l'Assemblée générale.

Veillez également trouver ci-joint le texte des deux communications qui se rattachent à la pétition et dont il est question dans le projet de résolution.

(Signé) Thanat KHOMAN

Pétition et communications y relatives émanant de Hosea Kutako, David Roos et Erastus Amgabeh

- a) *Lettre, en date du 12 octobre 1954, adressée au Secrétaire général par Hosea Kutako, David Roos et Erastus Amgabeh*

Nous avons lu avec intérêt le rapport du Comité du Sud-Ouest Africain et l'avons trouvé véridique. Nous aimerions cependant appeler votre attention sur le paragraphe 138, consacré à la santé publique.

Les services sanitaires du Territoire laissent beaucoup à désirer. Il n'existe aucun hôpital dans les réserves indigènes où vivent la plupart des autochtones. Les habitants de ces réserves doivent parcourir les longues distances qui les séparent des villes pour recevoir les soins médicaux dont ils ont besoin.

Dans ce qu'on appelle les quartiers indigènes des agglomérations urbaines, les cabinets et les robinets sont situés au même endroit. Le trop-plein s'écoule des cabinets et les robinets sont infestés de microbes. Nous attribuons à cet état de choses le taux élevé de la mortalité et les maladies qui sévissent dans les quartiers indigènes, notamment à Windhoek, la capitale, ainsi que dans la station climatique de Swakopmund où la situation est scandaleuse.

En ce qui concerne le paragraphe 92 qui a trait à l'approvisionnement en eau, nous tenons à vous faire savoir que dans les quartiers indigènes des agglomérations urbaines, environ 120 non-Européens se servent d'un seul robinet alors que toutes les demeures d'Européens sont munies d'un nombre suffisant de robinets. Dans les réserves indigènes, les barrages et fossés sont loin de répondre aux besoins. La population peut difficilement se procurer l'eau qui lui est nécessaire pour le bétail et pour elle-même.

Comme suite à notre lettre en date du 2 septembre 1954⁷⁵, nous demandons à l'Organisation des Nations Unies de ne pas différer le règlement de la question du Sud-Ouest Africain et, à sa neuvième session, de prendre en charge l'administration du Territoire conformément aux aspirations des populations du Sud-Ouest Africain. L'Union Sud-Africaine n'est pas notre représentant à l'Organisation des Nations Unies; en outre, elle a démontré de façon patente son incapacité de gouverner qui que ce soit. L'assistance immédiate de l'Organisation des Nations Unies est indispensable aux populations du Sud-Ouest Africain, qui sont profondément blessées lorsque l'Organisation des Nations Unies croit devoir subordonner l'octroi de cette assistance à l'agrément d'un gouvernement qui agit contrairement aux intérêts des habitants autochtones du Territoire.

Le rapport sur la situation dans le Sud-Ouest Africain, qui démontre incontestablement que le Gouvernement de l'Union n'a pas tenu les engagements auxquels il avait souscrit sous les auspices de la Société des Nations, et le désir, maintes fois exprimé, de la population du Sud-Ouest Africain de se voir placée sous la tutelle de l'Organisation des Nations Unies, sont assez de raisons pour que l'Organisation des Nations Unies décide de prendre en charge l'administration du territoire.

Nous ne pensons pas que l'Organisation des Nations Unies serve les intérêts du Sud-Ouest Africain en différant d'année en année le règlement de cette ques-

tion dans l'espoir de recueillir l'assentiment du Gouvernement de l'Union, car la situation où nous nous trouvons ne fait qu'empirer de jour en jour.

(Signé) Hosea KUTAKO
(tribu des Hereros)

David Roos
au nom de David Wittbooi
(tribu des Namas)

Erastus AMGABEH
(tribu des Bergdamaras)

- b) *Lettre, en date du 2 septembre 1954, adressée au Secrétaire général par Hosea Kutako, David Roos et Erastus Amgabeh*

Le Gouvernement de l'Union se refusant toujours à placer le Sud-Ouest Africain sous l'autorité des Nations Unies, nous demandons à l'Organisation des Nations Unies, au nom des tribus Bergdamara, Nama et Herero, de porter la question du Sud-Ouest Africain devant la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue dans le cadre de sa juridiction obligatoire.

Comme nous l'avons dit dans nos pétitions, antérieures, les populations africaines du Sud-Ouest Africain ne prennent encore aucune part à la vie politique du Territoire. L'administration du pays est réservée aux habitants d'origine européenne. Tous les autochtones vivent dans la misère par suite de la perte de leurs terres et du niveau peu élevé des salaires.

Nous sommes toujours assujettis à un régime d'autorisations légales et soumis à d'autres lois de discrimination et d'oppression. Nous avons la conviction que la discrimination raciale et l'oppression ne disparaîtront du Sud-Ouest Africain que le jour où le pays sera placé sous contrôle international.

Nous voudrions que l'on sache que le révérend Michael Scott demeure notre porte-parole à l'Organisation des Nations Unies et devrait être autorisé, à ce titre, à parler en notre nom.

(Signé) Hosea KUTAKO
(tribu des Hereros)

David Roos
au nom du chef David Wittbooi
(tribu des Namas)

Erastus AMGABEH
(tribu des Bergdamaras)

- c) *Lettre, en date du 14 janvier 1955, adressée au Secrétaire général par Hosea Kutako*

Voici un bref compte rendu des délibérations qui ont eu lieu dans la réserve indigène d'Aminuis, les 22, 23 et 24 novembre 1954, lors d'une conférence à laquelle le Secrétaire de l'Administration du Sud-Ouest Africain, en sa qualité de Commissaire principal aux affaires indigènes, avait convié tous les chefs de la tribu des Hereros.

Le Secrétaire de l'Administration du Sud-Ouest Africain, M. J. Neser, a annoncé aux chefs qu'à partir du 1er avril 1955, les habitants autochtones du Sud-Ouest Africain relèveraient du Département des affaires indigènes de l'Union Sud-Africaine. Il a ajouté qu'il ne fallait pas interpréter cette décision comme indiquant que le Sud-Ouest Africain serait incorporé

⁷⁵ Voir lettre b ci-contre.

dans l'Union Sud-Africaine, mais y voir une simple mesure d'ordre administratif.

Nous lui avons répondu que nous ne voulions pas être placés sous l'autorité du Gouvernement de l'Union et que nous attendions toujours de connaître la suite qui serait donnée à notre affaire à l'Organisation des Nations Unies. Nous lui avons fait remarquer, d'autre part, que l'Union administre le Sud-Ouest Africain depuis la première guerre mondiale sans que nous ayons constaté de progrès dans aucun domaine. Nous sommes encore tenus à l'écart de la vie politique de notre pays et nous n'avons toujours pas d'instruction. En outre, les ressources nationales sont exploitées au seul bénéfice des habitants européens.

Nous avons demandé au Secrétaire de l'Administration du Sud-Ouest Africain de prier l'Administrateur d'écrire au Dr Verwoerd, Ministre des affaires indigènes de l'Union Sud-Africaine, pour lui faire savoir que nous ne voulions pas être administrés par l'Union Sud-Africaine. Nous lui avons demandé aussi d'autoriser le chef Hosea Kutako et deux de ses collaborateurs, accompagnés d'un représentant du gouvernement, à se rendre à l'Organisation des Nations Unies pour en suivre les débats. Si l'Administration ne pouvait accorder cette autorisation, nous lui demandions d'inviter les sept membres du Comité du Sud-Ouest Africain à venir dans le Sud-Ouest Africain, où nous nous serions entretenus avec eux en présence de l'Administrateur.

Le Secrétaire de l'Administration du Sud-Ouest Africain nous a répondu que nous ne pouvions pas nous rendre au siège de l'Organisation des Nations Unies étant donné que nous n'avions pas de gouvernement propre et que l'Organisation des Nations Unies n'accueillait que les représentants de gouvernements. Pour ce qui est des ressources nationales, il a dit que si l'on redistribuait les recettes du Territoire de façon proportionnelle entre les diverses tribus, la nôtre (celle des Hereros), qui est peu importante, en pâtirait certainement. Il nous a rappelé les forages et les écoles primaires que nous devons à l'Administration. (N. B. — Il n'existe pas d'écoles secondaires ni d'université pour les populations autochtones. Quant aux écoles primaires, elles sont très insuffisantes, la plupart ne comportant que trois classes. De nombreux enfants ne peuvent s'instruire, faute d'écoles.)

Nous avons estimé devoir vous informer de cet état de choses car le Gouvernement de l'Union a tendance à promulguer des lois sans consulter les populations intéressées; il se contente de les mettre en demeure d'obéir aux dispositions en vigueur. Nous croyons aussi devoir attirer votre attention sur le fait que nous avons demandé à l'Administration d'autoriser les tribus à tenir des réunions communes ou bien de conférer séparément avec l'Administration comme elles le font à présent. Cette demande a été rejetée. Pour ce qui est du renvoi de l'affaire à la Cour internationale de Justice, nous estimons qu'il vaut mieux chercher à obtenir une décision meilleure plutôt que se contenter d'une décision que prendrait à la hâte une assemblée divisée.

En conclusion, et au nom de tous les administrés, je voudrais remercier très chaleureusement l'Organisation des Nations Unies de tout ce qu'elle a fait pour nous ainsi que des efforts qu'elle ne cesse de déployer en vue d'arriver à une solution satisfaisante en dépit de tous les obstacles qui parsèment sa route. Nous avons entière confiance dans les Nations Unies et espérons qu'une solution interviendra prochainement.

Nous assurons l'Organisation des Nations Unies de notre concours constant.

(Signé) HOSEA KUTAKO
(au nom de la tribu des Hereros)

- d) *Projet de résolution concernant la pétition et les communications y relatives émanant de Hosea Kutako, David Roos et Erastus Amgabeb, proposé à l'Assemblée générale, pour adoption, par le Comité du Sud-Ouest Africain*

L'Assemblée générale,

Ayant accepté l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la question du Sud-Ouest Africain, et notamment l'opinion suivant laquelle les pétitions relatives à ce territoire doivent être transmises par le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine "à l'Assemblée générale des Nations Unies, laquelle est fondée en droit à en connaître",

Ayant autorisé le Comité du Sud-Ouest Africain, par la résolution 749 A (VIII), à examiner les pétitions en se conformant à la procédure du régime des mandats de la Société des Nations,

Ayant reçu un rapport du Comité du Sud-Ouest Africain concernant une pétition, datée du 2 septembre 1954, émanant de Hosea Kutako, David Roos et Erastus Amgabeb, ainsi qu'une communication y relative, datée du 14 janvier 1955, émanant de Hosea Kutako,

Notant que les pétitionnaires demandent à l'Organisation des Nations Unies de porter la question du statut du Sud-Ouest Africain devant la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue dans le cadre de sa juridiction obligatoire,

Notant en outre que les pétitionnaires soulèvent des questions concernant la participation des populations africaines à la vie politique du Territoire, l'application d'un régime d'autorisations légales ainsi que de lois de discrimination raciale, les services de l'enseignement, et le fait que l'Administration aurait refusé de permettre aux tribus de tenir des réunions communes,

Décide de faire savoir aux pétitionnaires que, conformément à l'avis consultatif émis le 11 juillet 1950 par la Cour internationale de Justice: a) "Le Sud-Ouest Africain est un Territoire soumis au mandat international assumé par l'Union Sud-Africaine le 17 décembre 1920"; b) "L'Union Sud-Africaine continue à être soumise aux obligations internationales énoncées à l'Article 22 du Pacte de la Société des Nations et au texte du mandat pour le Sud-Ouest Africain; c) "La compétence pour déterminer et modifier le statut international du Sud-Ouest Africain appartient à l'Union Sud-Africaine agissant avec le consentement de l'Organisation des Nations Unies"; et que l'Assemblée générale, par sa résolution 449 A (V) du 13 décembre 1950, a accepté l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice relatif au Sud-Ouest Africain,

Prenant note des observations du Comité du Sud-Ouest Africain sur les questions soulevées par les pétitionnaires en ce qui concerne la situation dans le Territoire du Sud-Ouest Africain,

Décide de transmettre aux pétitionnaires le rapport et les observations du Comité du Sud-Ouest Africain (deuxième session) sur la situation dans le Territoire du Sud-Ouest Africain.

- e) *Lettre, en date du 13 juin 1955, adressée au Ministre des affaires extérieures de l'Union Sud-Africaine par le Président du Comité du Sud-Ouest Africain*

Me référant à la lettre que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies vous a adressée le 13 septembre 1954 pour vous transmettre une communication, en date du 2 septembre 1954, émanant de MM. Hosea Kutako, David Roos et Erastus Amgabeb, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'à sa 43ème séance, tenue le 3 février 1955, le Comité du Sud-Ouest

Africain a décidé de considérer cette communication comme une pétition recevable aux termes de l'article XXVI, c, de son règlement intérieur, et qu'à sa 52ème séance, tenue le 2 juin 1955, le Comité a adopté un projet de résolution concernant cette pétition. Conformément à l'article XXVI, d, du règlement intérieur du Comité, je vous transmets ci-joint copie de ce projet de résolution, dont le texte figurera dans le rapport que le Comité adressera à l'Assemblée générale, ainsi que de la communication y relative mentionnée dans ledit projet de résolution.

(Signé) Thanat KHOMAN

ANNEXE VIII

Pétition et communication y relative émanant du révérend T. H. Hamtumbangela

- a) i) *Lettre, en date du 10 décembre 1954, adressée au secrétaire du Comité du Sud-Ouest Africain par le révérend Michael Scott, General Theological Seminary, New-York*

Je vous serais obligé de bien vouloir faire tenir aux membres du Comité du Sud-Ouest Africain les copies ci-jointes de communications que j'ai reçues du révérend père F. R. Raynes, C.R., supérieur de la communauté de la Résurrection, en Angleterre, me transmettant une lettre émanant du révérend T. H. Hamtumbangela, prêtre anglican africain de la St. Mary's Mission, dans l'Ovamboland.

(Signé) Michael SCOTT

- a) ii) *Lettre, en date du 5 octobre 1954, adressée au supérieur de la communauté de la Résurrection, à Mirfield [Yorkshire (Angleterre)], par le révérend T. H. Hamtumbangela, St. Mary's Mission, Ovamboland (Sud-Ouest Africain)*

Voudriez-vous avoir l'obligeance de faire parvenir la lettre ci-jointe au révérend Michael Scott, Organisation des Nations Unies, New-York (Etats-Unis d'Amérique)?

Vous aideriez ainsi des milliers de non-Européens du Sud-Ouest Africain qui sont actuellement à la merci de M. Malan et soumis à l'esclavage non avoué de l'apartheid.

Veuillez, si possible, prendre connaissance de la lettre ci-jointe.

(Signé) T. H. HAMTUMBANGELA

P.-S. — Je suis tout disposé à rembourser les frais occasionnés par l'envoi de cette lettre à l'Organisation des Nations Unies.

- a) iii) *Lettre, en date du 5 octobre 1954, adressée au révérend Michael Scott par le révérend T. H. Hamtumbangela, St. Mary's Mission, Ovamboland (Sud-Ouest Africain)*

Au nom des Ovambos et des Hereros, je m'adresse à vous pour que, profitant de votre présence à l'Organisation des Nations Unies, vous nous aidiez à lutter contre la tyrannie, l'oppression et la cruauté auxquelles nous sommes soumis par le régime d'apartheid (le parti nationaliste) de l'Union Sud-Africaine.

En 1945, on a obligé nos chefs à signer des documents affirmant que nous étions partisans du Gouvernement de l'Union. Ceux qui voulaient voter contre le

Gouvernement de l'Union étaient menacés de peines et d'exil.

Nous faisons donc appel à l'Organisation des Nations Unies, certains qu'elle ne nous refusera pas son assistance et son appui.

Nous désirons sincèrement que la province du Sud-Ouest Africain soit placée sous la tutelle de l'Organisation des Nations Unies.

Et que le Canada administre le Sud-Ouest Africain au nom des Nations Unies.

L'apartheid (le gouvernement nationaliste) de l'Union Sud-Africaine nous est devenu intolérable.

A Namutoni, entre les mois de juin et d'août 1954, on a dépouillé des travailleurs ovambos retournant chez eux de centaines de livres (£), ainsi que de centaines d'articles personnels tels que vêtements, couvertures, savonnettes et flacons de parfum. Les policiers du régime d'apartheid ont confisqué ces articles aux Ovambos sous prétexte que les Européens ont seuls le droit de les acquérir. Tout Ovambo porteur d'un petit flacon de parfum s'est vu infliger une amende de 2 ou de 5 livres. Il y a eu quelques cas d'emprisonnement et on en est même venu aux coups. Les policiers nationalistes ont déclaré aux Ovambos qu'ils ne devaient pas acheter d'articles réservés à la consommation des blancs.

Nous serions déçus si l'Organisation des Nations Unies ne répondait pas à notre appel. Nous deviendrions volontiers des sujets britanniques.

Dans l'espoir que l'Organisation des Nations Unies donnera une suite favorable à notre requête.

(Signé) T. H. HAMTUMBANGELA

- b) *Lettre, en date du 7 février 1955, adressée au révérend T. H. Hamtumbangela par le Sous-Secrétaire à la tutelle et aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes*

Me référant à la lettre que vous avez adressée le 5 octobre 1954 au révérend Michael Scott et qu'il a transmise le 10 décembre 1954 au Comité du Sud-Ouest Africain, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'à sa 43ème séance, tenue le 3 février 1955, le Comité a décidé de considérer votre communication comme une pétition émanant du Territoire du Sud-Ouest Africain. Le Comité a donc prié le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de vous communiquer le texte de l'article XXVI du règlement provisoire du Comité. Veuillez trouver ci-inclus le texte de cet article.

(Signé) Benjamin COHEN

- c) *Lettre, en date du 7 février 1955, adressée au Ministre des affaires extérieures de l'Union Sud-Africaine par le Sous-Secrétaire à la tutelle et aux renseignements relatifs aux territoires non auto-nomes*

A sa 43^{ème} séance, tenue le 3 février 1955, le Comité du Sud-Ouest Africain a prié le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de faire tenir au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine copies d'une pétition émanant du révérend T. H. Hamtumbangela ainsi que de la lettre que le Secrétaire général a adressée à ce pétitionnaire. En conséquence, j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint un exemplaire de la communication, en date du 5 octobre 1954, que le révérend T. H. Hamtumbangela a adressée au révérend Michael Scott et que ce dernier a transmise au secrétaire du Comité du Sud-Ouest Africain par lettre en date du 10 décembre 1954; vous trouverez également ci-inclus copie de la lettre que j'ai adressée le 7 février 1955 au révérend T. H. Hamtumbangela.

(Signé) Benjamin COHEN

- d) i) *Lettre, en date du 14 avril 1955, adressée au Secrétaire général par Mlle Jane Sprouds, secrétaire adjointe de l'Africa Bureau, Londres*

Nous sommes chargés de vous transmettre les lettres ci-jointes, émanant du Sud-Ouest Africain, aux fins d'examen par l'Organisation des Nations Unies. Je vous serais reconnaissante de bien vouloir communiquer ces lettres aux membres du Comité du Sud-Ouest Africain.

(Signé) Jane SPROUDS

- d) ii) *Lettre, en date du 19 février 1955, adressée au Secrétaire général par le révérend T. H. Hamtumbangela, St. Mary's Mission, Ovamboland (Sud-Ouest Africain)*

Au nom des Ovambos, je fais appel à l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle nous aide à surmonter les très graves difficultés avec lesquelles nous sommes aux prises du fait de l'application de la politique d'*apartheid*.

Nous, habitants non européens de l'Ovamboland, désirons respectueusement élever la plus vigoureuse protestation contre le projet du Gouvernement de l'Union tendant à incorporer, à partir du 1^{er} avril 1955, le Sud-Ouest Africain dans l'Union Sud-Africaine en tant que cinquième province.

Nous tenons à ce que l'on sache que la fusion proposée entre le Sud-Ouest Africain et l'Union Sud-Africaine est contraire à nos vœux, car elle apportera la misère et des souffrances à une grande partie des populations non européennes du Sud-Ouest Africain.

Les habitants non européens du Sud-Ouest Africain vivent dans des conditions d'existence révoltantes. Nous ne voulons donc pas que le Gouvernement de l'Union nous impose son étrange politique raciale, qui est une politique de discrimination et d'intolérance raciale.

Dans notre désarroi, nous nous tournons vers l'Organisation des Nations Unies et la prions de demander à la Cour internationale de Justice de décider de l'avenir de notre Territoire.

L'inique politique d'*apartheid* continue à sévir dans le Sud-Ouest Africain. Les ouvriers ovambos qui retournent dans l'Ovamboland se voient confisquer par les policiers de Namutoni leurs couvertures, chemises,

costumes, vêtements de toutes sortes, flacons de parfum, miroirs, savons de toilette et bien d'autres articles. Tous ces biens leur sont confisqués par les policiers blancs de Namutoni sous prétexte que les Européens devraient être les seuls à acheter de tels articles.

Entre les mois de juin et d'août 1954, de nombreux Ovambos ont été frappés d'amendes de deux livres (2), et même de cinq livres (5), pour avoir acheté un produit censément réservé à la consommation des blancs. Les travailleurs ovambos ont subi des menaces et on leur a dit généralement qu'ils ne devaient pas acheter certains articles réservés aux blancs.

Nous faisons donc appel à l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle nous libère immédiatement du joug du Gouvernement de l'Union. Nous implorons l'Organisation des Nations Unies d'examiner favorablement notre pétition et nous avons le ferme espoir qu'elle ne nous refusera pas son aide et son appui en ces heures difficiles.

(Signé) T. H. HAMTUMBANGELA

P.-S. — Que le Canada administre le Sud-Ouest Africain! Nous voulons que cette tâche soit confiée au Canada. C'est alors seulement que la route vers la civilisation de l'Europe occidentale, objet des aspirations de tous les jeunes non-Européens du Territoire, pourra nous être ouverte.

- d) iii) *Lettre, en date du 19 février 1955, adressée au Secrétaire général par le révérend T. H. Hamtumbangela, St. Mary's Mission, Ovamboland (Sud-Ouest Africain)*

J'adresse, au nom de la tribu ukuanyama, un nouvel appel à l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle nous aide à surmonter les graves difficultés auxquelles notre tribu doit faire face du fait qu'elle se trouve soumise à l'autorité de deux gouvernements: le Gouvernement portugais de l'Angola et le Gouvernement de l'Union.

A l'origine, l'Ovamboland comptait neuf tribus: les tribus ondonga, ukuambi, ombarantu, ongadjela, ukualuzi, ukolongazi, ombadja, evale et ukuanyama.

Un explorateur venu de Walvis-Bay, M. Galton, pénétra un jour dans la partie méridionale de l'Ovamboland. Avec son groupe, il visita successivement les chefs des différentes tribus. Cependant, des missionnaires allemands arrivèrent dans le Territoire et atteignirent peu à peu la région occupée par la tribu ukuanyama.

En 1908, un officier allemand, le commandant Frank, arriva dans l'Ovamboland et rendit visite, à son tour, à tous les chefs de tribu. Les chefs de l'Ovamboland lui firent bon accueil et le prièrent de négocier des alliances avec le Gouvernement allemand du Sud-Ouest Africain.

La même année, le chef de la tribu ukuanyama, Nandja Hedimbi, conclut une alliance avec les Allemands. C'est ainsi que les neuf régions tribales de l'Ovamboland devinrent partie intégrante du Sud-Ouest Africain, qui était alors en territoire allemand.

En 1914, les forces portugaises traversèrent le Kunéné, qui formait la frontière, et envahirent les régions occupées par les tribus ombadja, evele et ukuanyama.

En 1914, les forces de l'Union traversèrent le fleuve Orange et, en 1917, elles se heurtèrent aux forces portugaises dans l'Ovamboland, à Namakunde, qui est situé dans la région de la tribu ukuanyama.

En 1926, l'Angola revendiqua une partie de l'Ovamboland. Une nouvelle frontière fut alors tracée du Kunéné à l'Okavango. Cette délimitation artificielle de la frontière eut pour résultat de couper en deux la région occupée par la tribu kuanyama.

Les Kuanyamas qui se trouvent d'un côté de la frontière peuvent très difficilement aller voir leurs parents qui sont de l'autre côté. Les fonctionnaires portugais se comportent de façon bizarre à l'égard des visiteurs kuanyamas. Les Kuanyamas sont soumis aujourd'hui, dans leur propre patrie, à un régime d'autorisations légales et à d'autres lois de discrimination et d'oppression.

La frontière actuelle, qui va du Kunéné à l'Okavango, rend impossible toute vie tribale; elle empêche les Kuanyamas d'entretenir les rapports qui devraient exister normalement entre membres d'une même tribu, impose de grandes souffrances à de nombreux innocents et compromet les relations pacifiques entre tribus.

Depuis 1953, la police portugaise a confisqué de nombreuses têtes de bétail qui appartenaient à des Kuanyamas habitant de notre côté de la frontière. Récemment, 500 têtes de bétail ont été confisquées par les policiers portugais à Oshihedi (Che de). Cette confiscation a eu lieu en février. Les propriétaires résident dans notre partie du pays kuanyama.

Les Portugais interdisent même aux Kuanyamas du Sud-Ouest Africain de pénétrer dans l'Angola avec des sacs de blé.

Un fils qui réside de ce côté de la frontière doit obtenir un permis pour aller voir son père ou sa mère dans l'Ukuanyama angolais.

Les fonctionnaires portugais nous font payer des droits de douane. Nous ne pouvons servir deux maîtres à la fois. Nous faisons donc appel à l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle nous libère de l'obligation de servir deux maîtres, du moins en ce qui concerne le pays kuanyama. En tant que membres d'une même tribu, nous voulons pouvoir mettre en commun nos peines et nos joies.

C'est pourquoi nous désirons attirer l'attention de l'Organisation des Nations Unies sur cette frontière inique qui a été tracée artificiellement en 1927-1928 entre l'Angola et le Sud-Ouest Africain et qui a scindé notre tribu en deux.

(Signé) T. H. HAMTUMBANGELA

e) *Projet de résolution concernant la pétition du révérend T. H. Hamtumbangela et la communication y relative, proposé par le Comité du Sud-Ouest Africain à l'Assemblée générale pour adoption*

L'Assemblée générale,

Ayant accepté l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la question du Sud-Ouest Africain, et notamment l'opinion suivant laquelle les pétitions relatives à ce territoire doivent être transmises par le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine "à l'Assemblée générale des Nations Unies, laquelle est fondée en droit à en connaître",

Ayant autorisé le Comité du Sud-Ouest Africain, par la résolution 749 A (VIII), à examiner les péti-

tions en se conformant à la procédure du régime des mandats de la Société des Nations,

Ayant reçu un rapport du Comité du Sud-Ouest Africain concernant une pétition, datée du 5 octobre 1954, et une communication y relative, datée du 19 février 1955, émanant du révérend T. H. Hamtumbangela,

Notant que le pétitionnaire demande que la Cour internationale de Justice soit invitée à se prononcer sur la question du statut futur du Territoire du Sud-Ouest Africain,

Notant, en outre, que le pétitionnaire soulève des questions concernant les mesures de discrimination raciale qui sont appliquées à la population non européenne du Territoire,

Décide de faire savoir au pétitionnaire que, conformément à l'avis consultatif émis le 11 juillet 1950 par la Cour internationale de Justice: a) "Le Sud-Ouest Africain est un Territoire soumis au mandat international assumé par l'Union Sud-Africaine le 17 décembre 1920"; b) "L'Union Sud-Africaine continue à être soumise aux obligations internationales énoncées à l'Article 22 du Pacte de la Société des Nations et au texte du mandat pour le Sud-Ouest Africain"; c) "La compétence pour déterminer et modifier le statut international du Sud-Ouest Africain appartient à l'Union Sud-Africaine agissant avec le consentement de l'Organisation des Nations Unies", et que l'Assemblée générale, par sa résolution 449 A (V) du 13 décembre 1950, a accepté l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice relatif au Sud-Ouest Africain,

Prenant note des observations du Comité du Sud-Ouest Africain sur les mesures discriminatoires qui sont appliquées à la population non européenne du Territoire,

Décide de transmettre au pétitionnaire le rapport et les observations du Comité du Sud-Ouest Africain (deuxième session) sur la situation dans le Territoire du Sud-Ouest Africain.

f) *Lettre, en date du 13 juin 1955, adressée au Ministre des affaires extérieures de l'Union Sud-Africaine par le Président du Comité du Sud-Ouest Africain*

Me référant à la lettre que le Sous-Secrétaire à la tutelle et aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes vous a adressée le 7 février 1955 pour vous transmettre une communication, en date du 5 octobre 1954, émanant du révérend T. H. Hamtumbangela, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'à sa 51ème séance, tenue le 1er juin 1955, le Comité du Sud-Ouest Africain a décidé de considérer cette communication comme une pétition recevable aux termes de l'article XXVI, c, de son règlement intérieur, et qu'à sa 52ème séance, tenue le 2 juin 1955, le Comité a adopté un projet de résolution concernant cette pétition. Conformément à l'article XXVI, d, du règlement intérieur du Comité, je vous envoie ci-joint copie de ce projet de résolution, dont le texte figurera dans le rapport du Comité à l'Assemblée générale, ainsi que de la communication y relative mentionnée dans ledit projet de résolution.

(Signé) Thanat KROMAN

DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

ALLEMAGNE (voir ci-dessous)

ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A., Alsina 500, Buenos Aires.

AUSTRALIE

H. A. Guddard, 255a George St., Sydney, and 90 Queen St., Melbourne.
Melbourne University Press, Carlton N.3, Victoria.

AUTRICHE (voir ci-dessous)

BELGIQUE

Agence et Messageries de la Presse S.A., 14-22 rue du Persil, Bruxelles.
W. H. Smith & Son, 71-75, boulevard Adolphe-Max, Bruxelles.

BOLIVIE

Librería Selecciones, Casilla 972, La Paz.

BRESIL

Livraria Agir, Rio de Janeiro, São Paulo and Belo Horizonte.

CANADA

Ryerson Press, 299 Queen St. West, Toronto.
Periodica, Inc., 5112 Ave. Papineau, Montreal.

CEYLAN

Lake House Bookshop, The Associated Newspapers of Ceylon Ltd., P.O. Box 244, Colombo.

CHILI

Librería Ivens, Moneda 822, Santiago.
Editorial del Pacífico, Ahumada 57, Santiago..

CHINE

The World Book Co. Ltd., 99 Chung King Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.
The Commercial Press Ltd., 170 Liu Li Chang, Peking.

COLOMBIE

Librería América, Medellín.
Librería Nacional Ltda., Barranquilla.
Librería Buchholz' Galeria, Av. Jimenez de Quesada 8-40, Bogotá.

COSTA-RICA

Trejos Hermanos, Apartado 1313, San José.

CUBA

La Casa Belga, O'Reilly 455, la Habana.

DANEMARK

Einar Munksgaard, Ltd., Norregade 6, København, K.

EGYPTE

Librairie "La Renaissance d'Egypte," 9 Sh. Adly Pasha, Cairo.

EQUATEUR

Librería Científica, Guayaquil and Quito.

ESPAGNE (voir ci-dessous)

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Int'l Documents Service, Columbia University Press, 2960 Broadway, New York 27, N. Y.

FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki.

FRANCE

Editions A. Pedone, 13, rue Soufflot, Paris V.

GRECE

"Eleftheroudakis," Place de la Constitution, Athènes.

GUATEMALA

Goubaud & Cia. Ltda., 5a. Avenida sur 28, Guatemala.

HAITI

Librairie "A la Caravelle," Boite postale 111-B, Port-au-Prince.

HONDURAS

Librería Panamericana, Tegucigalpa.

HONG-KONG

The Swindon Book Co., 25 Nathan Road, Kowloon.

INDE

Oxford Book & Stationery Co., Scindia House, New Delhi, and 17 Park Street, Calcutta.
P. Varadachary & Co., 8 Linghi Chetty St., Madras 1.

INDONESIE

Pembangunan, Ltd., Gunung Sahari 84, Djakarta.

IRAK

Mackenzie's Bookshop, Baghdad.

IRAN

Ketab-Khaneh Danesh, 293 Saadi Avenue, Tehran.

ISLANDE

Bokaverzlun Sigfuser Eymondssonar H. F., Austurstraeti 18, Reykjavik.

ISRAEL

Blumstein's Bookstores Ltd., 35 Allenby Road, Tel-Aviv.

ITALIE

Librería Commissionaria Sansoni, Via Gina Capponi 26, Firenze.

JAPON (voir ci-dessous)

LIBAN

Librairie Universelle, Beyrouth.

LIBERIA

J. Momolu Kamara, Monrovia.
Albert Gemayel, Monrovia.

LUXEMBOURG

Librairie J. Schummer, Luxembourg.

MEXIQUE

Editorial Hermes S.A., Ignacio Mariscal 41, México, D.F.

NORVEGE

Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustsgt. 7A, Oslo.

NOUVELLE-ZELANDE

United Nations Association of New Zealand, C.P.O. 1011, Wellington.

PAKISTAN

Thomas & Thomas, Fort Mansion, Frere Road, Karachi, 3.

Publishers United Ltd., 176 Anarkali, Lahore.

The Pakistan Cooperative Book Society, Chittagong and Dacca (East Pakistan).

PANAMA

José Menéndez, Plaza de Arango, Panamá.

PARAGUAY

Moreno Hermanos, Asunción.

PAYS-BAS

N.V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.

PEROU

Librería Internacional del Perú, S.A., Lima and Arequipa.

PHILIPPINES

Alema's Book Store, 749 Rizal Avenue, Manila.

PORTUGAL

Livraria Rodrigues, 186 Rua Aurea, Lisboa.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Librería Dominicana, Mercedes 49, Ciudad Trujillo.

ROYAUME-UNI

H. M. Stationery Office, P.O. Box 569, London, S.E. 1 (and at H.M.S.O. Shops).

SALVADOR

Manuel Navas y Cia., 1a. Avenida sur 37, San Salvador.

SINGAPOUR

The City Book Store, Ltd., Winchester House, Collyer Quay.

SUEDE

C. E. Fritze's Kungl. Hovbokhandel A-B, Fredsgatan 2, Stockholm.

SUISSE

Librairie Payot S.A., Lausanne, Genève.
Hans Ravnhardt, Kirchgasse 17, Zurich 1.

SYRIE

Librairie Universelle, Damas.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Československý Spisovatel, Národní Trída 9, Praha 1.

THAÏLANDE

Pramuan Mit Ltd., 55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.

TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.

UNION SUD-AFRICAINE

Van Schaik's Bookstore (Pty.), Ltd., Box 724, Pretoria.

URUGUAY

Representación de Editoriales, Prof. H. D'Elia, Av. 18 de Julio 133, Montevideo.

VENEZUELA

Librería del Este, Edificio Galipón, Ave. F. Miranda No. 52, Caracas.

VIET-NAM

Papeterie-Librairie Nouvelle Albert Portail, Boite postale 283, Saigon.

YUGOSLAVIE

Drzavno Preduzece, Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27-11, Beograd.

Les publications des Nations Unies peuvent également être obtenues aux adresses ci-dessous:

ALLEMAGNE

Elwert & Meurer, Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.

W. E. Saarbach, Gereonstrasse 25-29, Köln (22c).

Alex. Horn, Spiegelgasse 9, Wiesbaden.

AUTRICHE

B. Wüllerstorff, Waagplatz, 4, Salzburg.
Gerald & Co., Graben 31, Wien 1.

ESPAGNE

Librería Bosch, 11 Ronda Universidad, Barcelona.

JAPON

Maruzen Company, Ltd., 6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de dépositaires peuvent être adressées à la Section des ventes et de la distribution, Organisation des Nations Unies, New-York (Etats-Unis d'Amérique) ou à la Section des ventes, Organisation des Nations Unies, Palais des Nations, Genève (Suisse).

55F1